ORDRE DU JOUR

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 6 JUILLET 2017

*
* *

Le conseil municipal est convoqué en séance publique à l'Hôtel de Ville le 6 juillet 2017 à 18H30, conformément aux dispositions de l'article L.2121-9 du code général des collectivités territoriales.

Finances, budget, contrôle de gestion

- 1 - Finances - Budget principal 2017 - Décision modificative n°1
- 2 - Finances - Budget annexe Eau 2017 - Décision modificative n°1
- 3 - Finances - Budget annexe Régie exploitation Elispace 2017 - Décision modificative n°1
- 4 - Finances - Convention de mutualisation des services entre la Ville de Beauvais, la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis, le Centre Communal d'Action Sociale de Beauvais et l'Office de Tourisme de l'Agglomération de Beauvais - Bilan 2016
- 5 - Finances - Provision pour dépréciation des actifs circulant (impayés)
- 6 - Finances - créances éteintes ou admises en non-valeur
- 7 - Finances - Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées - approbation des rapports du 8 juin 2017

Administration générale, personnel, commerce

- 8 - Administration générale - commande publique - commission de délégation de service public permanente - création et composition
- 9 - Tableau des effectifs - ajustement
- 10 - Dispositif de titularisation et programme d'accès à l'emploi titulaire - prolongation du dispositif
- 11 - Administration Générale - Développement institutionnel - adhésion à la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis de 9 communes membres de la Communauté de Communes Oise Picarde (CCOP)
- 12 - Administration Générale - Développement institutionnel - Statuts de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis - Adoption
- 13 - Administration Générale - Développement institutionnel - Restitution de compétences aux communes membres de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis

14 - Lancement de la procédure de concession pour le financement, la construction et l'exploitation d'une patinoire municipale

Affaires scolaires et périscolaires, UPC

15 - Coordination des actions éducatives - Lots et gratifications - Opération "village des sciences"

16 - Enfance - Accueils de loisirs - règlement

17 - Enfance - Féeries de Noël - jeux-concours

Solidarité, cohésion sociale, intégration, politique de la ville, vie associative

18 - Cohésion sociale - Bourse aux Initiatives Citoyennes - Attribution de subventions

19 - Politique de la Ville - Cadre d'intervention régional en faveur des quartiers de la politique de la ville - Demande de subvention

20 - Vie associative - Subvention APASS (Appel à Projets d'Animations Sociales et Solidaires) "Le compost ça rend pote" Association COLLEMBOLE

21 - Vie Associative - Forum des Associations - Organisation d'un Quiz - Règlement du Jeu Concours

22 - Vie associative - Subvention exceptionnelle
Association des Franco-Maliens de l'Oise - Projet "Cet été à Saint Jean"

Culture et équipements culturels, patrimoine culturel, label ville d'art et d'histoire

23 - Le Quadrilatère - Etude préalable à sa rénovation

24 - Archéologie - Convention de collaboration scientifique - diagnostic préventif

25 - Patrimoine culturel - Restauration des gargouilles de l'église Notre-Dame de Marissel

26 - Dénomination commune touristique

Sport

27 - Sport - Attribution d'une subvention exceptionnelle à une association sportive

28 - Sport - Subventions de fonctionnement saison sportive 2017/2018

29 - Sport - Attribution d'une subvention d'investissement à l'association GORIDE

30 - Sport - Équipements sportifs - Règlements intérieurs des gymnases, des stades et de la piscine

31 - Sport - Plan d'eau du Canada - Règlement intérieur général

Jeunesse, réussite éducative

32 - Jeunesse - Adhésion à un organisme - Adhésion à la Batoude

33 - Jeunesse - Convention de labellisation du point information jeunesse

34 - Elispace - Programmation saison 2017-2018

Urbanisme, projet nouveau cœur de ville, environnement et cadre de vie, développement durable, agenda 21, fleurissement et jardins familiaux, plan vert et bleu

35 - Délégation de Service Public - Fourrière animale - Choix du délégataire - Signature de la convention

36 - Foncier- Lotissement - Longue Haye - Vente de lot

37 - Foncier - acquisition - emplacement réservé n°4

38 - Foncier- cession - parcelle cadastrée section CA n°9p sise rue Jean-Paul Sartre à l'OPAC

39 - Eau potable - Avenant n°1 au contrat de délégation de service public

40 - Transports - Programme de déploiement d'« Infrastructure(s) de Recharge pour Véhicules Electriques et hybrides rechargeables (IRVE) » sur le territoire du Syndicat d'Energie de l'Oise - Transfert de l'exercice de la compétence

41 - Aménagement foncier- déviation Troissereux - modification du réseau de chemins

42 - Eaux pluviales - Programme d'investissement 2017

Délégation donnée au maire – compte rendu des décisions

Fait à Beauvais, le 30 juin 2017

Le 06/07/2017 à 18h30

Le conseil municipal de la ville de Beauvais, dûment convoqué par madame le maire conformément aux dispositions de l'article L.2121-9 du code général des collectivités territoriales, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances.

PRESIDENT Madame Caroline CAYEUX

PRESENTS *Madame CAYEUX, Monsieur PIA, Monsieur TABOUREUX, Madame CORILLION, Monsieur BOURGEOIS, Monsieur VIBERT, Madame THIEBLIN, Madame BRAMARD, Monsieur DE SAINTE MARIE, Madame LESURE, Monsieur MICHELINO, Monsieur LAGHRARI, Madame SENOL, Monsieur POLLE, Madame WISSOTZKY, Monsieur JULLIEN, Madame ABLA, Monsieur DORIDAM, Madame CAPGRAS, Madame BERTOIS, Monsieur LOCQUET, Monsieur GASPART, Monsieur NEKKAR, Madame NAKIB, Monsieur MIRON, Madame DJENADI, Madame BAPTISTE, Madame GEFFROY, Madame FONTAINE, Madame PRIOU, Monsieur NARZIS, Monsieur RAHOUI, Madame ITALIANI, Madame HERBANNE, Monsieur NOGRETTE, Madame PERNIER, Monsieur SALITOT.*

ABSENTS *Madame THIERRY, Monsieur ILLIGOT.*

POUVOIRS *Madame Cécile PARAGE à Madame Caroline CAYEUX, Monsieur Jérôme LIEVAIN à Monsieur Olivier TABOUREUX, Madame Charlotte COLIGNON DUROYON à Monsieur Jean-Luc BOURGEOIS, Madame Aissé TRAORE à Monsieur Mohrad LAGHRARI, Monsieur Thibaud VIGUIER à Madame Stéphanie PRIOU, Monsieur Mamadou LY à Madame Corinne CORILLION.*

Date d'affichage	13 juillet 2017
Date de la convocation	30 juin 2017
Nombre de présents	37
Nombre de votants	43

MME LE MAIRE : Mes chers collègues, on va commencer ce Conseil Municipal.

Je vous propose de désigner Elodie BAPTISTE comme secrétaire de séance. Est-ce qu'il y a des avis contraires ? Des abstentions ? Elodie BAPTISTE sera notre secrétaire de séance et je lui demande de bien vouloir faire l'appel.

MME LE MAIRE: Mes chers collègues, avant d'entamer l'examen des délibérations du Conseil Municipal, je vous invite à respecter avec moi une minute de silence à la mémoire de Simone VEIL, qui nous a quittés le 30 juin.

Mes chers collègues, Mesdames et Messieurs, après cet instant de recueillement, je voudrais rendre hommage en quelques mots à Simone VEIL.

Simone VEIL est une figure emblématique du 20^{ème} siècle ; c'est une femme au parcours extraordinaire, marqué par le malheur et la tristesse, mais aussi par l'engagement et les combats en faveur des femmes et de l'Europe. C'est une femme exceptionnelle qui a su tirer une incroyable force des épreuves qu'elle a traversées. Elle a connu l'enfer des camps de concentration, elle a éprouvé dans sa chair toute l'horreur de la Shoah. Presque anéantie par la déportation, puis par les épreuves subies à Auschwitz, à Bobrek, et enfin à Bergen-Belsen, elle a également perdu dans cette sombre période ses parents et son frère. D'aucun aurait été détruit par tant de souffrances et de douleurs endurées alors qu'elle n'était encore qu'une adolescente. Pourtant, par delà l'indicible souffrance éprouvée, Simone VEIL a puisé dans ces abominables tourments une incroyable énergie, un appétit de vie extraordinaire, une capacité d'engagement qui force le respect. A peine rentrée d'Allemagne, elle s'inscrit à Sciences Po, se marie à 19 ans, fonde une famille et devient magistrate. Elle a 27 ans lorsqu'elle prend son premier poste de haut fonctionnaire au ministère de la Justice. C'est dire la force de caractère et de travail dont elle a fait preuve. C'est dire aussi toute l'étendue de ses qualités tant humaines qu'intellectuelles. Simone VEIL a lutté toute sa vie pour changer la société dans laquelle elle vivait, pour la faire évoluer dans le sens qu'elle croyait bon. Témoin de l'extermination des Juifs par les Nazis, elle a témoigné de ce qu'elle avait vécu et lutté sans relâche contre toutes les idéologies porteuses de haine et d'exclusion. Femme de convictions, elle reconnaissait elle-même avoir un caractère rebelle et avouait, je la cite, que « son premier réflexe est toujours de dire non ». C'est sans doute ce tempérament hors normes qui l'a amenée à réaliser tant de choses au cours de sa vie. Féministe par la force des choses, elle a bataillé pour pouvoir travailler. Au début des années 60, rares étaient en effet les femmes qui n'étaient pas mères au foyer et plus rares encore celles qui embrassaient la carrière de magistrat. Européenne convaincue, libérale, ouverte sur les questions de société qui traversent cette période, Simone VEIL s'engage bientôt en politique et intègre le cabinet du Garde des Sceaux du gouvernement POMPIDOU, René PLEVEN. En cela aussi, elle bouscule et dérange, et fait bouger les lignes car peu de femmes font de la politique à l'orée des années 70. C'est le point de départ d'une carrière de ministre, marquée par la bataille pour la libéralisation de l'avortement en 1974. Chahutée, malmenée par une Assemblée Nationale où les femmes représentent à peine 2 % des députés, elle tient bon et réussit à faire adopter cette loi qui a constitué une avancée majeure pour les droits des femmes dans notre pays. Ministre de la Santé pendant 5 ans, elle s'engage ensuite en faveur de l'Europe et est élue la première présidente du 1^{er} Parlement européen en 1979. Pionnière en bien des domaines, Simone VEIL a marqué notre histoire de son empreinte. Elle a défendu avec force les droits des femmes et la construction européenne ; elle a aussi et surtout défendu avec énergie les principes essentiels de la liberté de paroles et de pensée, de l'indépendance d'esprit et de l'engagement citoyen en faveur de la paix partout en Europe et dans le monde.

Ce profond humanisme, cet engagement exemplaire au service des autres, cette droiture d'esprit, tout comme sa légendaire impatience et ses emportements face à la médiocrité, en font une femme exemplaire à bien des points de vue, un modèle pour notre génération et surtout pour celle à venir. Immortelle puisque académicienne, Simone VEIL continuera je l'espère à vivre parmi nous à travers tout ce qu'elle a laissé en héritage. Vous le savez, elle sera inhumée auprès de son époux au Panthéon. Cet ultime hommage de la Nation la place parmi les grands personnages ayant marqué l'histoire de France et fait d'elle, par delà les frontières de notre pays, une référence pour l'humanité tout entière.

MME LE MAIRE (suite) Pour ma part, je souhaite que notre Ville lui rende également hommage, et je forme le vœu, à condition que sa famille nous donne son assentiment, et sous réserve de l'accord de notre Assemblée, que le centre hospitalier de Beauvais porte son nom. Je soumettrai très prochainement, si notre Assemblée y est favorable, une proposition au conseil de surveillance du centre hospitalier de Beauvais afin qu'il se prononce sur ce vœu. Ainsi, notre Ville pourra s'associer à l'hommage de la France et contribuera à faire vivre son souvenir en chacun d'entre nous. Je vous remercie de votre attention et si certains veulent prendre la parole, si votre groupe,

M. RAHOUI : On rejoint totalement l'hommage que vous venez de faire à Madame VEIL et bien entendu on trouve que la proposition que vous formulez, de nommer enfin cet hôpital de Beauvais, qui est un projet qui a aussi fédéré beaucoup de Beauvaisiens, et qui continuera de le faire au travers de la dénomination de Madame VEIL, est une idée qu'on rejoindra sans aucun souci.

MME LE MAIRE: Merci beaucoup Monsieur RAHOUI.

Nous allons maintenant passer aux dossiers du Conseil Municipal. Madame ITALIANI, vous voulez prendre la parole ?

MME ITALIANI : Je ne l'ai pas demandée mais de toute façon, je me joins à ce que vous avez dit, il n'y a pas de souci.

MME LE MAIRE: Si vous n'y voyez pas d'inconvénients, nous passerons la délibération sur le choix du délégataire de la D.S.P. fourrière animale après la délibération numéro 7.

Nous commençons par les finances, et je passe la parole à Jean-Marie JULLIEN pour la délibération numéro 1.

Délibération n°2017-108
(rapport réf 2017-108)

Finances - Budget principal 2017 - Décision modificative n°1

Monsieur Jean-Marie JULLIEN, Conseiller Municipal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 1612-12 et suivants ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2016 approuvant le budget primitif 2017 et du 12 mai 2017 adoptant le compte administratif 2016 ;

Vu le détail figurant dans le document budgétaire joint, présentant par ailleurs le tableau des subventions aux associations et la situation des autorisations de programme et de crédits de paiement actualisés ;

Vu le rapport de présentation qui synthétise et commente les données issues du document budgétaire ;

Considérant que les décisions modificatives permettent, en cours d'année, d'ajuster les ouvertures de crédits inscrites au budget primitif, par réaffectation de crédits disponibles ou par l'inscription de recettes nouvelles ;

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter la décision modificative n°1 du budget principal arrêtée comme suit :

FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
		Résultat de fonctionnement reporté	2 668 768,38
Propositions nouvelles	3 884 903,38	Propositions nouvelles	1 216 135,00
Total :	3 884 903,38	Total :	3 884 903,38

INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
Solde exécution de la section d'investissement reporté	5 569 382,62		
Restes à réaliser N-1	4 801 628,56	Restes à réaliser N-1	3 152 982,00
Propositions nouvelles	4 713 363,20	Propositions nouvelles	11 931 392,38
Total :	15 084 374,38	Total :	15 84 374,38

- d'augmenter l'AP n°46 «réhabilitation d'une crèche» de 400.000 euros pour la porter à 2.400.000 euros compte tenu de la révision du programme de travaux envisagés ;

- de clôturer l'AP n°38 « tennis couverts » qui est terminée ;

- de clôturer l'AP n°41 « coteaux Saint Jean études et travaux » qui est terminée ;

- d'acter l'actualisation de la situation des autorisations de programme et de crédits de paiement telle qu'elle ressort en annexe du document budgétaire et du rapport de présentation de la présente décision modificative ;

- décider de constituer une provision pour dépréciation des comptes de tiers de 47.400 euros au titre des travaux engagés pour le compte de tiers (SCI Cugnot) compte tenu du risque de non recouvrement de cette créance ;

- de décider d'allouer une subvention de fonctionnement au budget annexe Agel de 1.400.000 euros afin de combler le déficit constaté au 31 décembre 2016.

La commission "Finances, budget, contrôle de gestion", réunie le 28 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité avec 1 abstention(s), avec 6 voix contre, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Délibération n°2017-157
(rapport réf 2017-157)

Finances - Budget annexe Eau 2017 - Décision modificative n°1

Monsieur Jean-Marie JULLIEN, Conseiller Municipal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 1612-12 et suivants ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2016 approuvant le budget primitif 2017 et du 12 mai 2017 adoptant le compte administratif 2016 ;

Vu le détail figurant dans le document budgétaire joint ;

Vu le rapport de présentation qui synthétise et commente les données issues du document budgétaire ;

Considérant que les décisions modificatives permettent, en cours d'année, d'ajuster les ouvertures de crédits inscrites au budget primitif, par réaffectation de crédits disponibles ou par l'inscription de recettes nouvelles.

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter la décision modificative n°1 du budget annexe Eau arrêtée comme suit :

FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
		Résultat fonctionnement reporté	57 816,35
Propositions nouvelles	57 859,35	Propositions nouvelles	43,00
Total :	57 859,35	Total :	57 859,35

INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
Solde exécution de la section d'investissement reporté	1 274 531,49	Affectation résultats	544 918,49
Restes à réaliser N-1	70 387,00	Restes à réaliser N-1	800 000,00
Propositions nouvelles	0,00	Propositions nouvelles	0,00
Total :	1 344 918,49	Total :	1 344 918,49

La commission "Finances, budget, contrôle de gestion", réunie le 28 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 7 abstention(s), décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Délibération n°2017-109
(rapport réf 2017-109)

Finances - Budget annexe Régie exploitation Elispace 2017 - Décision modificative n°1

Monsieur Jean-Marie JULLIEN, Conseiller Municipal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 1612-12 et suivants ;

Vu les délibérations du conseil municipal en date du 16 décembre 2016 approuvant le budget primitif 2017 et du 12 mai 2017 adoptant le compte administratif 2016 ;

Vu le détail figurant dans le document budgétaire joint ;

Vu le rapport de présentation qui synthétise et commente les données issues du document budgétaire ;

Considérant que les décisions modificatives permettent, en cours d'année, d'ajuster les ouvertures de crédits inscrites au budget primitif, par réaffectation de crédits disponibles ou par l'inscription de recettes nouvelles ;

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter la décision modificative n°1 du budget annexe Elispace arrêtée comme suit :

FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
Résultat de fonctionnement reporté			
Propositions nouvelles	2 620,00	Propositions nouvelles	2 620,00
Total :	2 620,00	Total :	2 620,00

INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
		Solde exécution de la section d'investissement reporté	58 546,34
Restes à réaliser N-1	58 546,34	Restes à réaliser N-1	0,00
Propositions nouvelles	30 000,00	Propositions nouvelles	30 000,00
Total :	88 546,34	Total :	88 546,34

La commission "Finances, budget, contrôle de gestion", réunie le 28 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 7 abstention(s), décide d'adopter le rapport ci-dessus.

1 – FINANCES - BUDGET PRINCIPAL 2017 - DECISION MODIFICATIVE N° 1

2 – FINANCES - BUDGET ANNEXE EAU 2017 - DECISION MODIFICATIVE N° 1

3 – FINANCES - BUDGET ANNEXE REGIE EXPLOITATION ELISPACE 2017 - DECISION MODIFICATIVE N° 1

M. JULLIEN : Ce que je vous propose, mes chers collègues, c'est de faire un rapport pour les délibérations 1-2 et 3, c'est-à-dire les budgets supplémentaires en ce qui concerne le principal, le budget annexe eau et la régie d'exploitation de l'Elispace.

Les délibérations que je vous propose aujourd'hui s'inscrivent dans le cycle annuel budgétaire. Vous avez eu l'occasion d'approuver les comptes administratifs lors d'un précédent Conseil Municipal, et il est bien évident que les budgets supplémentaires que je vous soumetts aujourd'hui reprendront les résultats de ces 3 comptes administratifs.

En quelques mots tout d'abord sur le budget principal. Les résultats de l'exercice 2016 ont permis de budgéter sur 2017 un excédent de 2,7 millions d'euros en section de fonctionnement. Pour les propositions nouvelles, elles totalisent 1,2 million d'euros en recettes de fonctionnement et elles représentent une fraction négligeable du montant initialement voté au budget 2017 puisque cela représente seulement 1,5 %.

Cette augmentation du montant des recettes attendue en 2017 s'explique principalement par une évolution de la Dotation de la Solidarité Urbaine, nous avons pu bénéficier d'une inscription complémentaire de 573 000 € qui s'explique essentiellement par l'éligibilité de la ville de Beauvais à la part de Dotation de Solidarité Urbaine cible. Un autre élément important, le versement par l'Agglomération du Beauvaisis d'une Dotation de Solidarité Communautaire de 345 000 € qui a été décidée par une délibération du Conseil Communautaire du 29 juin dernier. Et puis enfin, nous avons un ajustement de la prévision de remboursement par l'Agglomération des personnels mutualisés de la ville de Beauvais, avec un abondement de 272 000 €. On en aura une explication complémentaire lorsque nous présenterons le rapport global de cette mutualisation des personnels au titre de l'exercice 2016.

Pour les dépenses, il y avait un choix important, et ce choix est d'abord d'abonder la section d'investissement et de majorer d'autant l'autofinancement, avec un complément de près de 2,4 millions d'euros que j'ajouterai aux 3,2 millions d'euros qui étaient déjà inscrits au B.P. 2017, et de limiter les inscriptions de nouvelles dépenses à la somme de 1,4 million d'euros. La principale nouvelle dépense que nous allons consacrer au titre de ce budget, c'est une subvention au budget annexe Agel de 1,4 million d'euros qui vise à combler le déficit de ce budget annexe. Pourquoi ce budget annexe est-il ainsi un peu privilégié ? C'est que tout simplement, et ça vous ne l'ignorez pas, nous avons toujours beaucoup de mal à commercialiser les terrains qui ont été préparés dans le cadre du site de l'ancienne caserne Agel et il convient de se prémunir du risque de déficit de ce budget annexe, et pouvoir faire face à ça. Il est bien évident que si nous arrivons à vendre des terrains en plus, ça sera un boni supplémentaire qui reviendra au bénéfice du budget.

Pour les ressources de la section d'investissement, nous avons d'abord l'affectation des résultats, 10 millions d'euros ; des reports de crédits, 3,2 millions d'euros ; nous avons les 2,4 millions d'euros de virement en provenance de la section de fonctionnement, dont je vous ai parlé tout à l'heure ; 1,8 million d'euros de cessions immobilières, c'est essentiellement le Franc Marché ; et nous allons diminuer le recours à l'emprunt de 2,5 millions d'euros ; et nous prévoyons une baisse du niveau d'endettement au titre de l'exercice 2017 pour la fin de l'année puisque ce recours prévisionnel à l'emprunt sera inférieur à celui des remboursements d'emprunts qui vont venir à échéance en cours d'année.

M. JULLIEN (suite) En dépenses, je ne reviens pas sur la reprise du solde 2016, 5,6 millions d'euros ; les reports de crédits ; les inscriptions nouvelles, 3,2 millions d'euros ; et puis il y a aussi la notion de reprise de provisions de créances liées aux cessions immobilières au titre du Franc Marché. Voilà en quelques mots, mes chers collègues, le panorama rapide du budget supplémentaire principal de l'exercice 2017.

Pour le budget annexe de l'eau, ce sont essentiellement les reprises de résultats des données 2016, telles qu'elles résultent des comptes administratifs qui vous ont été soumis. Il n'y a pas de modifications importantes à retenir.

Pour l'Elispace, nous allons faire un peu d'investissements, puisque nous allons acquérir dans un nouvel équipement. J'explique rapidement de quoi il s'agit, c'est un portique qui est destiné à supporter les projecteurs de scène au titre de l'Elispace. C'est un investissement de 30 000 € qui est prévu au titre de l'Elispace. Voilà Madame le Maire et mes chers collègues, en quelques mots le bref panorama de ces 3 budgets supplémentaires.

MME GEFFROY : Je voudrais dire quelques mots par rapport à cette décision modificative, et comme Monsieur JULLIEN vient de le dire, nous avons remarqué qu'il y a une augmentation de la D.S.U. et donc de la D.S.U. cible pour notre Ville, ce qui fait la somme importante de plus de 572 000 € dans notre D.M. 1. Et je voulais remarquer que ça veut dire que notre commune est donc considérée dans les communes qui ont les critères de populations les plus en difficulté. C'est une caractéristique particulière de notre territoire, et cette augmentation de la D.S.U. confirme que les besoins sociaux dans notre Ville sont importants. Et je vais mettre en parallèle, Monsieur JULLIEN ne l'a pas fait remarquer, mais la baisse de 350 000 € de la subvention versée au C.C.A.S. Ça nous paraît dommageable de baisser la subvention versée au C.C.A.S., même si j'entends bien que c'est parce que le C.C.A.S. a des résultats qui sont excédentaires mais je pense que l'action sociale dans notre Ville doit pouvoir bénéficier encore et encore de plus de financements ; qu'il y a certainement peut-être des actions nouvelles à mettre en place et que cette différence de subventions, si cette subvention était maintenue à son taux normal, pourrait mettre en place des nouvelles actions sociales. Je voudrais simplement aussi faire remarquer, sans polémique, que l'année dernière il y avait déjà une baisse de 400 000 € de la subvention au C.C.A.S. ; que j'ai retrouvé les débats de notre assemblée du 30 juin 2016 ; que dans les débats était venu dans la conversation le sujet du legs qui avait été fait au C.C.A.S. de Beauvais ; et que donc c'était une explication donnée l'année dernière pour cette baisse de subvention. Or, j'ai regardé attentivement le compte de résultat du C.C.A.S. de cette année, ce legs de 352 000 € je crois qui figure dans le compte de résultat 2016 du C.C.A.S., ça veut dire que c'est ce qui justifie aussi là la baisse de subvention, ça veut dire que 2 années de suite il y a une baisse importante de cette subvention au C.C.A.S. et je pense que ça n'est pas un bon signe.

M. JULLIEN : L'explication est extrêmement simple, c'est que nous versons au C.C.A.S. une subvention qu'on appelle une subvention d'équilibre. La subvention d'équilibre, elle est estimée en début d'année lorsqu'on vote le budget. On alloue une enveloppe globale estimée. Et ensuite, elle est ajustée au moment du compte administratif de l'Etablissement Public dont il s'agit. L'Etablissement Public, c'est le Centre Communal d'Action Sociale qui a mis en place et qui a fait voter son compte administratif par son conseil d'administration, et il est apparu un excédent et c'est l'excédent dont je vous parle. Alors, on ajuste la dotation d'équilibre aux besoins réels du C.C.A.S. Il est bien évident que si le C.C.A.S., au cours de l'exercice 2016, avait mis en place un certain nombre d'actions supplémentaires, donc de dépenses supplémentaires au titre de cet exercice, il y aurait eu beaucoup moins d'excédent et à ce moment-là, l'ajustement qui interviendrait au niveau de la subvention d'équilibre serait beaucoup plus faible. Là, il s'agit simplement d'une opération d'équilibre qui est liée à la notion même de subvention d'équilibre.

M. JULLIEN (suite) Si on devait ne pas réduire cette subvention d'équilibre, il y aurait des excédents supplémentaires et des excédents supplémentaires qui resteraient tout simplement à dormir sur le compte du Trésor Public. Voilà les explications que j'entendais vous donner, et nous n'entendons pas que les finances de la collectivité restent à dormir sur un compte dormant, au titre du trésor public, c'est simplement la notion de subvention d'équilibre qui doit apparaître et le compte définitif au titre du compte administratif et la subvention qui doivent être ajustés au niveau du budget supplémentaire.

MME GEFFROY : Je voudrais compléter après la réponse de Monsieur JULLIEN pour dire que le legs qui a été fait au C.C.A.S., cette personne a souhaité aider par l'intermédiaire du C.C.A.S. Si la Ville baisse la subvention de 350 000 €, ça revient à dire que c'est la Ville qui a eu le bénéfice de ce legs, ce n'est pas le C.C.A.S. Si le C.C.A.S. pouvait garder cette somme de 350 000 € de legs et imaginer de faire des investissements particuliers, je pense au C.A.E.P., à des travaux éventuellement importants. Ce legs aurait pu être utilisé en plus du budget habituel du C.C.A.S. C'est ce que je voulais préciser.

M. PIA : Tout d'abord, je voudrais repréciser qu'il s'agit, comme l'a dit Jean-Marie, d'une subvention d'équilibre. Je vous rappelle que dans le budget que nous avons voté pour le C.C.A.S., on était sur une somme qui était de plus de 3 millions d'euros. C'est-à-dire 200 000 € de plus que ce que nous votions habituellement. Et aujourd'hui on va rendre effectivement 350 000 €, mais quand vous nous dites que nous sommes dans une ville qui a des difficultés sociales, c'est que justement nous avons aussi anticipé en prévoyant un budget pour le C.C.A.S. un peu plus important que les dernières années, c'était effectivement que eu égard à ces difficultés, il faut qu'on ait un prévisionnel suffisamment important pour palier les demandes d'aide qui nous sont faites, Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S., car il ne faut pas oublier que vous êtes Vice-Présidente du C.C.A.S. et parfaitement informée des débats que nous tenons et de la réalité du travail que nous faisons au niveau du C.C.A.S. Les choses sont très transparentes et je voudrais aussi vous rappeler, Madame GEFFROY, qu'en ce qui concerne ce fameux legs, nous sommes sur de l'investissement. Le C.C.A.S. investit, le budget investissement est régulièrement assez minime et cette somme de 350 000 € en legs a été totalement et entièrement dédiée à l'investissement, sinon nous aurions été obligés de faire un emprunt. Donc c'est bien une somme, en respect à la mémoire de cette dame qui est décédée, que nous avons dédié cette somme à ce pôle solidarité. Vous le savez très bien, c'était très clair, c'était explicité dans les conseils d'administration et je trouve que de remettre ça sur le tapis, excusez-moi du peu mais c'est tout à fait déplacé, exagéré. Le C.C.A.S. fait un travail important en faveur des plus démunis et nous avons, en termes de dépenses sociales et par rapport à d'autres collectivités, des performances tout à fait intéressantes aussi en termes d'accompagnement social. Je n'oublie pas aussi le travail qui est fait par nos travailleurs sociaux parce qu'il n'y a pas que l'aide qui est importante, c'est aussi l'accompagnement social que l'on peut réaliser. Et ça aussi, ça doit être mis en relief par rapport aux difficultés que nous rencontrons dans notre collectivité.

M. RAHOU : Je vous prie de bien vouloir nous excuser Monsieur PIA mais on est dans un débat budgétaire qui nous amène à consulter un dossier qui est mis à notre disposition et dans le cadre de ce débat on peut poser des questions. On est encore dans une assemblée démocratique et à ce titre-là, je pense que le fait que Madame GEFFROY pose une question n'a rien de déplacé ; elle est juste dans son rôle de conseillère municipale, d'administratrice du C.C.A.S., et je pense que vous avez été un peu trop loin dans vos pensées et dans vos propos à cet instant puisque le débat nous amène à nous interroger et on a posé tout simplement la question. On peut même aller un peu plus loin, c'est-à-dire au-delà de la question, en proposant tout simplement le maintien de cette enveloppe.

M. RAHOUI (suite) C'est le sens de l'intervention d'Anne GEFROY, qui estime à juste titre, on partage tous cette position, que cet argent aurait un intérêt et pourrait être logiquement employé et utilement employé. Vous ne me contredirez pas Madame le Maire puisque vous étiez il y a quelques jours au départ organisé au profit de bénéficiaires du C.C.A.S. en direction du parc Saint-Paul ; de nombreuses familles ont pu bénéficier de cette action organisée par le C.C.A.S. Mais Monsieur PIA, il y a eu un manque d'anticipation, vous n'avez pas anticipé puisque l'opération a dû faire face à son succès et une rallonge a dû être attribuée, c'est-à-dire qu'on a dû accueillir davantage de personnes que ce qui était prévu, tout à votre honneur, et ce genre d'ajustement face à une affluence, face à un besoin supplémentaire, pourrait être utilisé autour de cette enveloppe. On estime que, aujourd'hui, rogner 350 000 € sur une politique sociale dans la ville que vous dirigez Madame le Maire depuis plusieurs années, dans laquelle vous avez instruit une politique d'harmonie sociale, n'est pas un bon signe. Et on est nombreux autour de cette table à le constater au quotidien. Moi je le constate dans le cadre de mon activité professionnelle, ou en tant que membre d'une commission de fonds social, je peux vous dire, sans trahir aucun secret, ni secret professionnel auquel je suis soumis, qu'on a parfois des familles avec deux revenus qui ont du mal à payer des factures de cantine. On a parfois des familles qui, face à de grosses difficultés financières, en arrivent à devoir solliciter un fonds social d'établissement pour payer des frais d'orthodontie. Face à ces difficultés-là, il nous semblerait vraiment utile et nécessaire, de maintenir ce budget et de ne pas envoyer un mauvais signal à ceux qui vous ont fait confiance en vous réélisant en 2014, et en développant, en allant plus loin peut-être dans votre politique sociale ; on a bien entendu la logique financière qui était celle de Jean-Marie JULLIEN, mais sur cette décision modificative, vraiment c'est la seule chose qu'on pourrait critiquer. C'est vraiment ce point-là sur lequel on souhaite obtenir des avancées. Monsieur PIA rigole, il rigole mais on n'est pas dupes Monsieur PIA, si c'est bien la seule chose qu'on a à critiquer c'est parce qu'on a bien compris une autre chose Madame le Maire, c'est que ce soir on entre en campagne électorale. On le verra un peu plus tard avec la patinoire, on va le voir avec le gymnase Raoul Aubaud, ce budget, il est plutôt bien rééquilibré parce qu'il s'agit de vous donner les moyens d'entrer dans les 3 dernières années de votre mandat, qui vont vous permettre de prétendre à votre réélection pour un nouveau mandat. Le budget est bien clair, on l'a bien compris. Le sens de mon intervention n'était pas de rappeler, Madame CAYEUX, que vous étiez en campagne pour votre réélection, depuis le renoncement, vous aussi vous avez fait un renoncement, pas à la surprise générale puisqu'on s'y attendait, mais qui vous amène à rester parmi nous. Néanmoins ce n'est pas le sujet ce soir, je dois en revenir à cette décision modificative et poser au nom de notre groupe l'amendement du maintien de cette somme.

MME LE MAIRE: Monsieur RAHOUI, d'abord je vous remercie de vos félicitations sur la décision modificative. Jean-Marie JULLIEN va apprécier. *(C'est son anniversaire!)* C'était hier ! Je vois que vous êtes extrêmement détendu et c'est agréable de faire un Conseil comme ça. Ce n'est ni droite ni gauche au fond, c'est ça, vous êtes arrivés dans le macronisme !

M. RAOUHI : Je pense que vous avez vu que j'étais suppléant de Jacqueline FONTAINE aux élections législatives, et notre score n'est pas macroniste, malheureusement !

MME LE MAIRE: Ceci étant posé, je pense que vous ne pouvez pas dire qu'on est en train de rogner de l'argent au C.C.A.S. Franck PIA, et d'ailleurs Madame GEFROY qui y siège, je n'ai pas le sentiment qu'elle ait posé des questions, un peu contrariée dans les conseils d'administration auxquels elle assiste, parce que, échangeant souvent avec mes collègues, ils m'en auraient parlé. Vous savez c'est vrai, vous le dites, ça fait un moment que nous mettons en place et nous essayons de travailler à une certaine harmonie sociale dans la Ville.

MME LE MAIRE (suite) Maintenant, quand vous me dites que dans le collège où vous travaillez il y a des problèmes financiers, ça ne m'étonne pas mais vous allez être d'accord avec moi que l'État ayant aussi coupé les vivres dans la gestion des établissements d'enseignement et dans la gestion des fonds municipaux, nous sommes obligés de faire attention. Et quand Franck vous dit que c'est une subvention d'équilibre, nous avons les moyens puisque nous avons pu, comme vous le dites, accueillir 800 personnes pour partir au parc Saint-Paul, ces dépenses-là sont provisionnées, comme nous avons provisionné les sorties pendant les vacances ; comme nous avons provisionné les repas des seniors ; comme nous avons provisionné les fêtes de l'été dans les foyers logements et apparemment c'était un beau succès. Moi, j'y étais et j'ai trouvé ça intéressant. Mais on n'est absolument pas dans un état d'esprit de prélever de l'argent et encore moins d'une donation. Donc si on le fait c'est une bonne gestion, vous le faites remarquer, et s'il y a des besoins supplémentaires je ne doute pas un instant que Jean-Marie JULLIEN saura abonder ce qu'il faut. Mais il est inutile de donner des sommes superflues, il est important d'avoir une gestion non pas au quotidien mais d'avoir une gestion au plus près des besoins de ces publics. Mais croyez bien que nous sommes tous particulièrement vigilants et que la directrice du C.C.A.S. sait faire ce qu'il faut pour venir en aide à ces familles ; je suis consciente qu'il y en a malheureusement un peu plus depuis 6 ou 7 ans. Ça j'en suis très consciente. Et croyez bien qu'il n'est pas du tout dans notre esprit de faire des économies dans ce domaine-là bien au contraire Monsieur RAHOUI.

M. NARZIS : Je vais poser une autre question mais qui est en parallèle de cette D.M. 1. Il y a 73 000 € qui sont prévus pour l'équipement en tasers de la police municipale. Vous nous aviez promis lors de la délibération qui a été votée au printemps 2016 de nous communiquer le nombre de policiers qui ont été formés et habilités à l'exercice de ces missions.

MME LE MAIRE: On me répond que c'est en cours. Est-ce qu'on peut me dire combien ? Vous allez avoir la réponse. Monsieur RAHOUI vous voulez reprendre la parole ?

M. RAHOUI : Oui, je vous remercie. Pour revenir justement sur cette subvention du C.C.A.S., alors je ne vais pas revenir sur les besoins, effectivement les besoins ils existent, néanmoins, à l'époque Madame le Maire lorsqu'il y avait eu une augmentation de la taxe d'habitation vous avez mis en place un fonds abondé par les indemnités des élus, de votre majorité d'ailleurs, afin de pouvoir financer une aide, un dispositif d'aide pour cette action-là. Est-ce que vous pouvez nous dire où en est ce dispositif s'il vous plaît ? Vous voulez que je répète ma question ? Je vous disais Madame le Maire que lors de la hausse de la taxe d'habitation, vous aviez mis en place un dispositif d'aide pour pouvoir permettre aux Beauvaisiens qui se retrouvent en difficultés financières de payer cette différence et leur taxe d'habitation. Ce fonds était abondé par indemnités d'élus notamment. Est-ce que vous pouvez nous dire où en est ce fonds, ce dispositif ? Est-ce qu'il existe toujours ? Quelle somme a été récoltée et si ça a été distribué ?

MME LE MAIRE: Le fonds a été complété, il a été distribué dans l'intégralité en fonction des besoins des familles et aujourd'hui nous n'avons plus de sollicitations dans ce domaine. Mais si vous voulez la somme exacte, je vais demander à Madame DAUTEUIL de vous la donner.

M. RAHOUI : Non, c'était juste pour savoir si le fonds était toujours en place.

MME LE MAIRE: Non, il n'est plus en place.

M. RAHOUI : Parce que les besoins, eux, subsistent.

MME LE MAIRE: Non, les besoins, nous n'avons plus de demandes dans ce domaine. Nous avons pris un certain nombre de mesures avec les cantines, et c'était dans une période transitoire, et aujourd'hui comme nous sommes revenus dans des tarifs de 0,40 centimes d'euros pour les familles qui avaient des gros problèmes, je crois même que c'est 0,26 ? 0,25, vous voyez. Les familles apparemment.

M. RAHOUI : D'accord. Je pense qu'en remettant en place ce fonds, en communiquant sur son existence, je suis certain qu'on pourrait répondre à des besoins, à des attentes.

MME LE MAIRE: Ecoutez, concrètement, moi quand je fais mes permanences le vendredi après-midi, et quand mes collègues en font, nous essayons de satisfaire les demandes quand il y a une précarité avérée. Mais vous comprenez bien que ce fonds, il a des conditions à remplir pour pouvoir en bénéficier, et apparemment aujourd'hui les aides sont plus ponctuelles sur des demandes d'assistance que d'avoir une aide généralisée et d'office. Voilà ce que je voulais vous dire.

M. PIA : Je voulais ajouter, nous parlions tout à l'heure du C.C.A.S., le C.C.A.S. est là justement pour aider, prendre des mesures d'aide exceptionnelle pour des familles qui ont des difficultés, ou alors ça peut être aussi le Conseil Départemental par le biais des Maisons Départementales de la Solidarité, qui sont là justement pour prendre les mesures nécessaires pour éviter notamment les cas de surendettement. Parce que ça c'est un point sur lequel il faut être vigilant, on voit de plus en plus de situations difficiles et ça demande un accompagnement tout à fait particulier. On a renforcé justement les dispositifs d'aide sur ce qu'on appelle, c'est peut-être un peu péjoratif, mais c'est ce qu'on appelle des travailleurs pauvres, c'est-à-dire ceux qui ont peu de revenus, et qui malheureusement ont des difficultés pour pouvoir régler leurs charges budgétaires à la fois pour les loyers ou pour tout ce qui concerne l'énergie.

MME LE MAIRE: Peut-être que les choses vont s'aggraver avec la C.S.G., mais ça, il faudra le gérer après.

M. RAHOUI : Ça ce n'est pas à nous qu'il faut le dire Madame le Maire ! Il faut poser la question à Antoine SALITOT, à Mohrad LAGHRARI, ce n'est pas à nous qu'il faut le dire. Mais on est d'accord avec vous, on se rejoint là-dessus.

MME LE MAIRE: Non mais Monsieur RAHOUI, sur ce sujet-là nous ferons une motion ensemble !

M. RAHOUI : Ah mais on la lira, et puis on a déjà voté plusieurs motions avec vous ! Mais là, peut-être que des gens de votre majorité ne la voteront pas. C'est ça qui changera.

MME LE MAIRE: On va voir. Monsieur MICHELINO.

M. MICHELINO : Au sujet de l'information sur les tasers, il y a 43 agents qui sont en train de passer les visites médicales, 6 qui ont déjà l'habilitation puisqu'ils viennent de polices qui ont déjà l'habilitation et les formations commenceront au mois de septembre au niveau du C.N.F.P.T.

MME LE MAIRE: Je pense avoir répondu à un certain nombre de questions, nous allons voter ces 3 délibérations.

La première, la décision modificative n° 1 sur le budget principal.

Est-ce qu'il y a des votes contre ? 6 Des abstentions ? 1. Les autres du groupe Beauvais Pour Tous votent pour. Ça fait 36. Le rapport est adopté à la majorité avec 1 abstention et 6 voix contre.

Même vote pour le budget annexe eau ? Vous vous abstenez. Donc vous êtes 7 à vous abstenir. Le rapport est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés avec 7 abstentions.

Et pour le budget annexe régie exploitation Elispace ? Pareil, abstentions. Très bien. Le rapport est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés avec 7 abstentions.

Le 06/07/2017 à 18h30

Le conseil municipal de la ville de Beauvais, dûment convoqué par madame le maire conformément aux dispositions de l'article L.2121-9 du code général des collectivités territoriales, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances.

PRESIDENT Madame Caroline CAYEUX

PRESENTS *Madame CAYEUX, Monsieur PIA, Monsieur TABOUREUX, Madame CORILLION, Monsieur BOURGEOIS, Monsieur VIBERT, Madame THIEBLIN, Madame BRAMARD, Monsieur DE SAINTE MARIE, Madame LESURE, Monsieur MICHELINO, Monsieur LAGHRARI, Madame SENOL, Monsieur POLLE, Madame WISSOTZKY, Monsieur JULLIEN, Madame ABLA, Monsieur DORIDAM, Madame CAPGRAS, Madame BERTOIS, Monsieur LOCQUET, Monsieur GASPART, Monsieur NEKKAR, Madame NAKIB, Monsieur MIRON, Madame DJENADI, Madame BAPTISTE, Madame GEFFROY, Madame FONTAINE, Madame PRIOU, Monsieur NARZIS, Monsieur RAHOUI, Madame ITALIANI, Madame HERBANNE, Monsieur NOGRETTE, Madame PERNIER, Monsieur SALITOT.*

ABSENTS *Madame THIERRY, Monsieur ILLIGOT.*

POUVOIRS *Madame Cécile PARAGE à Madame Caroline CAYEUX, Monsieur Jérôme LIEVAIN à Monsieur Olivier TABOUREUX, Madame Charlotte COLIGNON DUROYON à Monsieur Jean-Luc BOURGEOIS, Madame Aissé TRAORE à Monsieur Mohrad LAGHRARI, Monsieur Thibaud VIGUIER à Madame Stéphanie PRIOU, Monsieur Mamadou LY à Madame Corinne CORILLION.*

Date d'affichage	13 juillet 2017
Date de la convocation	30 juin 2017
Nombre de présents	37
Nombre de votants	43

Le secrétaire désigné pour toute la durée de la séance est Madame Elodie BAPTISTE

Délibération n°2017-110

(rapport réf 2017-110)

Finances - Convention de mutualisation des services entre la Ville de Beauvais, la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis, le Centre Communal d'Action Sociale de Beauvais et l'Office de Tourisme de l'Agglomération de Beauvais - Bilan 2016

Monsieur Jean-Marie JULLIEN, Conseiller Municipal

La mutualisation des services entre la Ville de Beauvais et la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis a connu en 2016 sa douzième année de mise en application. Permises par des textes fondateurs tels que la loi du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales et la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, ou encore plus récemment par la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), la mutualisation constitue aujourd'hui le socle de l'organisation des services au sein des différentes administrations.

Par différents avenants, son champ d'application a pu, au fil des années, être élargi aussi bien en termes de services mutualisés que d'entités bénéficiaires, avec dernièrement l'intégration de l'office de tourisme de l'agglomération de Beauvais en 2013.

Ainsi, chaque année, et conformément aux dispositions convenues dans le cadre de la convention de mutualisation, des remboursements inter-collectivités ont lieu et permettent ainsi de répartir de manière équitable et rationnelle les charges entre les différentes collectivités et à chacune de réaliser des économies sur ses charges générales afin de minimiser les coûts de son administration, tout en améliorant la qualité de service rendu aux usagers.

Afin de garantir la transparence des flux financiers, il est présenté chaque année un bilan synthétisant les remboursements inter-collectivités et répartissant les unités de fonctionnement tel qu'imposé par le décret 2011-515 du 10 mai 2011 relatif aux modalités de refacturation des services mutualisés.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'acter le bilan 2016 de la convention de mutualisation entre la Ville de Beauvais, la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis, le Centre Communal d'Action Sociale et l'Office de Tourisme de l'Agglomération de Beauvais.

La commission "Finances, budget, contrôle de gestion", réunie le 28 juin 2017, a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal a pris acte du bilan 2016 de la convention de mutualisation.

4 – FINANCES - CONVENTION DE MUTUALISATION DES SERVICES ENTRE LA VILLE DE BEAUVAIS, LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BEAUVAISIS, LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BEAUVAIS ET L'OFFICE DE TOURISME DE L'AGGLOMERATION DE BEAUVAIS - BILAN 2016

M. JULLIEN : Là il s'agit d'un dossier pour lequel il est demandé au Conseil Municipal simplement de prendre acte du bilan de la convention de mutualisation qui a existé en 2016, entre la ville de Beauvais, la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis, le Centre Communal d'Action Sociale et l'Office de Tourisme de l'Agglomération du Beauvaisis.

Vous avez pu prendre connaissance d'un rapport parfaitement complet, qui rappelle, dans le contexte 2016, la vue globale des remboursements intercollectivités, l'impact financier et les perspectives.

C'est un avenant, c'est un contrat, c'est un bilan qui aboutit à un équilibre qu'il convient de régulariser, dont nous avons vu les effets financiers lors du vote du budget supplémentaire 2016. Je rappelle simplement quelques chiffres. Ce bilan 2016 de convention de mutualisation s'établit à 3 401 000 € de charges facturées par la C.A.B. à la Ville de Beauvais et 1 294 000 € de charges facturées par la Ville à la C.A.B. et avec un net en faveur de l'Agglomération d'un peu plus de 2,1 millions d'euros. Voilà en quelques mots le bilan de cette convention de mutualisation des services 2016, qui montre bien au niveau des services communs que nous avons essayé d'obtenir un maximum d'efficacité entre les agents qui travaillent au profit de la ville de Beauvais et les agents qui profitent également à l'Agglomération du Beauvaisis ainsi qu'au C.C.A.S. et également à l'Office du Tourisme.

MME LE MAIRE: Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions.

Le conseil municipal a pris acte du bilan 2016 de la convention de mutualisation.

Délibération n°2017-107

(rapport réf 2017-107)

Finances - Provision pour dépréciation des actifs circulant (impayés)

Monsieur Jean-Marie JULLIEN, Conseiller Municipal

Considérant les préconisations du «guide du traitement budgétaire et comptable des créances irrécouvrables et des indus» de 2012, qui portent sur la valorisation du risque d'irrécouvrabilité de certaines catégories de créances et/ou de débiteurs et qui doivent résulter soit d'une analyse statistique (pour les volumes courants), soit d'une analyse au cas par cas (cas de la créance exceptionnelle), soit de l'usage des deux méthodes d'évaluation ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 juin 2016 arrêtant la méthodologie pour la valorisation du risque d'irrécouvrabilité des créances à partir d'une analyse individuelle pour les titres de recette supérieurs à 1 000 € et selon les taux de dépréciation arrêtés en fonction de l'ancienneté de la dette pour les titres de recette inférieurs à 1 000 € suivants ;

Considérant que cette provision a été constituée à hauteur de 505.386,35 € par délibération du 30 juin 2016 au vu de l'état des restes à recouvrer arrêté au 30 avril 2016 ;

Considérant la nécessité d'ajuster annuellement le montant de cette provision ;

Vu le montant déterminé à partir de l'état des restes à recouvrer arrêté au 30 avril 2017 et selon la méthodologie suivant :

	Exercices	Montant RAR	Tx Dépréciation	Montant dépréciation
CREANCES INFERIEURES A 1 000€	2011 et antérieurs	95 330,24	100,00%	95 330,24
	2012	33 159,24	85,00%	28 185,35
	2013	60 913,55	75,00%	45 685,16
	2014	104 836,09	65,00%	68 143,46
	2015	209 204,27	35,00%	73 221,49
	2016	428 054,02	15,00%	64 208,10
	Sous total <1000	931 497,41		374 773,81
	Créances supérieures à 1 000 €		248 258,43	
TOTAL GENERAL		1 179 755,84		475 970,14

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'ajuster la provision constituée pour dépréciation des actifs circulant au titre du risque d'irrecouvrabilité à la somme de 475.970,14 € au vu de l'état des restes à recouvrer arrêté au 30 avril 2017 et des éléments produits en annexe ;
- et donc décider la reprise partielle de cette provision à hauteur de 29.416,21 € (505.386,35 € - 475.970,14 €).

La commission "Finances, budget, contrôle de gestion", réunie le 28 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

5 – FINANCES - PROVISION POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCULANT (IMPAYES)

M. JULLIEN : Comme chaque année, il convient d'ajuster la provision pour dépréciation des actifs circulant, c'est-à-dire des impayés.

C'est une délibération qui est importante lorsque nous sommes amenés à nous prononcer sur les admissions en non-valeur, ce sera l'objet de la délibération suivante. Cette estimation ne se fait pas au petit bonheur la chance, puisqu'elle aboutit à un certain nombre de règles qui ont été fixées par le Trésor public, et vous avez le détail de la provision qui a été calculée. En gros, nous faisons une analyse individuelle pour les titres de recette supérieurs à 1 000 €, et selon un taux de dépréciation arrêté en fonction de l'ancienneté de la dette pour les titres de recette inférieurs à 1 000 €. Cette provision, que nous avons constituée à 505 386,35 € par une délibération du 30 juin 2016, est ramenée à la somme de 475 970 €. L'écart nous amène à reprendre une partie de cette provision pour 29 416 €, conformément aux règles qui ont été définies par le Trésor Public pour le calcul de cette provision pour dépréciation des actifs circulant.

MME LE MAIRE: Pas de questions ? Même vote, le rapport est adopté à l'unanimité.

Délibération n°2017-112
(rapport réf 2017-112)

Finances - créances éteintes ou admises en non-valeur

Monsieur Jean-Marie JULLIEN, Conseiller Municipal

Monsieur le trésorier de Beauvais municipale nous a transmis 4 états de créances irrécouvrables ou éteintes totalisant la somme de 28.364,22 euros décomposée de la manière suivante :

Budget	Créances irrécouvrables ou éteintes	N° liste	Nbre de pièces	Montant
Principal	irrécouvrables	2349110832	318	14 758,41
Principal	éteintes	2353320232	254	7 759,40
Principal	éteintes	2768180232	130	4 217,70
Principal	éteintes	2774360532	24	1 638,81
			Total :	28 374,32

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Madame le Maire ou le conseiller municipal délégué à signer tout document afférent à ce dossier.

La commission "Finances, budget, contrôle de gestion", réunie le 28 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

6 – FINANCES - CREANCES ETEINTES OU ADMISES EN NON-VALEUR

M. JULLIEN : Après la provision pour dépréciation, on va parler des admissions en non-valeur. Les admissions en non-valeur c'est toujours malheureusement le constat d'échec, et c'est sur proposition de notre comptable public qui nous indique un certain nombre de créances qui n'ont pas pu être recouvrées malgré les titres de recette et les poursuites qui ont été engagées par le trésorier principal de Beauvais municipal. Il nous a communiqué une série de créances irrécouvrables pour un montant total de 28 364,22 €. Vous avez dans votre dossier un certain nombre d'explications sur les motifs qui ont conduit à la proposition d'admission en non-valeur. Bien évidemment nous avons enlevé tous les noms parce que ces documents nominatifs ne peuvent être communiqués à la population. Là simplement, il est impossible de recouvrer ces 28 364,22 € et c'est pourquoi je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir admettre en non-valeur ces différentes créances.

MME LE MAIRE: Pas de questions ? Même vote, le rapport est adopté à l'unanimité.

Délibération n°2017-159
(rapport réf 2017-159)

Finances - Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées - approbation des rapports du 8 juin 2017

Monsieur Jean-Marie JULLIEN, Conseiller Municipal

Par courrier reçu le 15 juin 2017, le président de la commission d'évaluation des charges transférées (CLECT) nous a notifié les rapports de cette commission issus de la réunion du 8 juin 2017.

Ces rapports explicitent les modalités de calculs pour la correction des attributions de compensation (AC) 2017 de 2 communes membres et déterminent les AC 2018 des 13 communes membres de l'ex. Communauté de Communes Rurales du Beauvaisis (CCRB) compte tenu de la restitution de compétences optionnelles et de l'extension d'une compétence facultative. S'agissant des AC 2017 ou 2018 des 31 communes membres de l'ex CAB, ces dernières n'évoluent pas par rapport aux montants notifiés en 2017.

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, ce rapport doit être approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au Conseil Municipal par le président de la commission.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les rapports de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 8 juin 2017 tels que joints en annexe.

La commission "Finances, budget, contrôle de gestion", réunie le 28 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

7 – FINANCES - COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFERÉES - APPROBATION DES RAPPORTS DU 8 JUIN 2017

M. JULLIEN : Le dossier 7 c'est un dossier important car vous savez qu'au niveau de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis, il existe une Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées, c'est-à-dire simplement la restitution aux communes de la différence entre d'une part la partie fiscalité transférée à la Communauté d'Agglomération et les charges qui ont été reprises par la Communauté d'Agglomération, des charges qui viennent en déduction des attributions de compensation versées aux communes.

Cette commission s'est réunie sous ma présidence le 8 juin 2017. Elle a abouti au calcul de l'ensemble des attributions de compensation et c'est ce calcul que je vous propose d'approuver au titre de ce dossier.

MME LE MAIRE: Pas de questions ? Même vote, le rapport est adopté à l'unanimité.

Nous passons, comme je vous l'ai proposé tout à l'heure, au dossier n° 35, et je passe la parole à Jean-Luc BOURGEOIS.

Le 06/07/2017 à 18h30

Le conseil municipal de la ville de Beauvais, dûment convoqué par madame le maire conformément aux dispositions de l'article L.2121-9 du code général des collectivités territoriales, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances.

PRESIDENT Madame Caroline CAYEUX

PRESENTS *Madame CAYEUX, Monsieur PIA, Monsieur TABOUREUX, Madame CORILLION, Monsieur BOURGEOIS, Monsieur VIBERT, Madame THIEBLIN, Madame BRAMARD, Monsieur DE SAINTE MARIE, Madame LESURE, Monsieur MICHELINO, Monsieur LAGHRARI, Madame SENOL, Monsieur POLLE, Madame WISSOTZKY, Monsieur JULLIEN, Madame ABLA, Monsieur DORIDAM, Madame CAPGRAS, Madame BERTOIS, Monsieur LOCQUET, Monsieur GASPART, Monsieur NEKKAR, Madame NAKIB, Monsieur MIRON, Madame DJENADI, Madame BAPTISTE, Madame GEFFROY, Madame FONTAINE, Madame PRIOU, Monsieur NARZIS, Monsieur RAHOUI, Madame ITALIANI, Madame HERBANNE, Monsieur NOGRETTE, Madame PERNIER, Monsieur SALITOT.*

ABSENTS *Madame THIERRY, Monsieur ILLIGOT.*

POUVOIRS *Madame Cécile PARAGE à Madame Caroline CAYEUX, Monsieur Jérôme LIEVAIN à Monsieur Olivier TABOUREUX, Madame Charlotte COLIGNON DUROYON à Monsieur Jean-Luc BOURGEOIS, Madame Aissé TRAORE à Monsieur Mohrad LAGHRARI, Monsieur Thibaud VIGUIER à Madame Stéphanie PRIOU, Monsieur Mamadou LY à Madame Corinne CORILLION.*

Date d'affichage	13 juillet 2017
Date de la convocation	30 juin 2017
Nombre de présents	37
Nombre de votants	43

Le secrétaire désigné pour toute la durée de la séance est Madame Elodie BAPTISTE

Délibération n°2017-145

(rapport réf 2017-145)

Délégation de Service Public - Fourrière animale - Choix du délégataire - Signature de la convention

Monsieur Jean-Luc BOURGEOIS, Maire Adjoint

Par délibération en date du 18 mars 2016, le Conseil Municipal a approuvé le choix du mode de gestion déléguée sous la forme d'une délégation de service public ayant pour objet l'exploitation de la fourrière animale et du chenil de Beauvais et a désigné les membres de la commission de délégation de service public.

Les caractéristiques de cette délégation sont les suivantes :

- Le Délégataire exploite l'ensemble des installations (fourrière et chenil) et assure les opérations de capture à ses risques et périls et avec ses propres moyens, à savoir du matériel adapté et spécialisé ;
- Le Délégataire perçoit directement auprès des propriétaires d'animaux qui se manifestent pour le récupérer les tarifs prévus à l'article 8.1 de la présente convention afin de rémunérer son activité ;
- Le Délégataire perçoit de la Collectivité une rémunération forfaitaire annuelle définie à l'article 8.3 de la présente convention ;
- La Collectivité conserve le contrôle du service et obtient du Délégataire tous les renseignements nécessaires au fonctionnement du service délégué ;

La présente convention prend effet à compter de sa notification pour une durée de 5 ans.

L'avis d'appel public à la concurrence est paru au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics le 5 juillet 2016 et dans le journal le Parisien le 12 juillet 2016 avec une date de remise des candidatures prévue initialement le 9 septembre 2016 et repoussée au 20 septembre 2016.

Une première commission d'ouverture des candidatures s'est réunie le 21 septembre 2016 et a sursis à statuer afin d'analyser plus en détail les candidatures des deux candidats : la SACPA (Société d'Assistance pour le Contrôle des Populations Animales) et la SPA de Beauvais et de l'Oise.

Une seconde commission d'ouverture des candidatures s'est réunie le 28 septembre 2016 et a décidé de retenir la candidature des deux sociétés précédemment citées. Le dossier de consultation a été transmis aux deux sociétés le 14 octobre 2016.

A la date limite de remise des offres, fixée au 16 décembre 2016, les deux sociétés ont remis une offre. La commission de délégation de service public, réunie le 16 décembre 2016, a ouvert les plis contenant l'offre des candidats. L'examen de chaque dossier a permis de constater que les offres remises étaient complètes.

Au regard de ces offres, la commission de délégation de service public a émis un avis favorable en date du 3 février 2017 à ce que des négociations soient engagées avec les candidats afin d'aboutir à la meilleure offre possible.

Conformément à l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, au terme de la procédure de délégation de service public, l'autorité exécutive de la collectivité saisit l'assemblée délibérante du choix du délégataire auquel elle a procédé. Le rapport du maire est ainsi transmis et rend compte des principaux éléments de la consultation et expose les motifs du choix du prestataire retenu et l'économie générale du contrat. Ces éléments sont détaillés dans le rapport fourni en annexe.

La société SACPA présente la proposition la plus avantageuse et répond au mieux aux besoins de la collectivité.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le choix de la société SACPA comme délégataire pour l'exploitation de la fourrière animale de Beauvais pour une durée de 5 ans avec une prise d'effet de l'exploitation au 1^{er} septembre 2017 ;
- d'approuver le projet de contrat de délégation de service public et ses annexes ;
- d'autoriser Madame le Maire à signer le contrat de délégation de service public avec la société SACPA et toutes pièces afférentes à cette affaire.

La commission "Urbanisme, projet nouveau cœur de ville, environnement et cadre de vie, développement durable, agenda 21, fleurissement et jardins familiaux, plan vert et bleu", réunie le 21 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 6 abstention(s), décide d'adopter le rapport ci-dessus.

35 – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - FOURRIERE ANIMALE - CHOIX DU DELEGATAIRE - SIGNATURE DE LA CONVENTION

M. BOURGEOIS : Il s'agit d'un dossier concernant la Délégation de Service Public fourrière animale, le choix du délégataire et la signature de la convention. Si vous avez consulté votre dossier, vous avez dû voir qu'il y a 93 pages en annexe, qui représentent toute la succession des procédures et vous avez toutes les pièces correspondantes. Je vais essayer de donner le maximum d'explications, de détails sur cette Délégation de Service Public qui est importante et que la ville de Beauvais, comme beaucoup d'autres personnes, attendait.

Premièrement, le contexte juridique de la procédure. Le 18 mars 2016, notre Conseil Municipal a approuvé comme mode de gestion la Délégation de Service Public et désigné les membres de la commission. Les caractéristiques principales sont les suivantes : le délégataire exploite la fourrière et le chenil ; il assure à ses risques et périls les opérations de capture avec du matériel adapté et conforme à la réglementation ; le délégataire reçoit également de la part de la collectivité une rémunération annuelle selon un tarif en euro par habitant qui est voté avec la convention qui est ci-jointe ; le délégataire reçoit, de la part des propriétaires qui viennent récupérer leur animal, une rémunération fixée par délibération du Conseil Municipal. La collectivité contrôle le service rendu et obtient sur simple demande toutes les informations nécessaires.

Du point de vue de la chronologie, l'appel à la concurrence a été fait du 5 juillet au 9 septembre 2016 ; il y a eu 2 séances d'ouverture des candidatures, 21 septembre et 28 septembre 2016, au terme desquelles 2 candidats ont été retenus : la S.P.A. de Beauvais et la S.A.C.P.A. C'est-à-dire la Société d'Assistance pour le Contrôle des Populations Animales. Le 16 décembre 2016, a eu lieu l'ouverture des offres. Les deux candidats ont été retenus. Le 3 février 2017, les négociations, après une première analyse des offres, sont ouvertes avec les deux candidats ; et le 16 février 2017, après demande de précisions, les deux candidats sont longuement auditionnés. Et enfin le 12 juin 2017, les candidats sont informés de la clôture des négociations. Le Maire, à partir de cette date, peut ainsi apprécier la meilleure offre dans l'intérêt de la collectivité et bien entendu du monde animal.

On va expliciter les motifs du choix du Maire en détaillant les 3 critères d'appréciation. Le premier critère était l'organisation générale proposée pour assurer la continuité et la qualité du service public. Du côté de la S.A.C.P.A., elle a proposé un fonctionnement structuré et convaincant avec une vraie direction et des services ressources compétents qui sont attachés à sa structure, c'est-à-dire un service juridique, un service vétérinaire, un service du bien-être animal. Elle a proposé une véritable astreinte ; elle a proposé à une association de gérer l'adoption des animaux ; elle continuera de travailler avec des bénévoles dans la mesure où ils signent la charte du bénévole comme cela se fait avec toutes les structures. Les matériels de capture sont fabriqués dans leurs ateliers. Une véritable gestion administrative est proposée selon un logiciel consultable par la Ville. Une formation continue sera proposée aux personnels. Voilà les éléments principaux de la proposition de la S.A.C.P.A. Quant à la S.P.A. de Beauvais, le fonctionnement de la structure n'est pas défini clairement malgré nos interrogations, les rôles et missions de chaque agent ne sont pas précisés, sont restés flous malgré nos demandes réitérées. Le service d'astreinte n'est pas doté d'un budget suffisant pour assurer correctement ce service en dehors des heures d'ouverture. Donc sur ce premier critère, il est incontestable que l'avantage va à la S.A.C.P.A.

Deuxième critère, sur la présentation d'un bilan prévisionnel cohérent, le budget présenté par la S.A.C.P.A. est très détaillé et correspond aussi bien en produits qu'en charges à toutes les contraintes du service. Ce n'est pas le cas de la S.P.A. où le budget présenté ne semble pas cohérent. Sur ce deuxième critère, l'avantage va également à la S.A.C.P.A.

M. BOURGEOIS (suite) Le troisième critère est celui des tarifs appliqués. La S.A.C.P.A. propose un forfait qui comprend les frais de dossiers et qui est appliqué du 1^{er} au 7^{ème} jour, c'est-à-dire que jusqu'au 7^{ème} jour c'est un prix unique. Pour la S.P.A., les tarifs sont comptés par journée, mais sur Beauvais ces tarifs semblent assez peu élevés par rapport à d'autres fourrières. En ce qui concerne la redevance annuelle versée par la collectivité, la S.A.C.P.A. demande 1,82 € par habitant tandis que la S.P.A. demande 0,85 € par habitant. Il y a là une différence importante, du simple au double, mais évidemment par rapport aux services qui sont proposés, il n'y a aucune mesure.

Donc il y avait 3 critères et on voit bien que sur 2 critères la S.A.C.P.A. est largement devant la S.P.A. En conclusion, au vu d'une analyse approfondie qui aura duré plusieurs mois, et des attentes de la ville de Beauvais en la matière, les propositions de la S.A.C.P.A. nous ont semblé les meilleurs. En effet, cette société qui existe depuis les années 2000 et qui dispose à l'heure actuelle de plusieurs milliers de contrats dans des villes, les plus proches de nous étant Amiens et Gennevilliers, nous propose grâce à son professionnalisme une sécurité dans tous les domaines, comme j'ai pu l'évoquer en évoquant le point 1, que ça soit, et je le rappelle à nouveau, le domaine juridique, aujourd'hui qui est essentiel, il y a beaucoup de contestations dans le domaine de la capture des animaux, donc on a besoin d'avoir un support juridique et c'est un droit tout à fait particulier ; dans le domaine comptable ; dans le domaine vétérinaire, on a tout un réseau de vétérinaires dont on est sûrs de l'efficacité ; dans le domaine aussi relationnel pour l'accueil et puis aussi de l'éthique animale, domaine qui est aussi important aujourd'hui. La proposition d'une formation permanente permettra aux personnels actuels, bien sûr intégralement repris, de progresser et de valoriser ses compétences. Un service d'astreinte fiable sera également mis en place.

L'association S.P.A. de Beauvais qui a été dévouée à la cause animale n'est pas pour autant écartée puisque, aux termes de la convention, elle pourra continuer à gérer au titre d'une subdélégation le placement des animaux hébergés dans la partie chenil, ce que ne peut pas faire la S.A.C.P.A. Dans ces conditions-là, cette convention nous paraît équilibrée, personne ne semble lésé, et ainsi répondre aux besoins de l'activité et du bien être animal. Et je voudrais aussi remercier mes collègues qui ont participé aux différentes commissions, et aussi tous les services de la Mairie qui ont aidé à faire une consultation qui était compliquée parce que très nouvelle, la législation ayant beaucoup évolué depuis 2015 dans ce domaine, donc ils se sont investis à fond, je les remercie tous jusqu'au sommet de la hiérarchie puisque Monsieur le Directeur Général des Services a été présent aux dernières consultations qui étaient très très techniques, notamment en matière financière, pour obtenir justement une meilleure prestation du côté des prix du côté de la S.A.C.P.A.

Dans ces conditions, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le choix de la société S.A.C.P.A. comme délégataire pour l'exploitation de la fourrière animale de Beauvais, pour une durée de 5 ans avec une prise d'effet d'exploitation au 1^{er} septembre 2017 ; d'approuver le projet de contrat de délégation que vous avez en annexe et d'autoriser Madame le Maire à signer ce contrat de Délégation avec la société S.A.C.P.A. ainsi que toutes les pièces afférentes à cette affaire.

M. NARZIS : Monsieur BOURGEOIS, moi je ne remets pas en cause les analyses que vous nous avez fournies, en particulier sur apparemment des dysfonctionnements qui auraient eu lieu tout au long de la période de délégation, j'ai une question à vous poser parce qu'il y a une chose que je ne comprends pas. Pendant des années, la Ville a versé une redevance à la S.P.A. qui était de l'ordre de 25 centimes par habitant, donc à peu près 14 000 €. Aujourd'hui, la Ville va verser une redevance au nouveau délégataire de l'ordre de 98 000 €, donc ça fait 85 000 € de plus de budget non pas 40 000 comme je l'ai vu dans la presse, donc c'est quand même 7 fois plus. Moi je me dis dans ce cadre-là, effectivement un délégataire avec 7 fois plus de moyens, il peut assurer plus correctement les missions.

M. NARZIS (suite) Tandis qu'un délégataire avec simplement 14 000 €, je pense que les difficultés financières, je ne parle pas d'autre chose, je parle des difficultés financières, je pense qu'elles sont plus nombreuses que pour un délégataire qui va toucher quand même 85 000 € de plus, ce n'est quand même pas une petite somme pour la collectivité. Donc moi ma question est toute simple, c'est pourquoi la collectivité, constatant qu'il y avait à la fois la partie, ce que vous dites, dérive, etc., des documents qui manquaient, des bilans qui manquaient, donc la partie administrative, mais de l'autre côté pourquoi est-ce que la Ville n'a pas mieux soutenu la S.P.A. ces dernières années financièrement parlant. Je ne parle pas de la construction du chenil etc., je parle de la redevance.

M. BOURGEOIS : Je pense que la réponse est très simple. Premièrement ce qu'il faut comparer aujourd'hui, ce sont les deux prix. Il y a une Délégation de Service public. C'est la première fois où il y a deux concurrents. La première fois. La précédente avait été faite assez rapidement. Et il n'y avait qu'un seul concurrent qui était la S.P.A. de Beauvais, c'est un élément essentiel. Et on sait très bien qu'il vaut quand même mieux avoir deux concurrents, vous nous l'avez bien dit, avec raison, sur les transports. Donc on s'est attachés à ce qu'il y ait deux concurrents. Ce qu'il faut voir aujourd'hui c'est que la S.P.A. de Beauvais est à peu près deux fois moins chère, c'est ça, ce n'est pas le passé, c'est aujourd'hui ce qu'ils proposent, vous avez le rapport à peu près du simple au double. Rien n'empêchait, au vu de ce qu'on demandait, qui est beaucoup plus important de ce qui était il y a quelques années puisque les législations nouvelles de 2015 ont complètement fait exploser, pour le bien-être animal, et sont suivies, les choses. Rien ne les empêchait de demander beaucoup plus. Rien ne les empêchait, c'est une Délégation de Service Public. C'est eux qui ont demandé. Je vais vous faire une confidence, on avait insisté au départ, attention, pesez les choses, toutes les choses ont leur prix, notamment un service d'astreinte disons performant. C'est eux qui nous ont fait cette proposition de prix. Or, le prix, vous avez bien vu, il y avait trois critères, c'était un des 3 critères seulement. Et pour nous, ville de Beauvais, parce que par rapport à d'autres budgets, vu l'importance malgré tout que ça a dans la vie publique, qui aujourd'hui n'a pas un animal, chien ou chat, et donc peut être confronté à une situation délicate en la matière. C'est-à-dire la perte de son animal, ça veut dire qu'on va aller à la S.P.A., c'est la première démarche qu'on va faire, où on veut être évidemment bien accueilli et non pas mis en accusation parce qu'on n'a pas fait ceci, cela, mais même s'il peut y avoir un fond de vrai le problème n'est pas là, évidemment ça nécessite aujourd'hui des gens qui sont bien formés et des services annexes que je vous ai cités. Tout cela a un coût. Comme vous l'avez dit, et c'est marqué dans la convention, ça fera à peu près 98 000 €, je dois vous préciser que nous avons mis aussi des systèmes pour faire baisser ce coût annuel. En effet, il y a des conventions qui sont passées avec les autres communes puisque, malheureusement, le chenil, la fourrière de Beauvais sont dans les rares qui existent dans l'Oise. Il y a Compiègne et peut-être encore un autre centre, mais beaucoup trop nombreux, ça veut dire que les communes conventionnent avec la ville de Beauvais. Donc les recettes sont relativement importantes et peuvent être certainement augmentées. Aujourd'hui, de mémoire, il doit y avoir 180 000 € mais on peut espérer certainement beaucoup plus, 200-250 000 €, et nous avons mis une clause, je ne vous l'ai pas citée mais c'est marqué dans la convention, que vous avez lue avec soin sans doute, qu'au-delà du seuil de 180 000 € il y aura un retour vers la Ville à raison de 20 % qui seraient perçus en plus. Mettons s'il y a 200 000 €, sur 20 000 € de plus, la Ville se verra restituer 20% de cette somme, c'est-à-dire 4 000 €. Ce qui fera baisser cette barrière qui est définie aujourd'hui et qui fait environ 98 000 €. Moi j'insiste beaucoup là-dessus. Parce que les difficultés, je ne veux mettre personne en cause, c'est dû à un manque de professionnalisme. Ça je n'ai pas peur de le dire. C'est une association de bénévoles, ces gens-là n'ont pas été formés et puis on dit voilà une association qui existe depuis 60 ans, ça ne veut strictement rien dire ! Ce ne sont pas les mêmes personnes depuis 60 ans. Les équipes se sont renouvelées.

M. BOURGEOIS (suite) Avec certaines équipes et dans des conditions très difficiles, en 2001 rue Corréus ce n'était quand même pas terrible. Personne ne s'en était vraiment occupé. On est quand même les premiers à avoir dit « il y a un truc, il faut donner des conditions correctes pour l'hébergement des animaux etc. ». Effectivement, ça ne coûtait quasiment rien. Je vais vous dire l'origine de la somme qu'on vous a donnée, ça correspondait au salaire d'une personne, c'était la convention, officielle ou non officielle, qu'il y avait entre la Mairie de l'époque et la S.P.A.. Mais ce n'est pas du tout critiquer que je dis ça, ce sont les faits incontestables, interrogez les anciens présidents. Evidemment ce n'était plus légal et deuxièmement, la législation aujourd'hui est rigoureuse, on ne peut pas faire avec rien, et on a estimé, Madame le Maire a estimé en son âme et conscience, nous-même aussi on a tous été d'accord là-dessus, que consacrer un petit peu plus d'argent pour avoir un vrai service de professionnels, le jeu en valait la chandelle. En réalité c'est ça, avec des mots très simples. Et on était soucieux que les gens qui avec dévouement mais quelque fois inexpérience, on n'est pas spécialiste dans toutes les matières, moi-même je suis très inexpérimenté dans des tas de sujets, c'est normal, sans ça on n'aurait pas besoin d'être tous ensemble. Donc en réalité, ils pouvaient très bien faire ce qu'ils faisaient bien avant, c'est-à-dire assurer le placement des animaux. Là il faut même préciser, je ne vais pas donner tous les chiffres, ce placement des animaux est une recette excessivement importante vu les bilans qu'on a toujours eus là-dessus. Il semblait parfaitement légitime, dans la mesure où ils n'auraient plus aucun souci dans aucun domaine, de pouvoir demander un loyer pour l'occupation des bâtiments, qui sont des bâtiments municipaux et aussi l'utilisation de services assurés par la S.A.C.P.A. comme le nettoyage, l'alimentation etc. Voilà ce qu'on a trouvé d'équilibré. Votre question est tout à fait intéressante parce que ça justifie le fait que le critère du prix a été un critère mais il y en avait deux autres qui dans notre esprit étaient largement aussi importants et qui demain, nous l'espérons, pourront donner à tous les gens qui viendront frapper à la porte de la S.P.A. pour une raison ou une autre un service public de qualité. Voilà je vous ai expliqué avec la plus grande sincérité toutes nos motivations, à l'unanimité. Madame FONTAINE a toujours participé aux travaux, elle a posé des questions, donc on a été totalement transparents. Il était bien question aujourd'hui que ça soit quelque chose de largement discuté au sein de notre Assemblée. Je suis tout à fait ravi d'avoir des questions sur le sujet, parce que c'est quand même quelque chose peut-être de plus important qu'on ne peut le croire dans la vie actuelle, la gestion par notre société du bien-être animal. C'est quelque chose qui est plus compliqué qu'on ne pourrait l'imaginer.

MME LE MAIRE: Merci Jean-Luc BOURGEOIS. On passe au vote.

Est-ce qu'il y a des votes contre ? Des abstentions ? 6. Le rapport est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés avec 6 abstentions.

Le 06/07/2017 à 18h30

Le conseil municipal de la ville de Beauvais, dûment convoqué par madame le maire conformément aux dispositions de l'article L.2121-9 du code général des collectivités territoriales, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances.

PRESIDENT Madame Caroline CAYEUX

PRESENTS *Madame CAYEUX, Monsieur PIA, Monsieur TABOUREUX, Madame CORILLION, Monsieur BOURGEOIS, Monsieur VIBERT, Madame THIEBLIN, Madame BRAMARD, Monsieur DE SAINTE MARIE, Madame LESURE, Monsieur MICHELINO, Monsieur LAGHRARI, Madame SENOL, Monsieur POLLE, Madame WISSOTZKY, Monsieur JULLIEN, Madame ABLA, Monsieur DORIDAM, Madame CAPGRAS, Madame BERTOIS, Monsieur LOCQUET, Monsieur GASPART, Monsieur NEKKAR, Madame NAKIB, Monsieur MIRON, Madame DJENADI, Madame BAPTISTE, Madame GEFFROY, Madame FONTAINE, Madame PRIOU, Monsieur NARZIS, Monsieur RAHOUI, Madame ITALIANI, Madame HERBANNE, Monsieur NOGRETTE, Madame PERNIER, Monsieur SALITOT.*

ABSENTS *Madame THIERRY, Monsieur ILLIGOT.*

POUVOIRS *Madame Cécile PARAGE à Madame Caroline CAYEUX, Monsieur Jérôme LIEVAIN à Monsieur Olivier TABOUREUX, Madame Charlotte COLIGNON DUROYON à Monsieur Jean-Luc BOURGEOIS, Madame Aissé TRAORE à Monsieur Mohrad LAGHRARI, Monsieur Thibaud VIGUIER à Madame Stéphanie PRIOU, Monsieur Mamadou LY à Madame Corinne CORILLION.*

Date d'affichage	13 juillet 2017
Date de la convocation	30 juin 2017
Nombre de présents	37
Nombre de votants	43

Le secrétaire désigné pour toute la durée de la séance est madame Elodie BAPTISTE

Administration générale - commande publique - commission de délégation de service public permanente - création et composition

Monsieur Jean-Marie JULLIEN, Conseiller Municipal

Depuis la loi du 29 janvier 1993, les délégations de service public font l'objet d'une procédure de dévolution définie aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Cette procédure prévoit l'intervention d'une commission dénommée «Commission de Délégation des Services Publics » (CDSP).

1- Rôle de la commission de DSP :

La commission a pour missions :

- d'examiner les candidatures (garanties professionnelles et financières, respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public) ;
- de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre ;
- d'ouvrir les plis contenant les offres des candidats retenus ;
- d'analyser les offres, émettre un avis et dresser un procès-verbal d'analyse des offres ;
- d'émettre un avis sur tout projet d'avenant à une convention de DSP entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 %.

2- Composition de la commission de DSP (L 1411-5 du CGCT) :

Siègent à la commission avec voix délibérative, pour les communes :

- le maire : l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public (DSP) ou son représentant,
- cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein (5 titulaires et 5 suppléants).

Siègent également à la commission avec voix consultative :

- le comptable de la collectivité,
- un représentant du ministre chargé de la concurrence,
- un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale ou de l'établissement public désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

3- Modalités d'élection des membres de la commission de DSP

Ses membres sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel (article D 1411-5 du CGCT), au scrutin secret sauf accord unanime contraire (L 2121-21 du CGCT).

Il est procédé à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires (L 1411-5).

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de créer une commission de délégation de service publique à titre permanent pour la durée du mandat ;
- d'élire cinq membres titulaires et suppléants au sein du Conseil Municipal à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

La commission "Finances, budget, contrôle de gestion", réunie le 28 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus. Monsieur Franck PIA, monsieur Pierre MICHELINO, monsieur Jacques DORIDAM, monsieur Jean-Luc BOURGEOIS et monsieur Grégory NARZIS, sont désignés à l'unanimité membres titulaires, et monsieur Philippe VIBERT, monsieur David NEKKAR, madame Corinne CORILLION, madame Nathalie BERTOIS et madame Anne GEFFROY, sont désignés à l'unanimité, membres suppléants afin de siéger à la commission de délégation de service public permanente.

8 – ADMINISTRATION GENERALE - COMMANDE PUBLIQUE - COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC PERMANENTE - CREATION ET COMPOSITION

M. JULLIEN : Il est vrai que là on vient de parler d'une commission de Délégation de Service Public qui a planché spécifiquement sur la fourrière animale et vous savez que lorsque nous avons des dossiers particuliers, pour lesquels il devait y avoir un débat sur la gestion d'un nouveau service public ou bien un avenant sur un service public, nous étions obligés à chaque fois de constituer une commission de D.S.P. sur ce dossier particulier.

La loi nous permet maintenant de mettre en place ce qui s'appelle une commission de D.S.P. permanente. Et cette commission de D.S.P. permanente va nous permettre de pouvoir travailler sur ces dossiers sans qu'il y ait lieu de renouveler la composition de commission de D.S.P. et de pouvoir formuler des avis autorisés d'une part sur les candidatures, sur ceux qui sont admis à présenter une offre, d'ouvrir les plis, d'analyser les offres et d'émettre un avis sur tous les projets d'avenant pour pouvoir éventuellement donner un avis sur tout ce qui est augmentation du montant global supérieur à 5 %. Cette commission aurait comme composition, sous la présidence de Madame le Maire ou de son représentant, 5 titulaires et 5 suppléants, et ces titulaires et ces suppléants doivent être désignés à la représentation proportionnelle, ce qui veut dire qu'il y aura 4 sièges pour la majorité et 1 siège pour l'opposition. Bien évidemment, seront également présents, avec voix consultative, le comptable public de la collectivité, le représentant du Ministre chargé de la concurrence, c'est le fonctionnaire de la direction de la protection des populations, et éventuellement un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale désignés par le Président de la commission en raison de leurs compétences particulières sur le domaine dont il s'agit.

Je vous demande mes chers collègues, sur le fondement de ces explications, tout d'abord de créer cette commission permanente, qui aura vocation de traiter l'ensemble des dossiers jusqu'à la fin du mandat ; et dans un deuxième temps de désigner les 5 membres titulaires et suppléants, sachant qu'un siège sera réservé à l'opposition au titre des titulaires, et un siège pour l'opposition au titre des suppléants. Je demande à Madame le Maire d'annoncer les candidats qui nous ont été indiqués.

MME LE MAIRE: D'abord on vote pour la création de la commission.

Est-ce qu'il y a des votes contre ? Des abstentions ? Le rapport est adopté à l'unanimité.

Proposition de candidats titulaires ; Franck PIA, Pierre MICHELINO, Jacques DORIDAM, Jean-Luc BOURGEOIS et votre groupe ?

MME GEFFROY : En titulaire, ce sera Grégory NARZIS.

MME LE MAIRE: Très bien. Et en suppléants nous vous proposons : Philippe VIBERT, David NEKKAR, Corinne CORILLION, Nathalie BERTOIS.

MME GEFFROY : Et moi-même.

MME LE MAIRE: Vous-même Anne GEFFROY.

Mes chers collègues: M. PIA, M. MICHELINO, M. DORIDAM, M. BOURGEOIS et M. NARZIS, sont désignés à l'unanimité membres titulaires.

Et: M. VIBERT, M. NEKKAR, Mme CORILLION, Mme BERTOIS et Mme GEFFROY. Sont désignés à l'unanimité, membres suppléants afin de siéger à la commission de délégation de service public permanente.

Délibération n°2017-140

(rapport réf 2017-140)

Tableau des effectifs - ajustement

Madame Caroline CAYEUX, Maire

Le tableau des effectifs recense les postes identifiés dans les différents services communaux afin de répondre aux besoins et aux attentes des habitants de Beauvais. Il vous est proposé de le modifier pour les raisons suivantes :

1. Ajustements annuels liés aux déroulements de carrière

Comme chaque année, pour tenir compte de la réussite aux concours ou examens professionnels et permettre les avancements de grade et promotions internes des agents de la Ville de Beauvais, il est proposé d'ajuster le tableau des effectifs comme suit :

Postes supprimés	Postes créés	Nombre	Date d'effet
Attaché de conservation du patrimoine	Attaché principal de conservation du patrimoine	1	01/09/2017
Cadre de santé de 2^e classe	Cadre de santé de 1^{re} classe	1	01/09/2017
Rédacteur principal de 1^{re} classe	Attaché	1	01/09/2017
Rédacteur principal de 2^e classe	Rédacteur principal de 1^{re} classe	1	01/09/2017
Educateur principal de 2^e classe des aps	Educateur principal de 1^{re} classe des aps	2	01/09/2017
Educateur des aps	Educateur principal de 2^e classe des aps	1	01/09/2017
Animateur	Animateur principal de 2^e classe	2	01/09/2017
Educateur de jeunes enfants	Educateur principal de jeunes enfants	1	01/09/2017
Adjoint d'animation principal de 2^e classe	Animateur	2	01/09/2017
Adjoint technique	Adjoint technique principal de 2^e classe	26 1	01/09/2017 02/12/2017
Adjoint technique à 90 %	Adjoint technique principal de 2^e classe à 90 %	2	01/09/2017
Adjoint technique à 97%	Adjoint technique principal de 2^e classe à 97%	2	01/09/2017
Adjoint technique principal de 2^e classe	Adjoint technique principal de 1^{re} classe	17	01/09/2017

Agent de maitrise	Agent de maitrise principal	9	01/09/2017
Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 2^e classe	3	01/09/2017
Adjoint administratif principal de 2^e classe	Adjoint administratif principal de 1^{re} classe	9	01/09/2017
Adjoint d'animation	Adjoint d'animation principal de 2^e classe	1 3	01/09/2017 02/12/2017
Adjoint d'animation principal de 2^e classe	Adjoint d'animation principal de 1^{re} classe	5	01/09/2017
Agent social	Agent social principal de 2^e classe	1 1	01/09/2017 24/11/2017
Agent social principal de 2^e classe	Agent social principal de 1^{re} classe	1	01/09/2017
ATSEM principal de 2^e classe	ATSEM principal de 1^{re} classe	9	01/09/2017
Auxiliaire de puériculture principal de 2^e classe	Auxiliaire de puériculture principal de 1^{re} classe	4	01/09/2017
Gardien -Brigadier	Brigadier chef principal	6	01/09/2017
Adjoint technique principal de 1^{re} classe	Agent de maitrise	2	01/09/2017

2- Ajustement lié à la suppression de postes suites aux créations de postes effectués lors du précédent conseil (postes non pourvus) :

- 1 Chargé de mission contractuel (archéologie)
- 1 Responsable du pôle rédactionnel contractuel
- 1 Animateur de l'architecture et du patrimoine contractuel
- 1 Animateur
- 1 Adjoint technique à 87,14%
- 1 Adjoint technique
- 1 Rédacteur principal de 2^e classe
- 1 Adjoint administratif principal de 1^{re} classe
- 1 Adjoint administratif
- 1 Adjoint d'animation

3- Ajustements liés au remplacement d'agents mutés ou retraités

Afin de remplacer des agents partis pour mutation ou en retraite, il vous est proposé l'ajustement suivant :

Postes supprimés à temps complet ou non pourvus dans l'attente de leur suppression	Postes créés à temps complet	Date d'effet
1 Attaché principal	1 Attaché	15/07/2017
1 auxiliaire de puériculture principal de 1 ^{re} classe	1 auxiliaire de puériculture principal de 2 ^e classe	01/08/2017
1 auxiliaire de puériculture principal de 1 ^{re} classe	1 auxiliaire de puériculture principal de 2 ^e classe	01/09/2017
1 auxiliaire de puériculture principal de 1 ^{re} classe	1 auxiliaire de puériculture principal de 2 ^e classe	01/11/2017
1 agent social principal de 2 ^e classe	1 agent social	01/08/2017
1 adjoint technique principal de 2 ^e classe	1 agent de maîtrise	15/07/2017

Vu l'avis du comité technique en date du 20 juin 2017,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les termes de ce rapport.

La commission "Administration générale, personnel, commerce", réunie le 15 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

9 – TABLEAU DES EFFECTIFS - AJUSTEMENT

MME LE MAIRE: Il s'agit du tableau des effectifs et des ajustements que nous faisons chaque année en raison des résultats aux examens, pour des ajustements liés au déroulement de carrière ou liés à la suppression de postes suite aux créations qui avaient été effectuées lors des précédents Conseils ou alors aussi des ajustements liés aux remplacements d'agents.

Nous vous proposons d'approuver les termes de ce rapport, sachant que la commission « Administration Générale » a émis un avis favorable.

Pas de questions ? Le rapport est adopté à l'unanimité.

Délibération n°2017-141

(rapport réf 2017-141)

Dispositif de titularisation et programme d'accès à l'emploi titulaire - prolongation du dispositif

Madame Caroline CAYEUX, Maire

La loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 a mis en place un dispositif permettant sous certaines conditions à des agents contractuels d'accéder à l'emploi titulaire.

D'abord institué pour la période 2012-2016, ce dispositif a été prolongé pour deux ans par la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

La loi a également prolongé de deux années les conditions d'éligibilité pour prétendre à ce dispositif. Ainsi la date de référence est fixée au 31 mars 2013 (au lieu du 31 mars 2011).

Cependant les agents qui remplissaient les conditions d'éligibilité prévues par la loi n° 2012-347 du 12/03/2012 dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2016-483 du 20/04/2016 demeurent éligibles au dispositif jusqu'au 12/03/2018.

Ces recrutements sont donc ouverts aux agents contractuels de droit public occupant à la date du 31 mars 2013 un emploi permanent, à temps complet ou non complet, pour une quotité au moins égale à 50% et qui justifient de quatre années au moins d'ancienneté dans la même collectivité.

Le rapport portant sur la situation des agents remplissant les conditions ainsi que le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire ont été présentés au comité technique du 20 juin dernier.

Il appartient maintenant à la collectivité d'arrêter la liste des postes proposés à la sélection professionnelle pour une intégration à terme en tant que titulaire.

Sur la base de critères tels que :

- les missions sont pérennes et durables, et justifient le recrutement d'un fonctionnaire,
- les fonctions exercées correspondent aux missions définies dans les statuts particuliers des cadres d'emplois territoriaux,

le niveau hiérarchique de la mission exercée correspond à la liste des grades qui sont ouverts à la titularisation par le décret 2012-1293 du 22 novembre 2012 (ainsi les cadres d'emplois situés au niveau supérieur de la catégorie A ne sont pas ouverts),

il est proposé d'inscrire au programme d'accès à l'emploi titulaire les postes suivants :

Grades (ouverts par le Décret)/ Emplois	Postes proposés à la sélection professionnelle en 2017
ATTACHE : Emploi de : *responsable administrative et financière des affaires culturelles *chargé de mission démocratie locale *journaliste(2)	4
ATSEM PRINCIPAL DE 2^e CLASSE Emploi de : * assistante maternelle	1
INGENIEUR Emploi de : *responsable pôle graphique et médias	1
TECHNICIEN Emploi de : *technicien des animations culturelles *webmaster	2

Au total 8 postes seront donc ouverts à la sélection professionnelle sur la seule année 2017.

L'ensemble des agents concernés sera auditionné par une commission d'évaluation qui appréciera les aptitudes professionnelles de chacun à exercer les missions du cadre d'emplois auquel la sélection donne accès.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire ci-dessus défini et d'autoriser Madame le Maire à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de ce programme.

La commission "Administration générale, personnel, commerce", réunie le 15 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

10 – DISPOSITIF DE TITULARISATION ET PROGRAMME D'ACCES A L'EMPLOI TITULAIRE - PROLONGATION DU DISPOSITIF

MME LE MAIRE: Le dossier 10 concerne un dispositif de titularisation.

Je vous rappelle qu'en mars 2012, la loi avait mis en place un dispositif qui permettait à certains agents contractuels d'accéder à l'emploi titulaire par voie de sélection professionnelle. Ce dispositif a été prolongé pour deux ans et les recrutements qu'on vous propose sont donc ouverts aux agents contractuels de droit public occupant à la date du 31 mars 2013 un emploi permanent à temps complet ou non complet pour une quotité au moins égale à 50 % et qui justifie de 4 années au moins d'ancienneté dans la même collectivité dont 2 effectuées avant le 31 mars 2013.

Il est proposé d'ouvrir 8 postes aux sélections professionnelles sur l'année 2017, et de confier l'organisation des sélections professionnelles au centre de gestion de l'Oise.

Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions. Le rapport est adopté à l'unanimité.

Délibération n°2017-116

(rapport réf 2017-116)

Administration Générale - Développement institutionnel - adhésion à la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis de 9 communes membres de la Communauté de Communes Oise Picarde (CCOP)

Madame Caroline CAYEUX, Maire

La Communauté d'Agglomération du Beauvaisis a été créée à compter du 1^{er} janvier 2017 par arrêté préfectoral en date du 6 décembre 2016 entre les 31 communes de l'ex-Communauté d'Agglomération du Beauvaisis et les 13 communes de l'ex-Communauté de Communes Rurales du Beauvaisis.

Aujourd'hui, en raison de leur appartenance à l'aire urbaine de Beauvais, à leur proximité territoriale et à leur volonté de faire profiter à leurs administrés des équipements et projets portés par la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis, 9 communes de la Communauté de Communes Oise Picarde souhaitent adhérer à notre Etablissement Public de Coopération Intercommunale et viennent de faire parvenir à Madame la Présidente les délibérations des conseils municipaux se prononçant dans ce sens.

Les communes concernées sont les suivantes :

- Crèvecœur le Grand
- Auchy-la-Montagne
- Francastel
- Lachaussée du Bois d'écu
- Luchy
- Maulers
- Muidorge
- Rotangy
- Le Saulchoy

C'est pourquoi,

vu les délibérations des Conseils Municipaux des communes de Crèvecœur le Grand, Auchy-la-Montagne, Francastel, Lachaussée du Bois d'écu, Luchy, Maulers, Muidorge, Rotangy, Le Saulchoy demandant leur adhésion,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 19 mai 2017 acceptant à l'unanimité les demandes d'adhésion des communes précitées,

il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter les demandes d'adhésion à la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis des communes de de Crèvecœur le Grand, Auchy-la-Montagne, Francastel, Lachaussée du Bois d'écu, Luchy, Maulers, Muidorge, Rotangy, Le Saulchoy au 1^{er} janvier 2018 ;

- de demander à Monsieur le Préfet de l'Oise, au terme de cette consultation, de bien vouloir arrêter la décision d'admission de ces communes.

La commission "Administration générale, personnel, commerce", réunie le 15 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

11 – ADMINISTRATION GENERALE - DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL - ADHESION A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BEAUVAISIS DE 9 COMMUNES MEMBRES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES OISE PICARDE (C.C.O.P.)

MME LE MAIRE: Il s'agit de l'adhésion à la Communauté d'Agglo du Beauvaisis de 9 communes membres des communes de Oise Picarde. Je vous les rappelle : Crèvecœur le Grand – Auchy-la-Montagne – Francastel – Lachaussée du Bois d'Ecu – Luchy – Maulers – Muidorge – Rotangis – Le Saulchoy.

Il vous est proposé d'accepter leur demande d'adhésion à l'Agglomération du Beauvaisis.

Pas de questions ? Le rapport est adopté à l'unanimité.

Délibération n°2017-152

(rapport réf 2017-152)

Administration Générale - Développement institutionnel - Statuts de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis - Adoption

Madame Caroline CAYEUX, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi portant nouvelle organisation de la République (NOTRe) du 7 août 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 31 décembre 1997 portant création de la Communauté de Communes Rurales du Beauvaisis ;

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 27 novembre 2003 portant création de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 mars 2016 portant Schéma Départemental de Coopération Intercommunale de l'Oise;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2016 portant projet de périmètre de fusion de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis et de la Communauté de Communes Rurales du Beauvaisis ;

Vu l'arrêté préfectoral du 06 décembre 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis et de la Communauté de Communes rurales du Beauvaisis ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 avril 2017 portant composition du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis ;

Considérant que par délibération du 29 juin 2017 le Conseil Communautaire a défini les statuts de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis ;

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter les nouveaux statuts de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis ci- annexés ;
- de demander à Monsieur le Préfet de l'Oise au terme de cette consultation, de bien vouloir arrêter les nouveaux statuts.

La commission "Administration générale, personnel, commerce", réunie le 15 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

**12 – ADMINISTRATION GENERALE - DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL -
STATUTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BEAUVAISIS -
ADOPTION**

MME LE MAIRE: Ça concerne les statuts de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis et leur adoption. Vous vous êtes sûrement plongés dedans avec beaucoup d'intérêt.

Est-ce qu'il y a des questions sur ces statuts ? S'il n'y en a pas, le rapport est adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

Délibération n°2017-153

(rapport réf 2017-153)

**Administration Générale - Développement institutionnel - Restitution de compétences
aux communes membres de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis**

Madame Caroline CAYEUX, Maire

L'arrêté préfectoral du 06 décembre 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis et de la Communauté de Communes Rurales du Beauvaisis dispose que la nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion exercera l'ensemble des compétences exercées par les EPCI fusionnés à compter du 1^{er} janvier 2017.

Ces compétences pourront être modifiées dans les conditions prévues à l'article L5211-41-3 III du Code Général des Collectivités territoriales et l'article 35 alinéa 3 de la loi NOTRe qui disposent notamment que le Conseil Communautaire disposera à compter du 1^{er} janvier 2017 d'un an pour restituer aux communes membres les optionnelles et deux ans pour les compétences facultatives qu'elle ne souhaite pas exercer.

Les modalités de retour de ces compétences aux communes sont prévues aux articles L.5211-17 et 5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ce retour de compétences est accompagné du retour des ressources correspondant à leur exercice, conformément au principe de neutralité et aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts.

Suite aux travaux et conclusions des groupes de travail sur la fusion auxquels ont participé des représentants des 2 communautés fusionnées, il est proposé la restitution des compétences suivantes:

Compétences optionnelles :

1- restituées aux communes de l'ex communauté de communes rurales du Beauvaisis au 1^{er} janvier 2018

- création et aménagement de la voirie :
Routes de liaison entre les communes, hors agglomération dans la limite cadastrale du territoire
- construction, entretien et fonctionnement d'équipements de l'enseignement pré-élémentaires et élémentaires d'intérêt communautaire

- Action sociale d'intérêt communautaire tel que détaillé ci-après :
- gestion d'une structure agréée de centre social en charge de l'animation pluri générationnel de la vie sociale locale
- centre de loisirs sans hébergement et transport des enfants dans le cadre de cette activité.
- dans le cadre du contrat enfance et temps libre ou tout autre dispositif qui s'y substituerait, mise en œuvre de la halte garderie itinérante et animation à l'égard de la jeunesse
- City stade de Laversines (restitué à la commune de Laversines)

Compétences facultatives

1- restituées aux communes de l'ex Communauté d'Agglomération du Beauvaisis :

- Participation au fonctionnement des écoles maternelles et primaires des communes membres accueillant dans les cas dérogatoires prévus par la loi, des enfants originaires d'autres communes de la CAB au 1^{er} septembre 2018
- Mise en œuvre du principe d'égal accès tarifaire des habitants de la CAB aux équipements culturels et sportifs des communes membres au 1^{er} septembre 2018
- Actions favorisant le maintien à domicile des personnes âgées au 1^{er} janvier 2018

2- restituées aux communes de l'ex Communauté de Communes Rurales du Beauvaisis au 1^{er} janvier 2018 :

- Financement d'évènements et de manifestations ponctuels, à caractère culturel, sportif, touristique, festif... de portée régionale, nationale, revêtant un caractère exceptionnel et se déroulant sur le territoire ou impliquant les acteurs locaux (associations, clubs...)
- Création et entretien des sentiers et chemins de randonnées.

Il est proposé au Conseil Communautaire de restituer les compétences ci-dessus énumérées. Les modalités de calculs des charges transférées relatives à ces compétences seront étudiées par la commission d'évaluation des charges transférées, à l'exclusion des compétences suivantes :

Compétences optionnelles :

- construction, entretien et fonctionnement d'équipements de l'enseignement pré-élémentaires et élémentaires d'intérêt communautaire

Compétences facultatives

- Participation au fonctionnement des écoles maternelles et primaires des communes membres accueillant dans les cas dérogatoires prévus par la loi, des enfants originaires d'autres communes de la CAB.
- Mise en œuvre du principe d'égal accès tarifaire des habitants de la CAB aux équipements culturels et sportifs des communes membres.
- Actions favorisant le maintien à domicile des personnes âgées.
- Financement d'évènements et de manifestations ponctuels, à caractère culturel, sportif, touristique, festif... de portée régionale, nationale, revêtant un caractère exceptionnel et se déroulant sur le territoire ou impliquant les acteurs locaux (associations, clubs...).
- Création et entretien des sentiers et chemins de randonnées.

La restitution de ces compétences se fera donc sans modification des attributions de compensation des communes concernées puisqu'elles n'ont pas été mises en œuvre, ou de manière ponctuelle ou limitée, ce qui ne permet pas de rationaliser les modalités de calculs des charges transférées.

La commission "Administration générale, personnel, commerce", réunie le 15 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité, avec 6 voix contre, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

13 – ADMINISTRATION GENERALE - DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL - RESTITUTION DE COMPETENCES AUX COMMUNES MEMBRES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BEAUVAISIS

MME LE MAIRE: Ça concerne la restitution de compétences aux communes membres de la Communauté d' Agglomération du Beauvaisis.

Suite aux travaux et aux conclusions des groupes de travail sur la fusion, il est proposé de restituer les compétences suivantes, c'était des compétences optionnelles, création et aménagement de voiries, routes de liaison entre les communes ; construction entretien et équipement de fonctionnement de l'enseignement préélémentaire et élémentaire ; l'action sociale d'intérêt communautaire, à savoir qui n'est pas d'intérêt communautaire les centres de loisirs, les structures agréées de centre social, le contrat enfance et temps libre, le city stade de Laversines. Et puis il y a un certain nombre d'autres compétences facultatives que nous vous proposons aussi d'approuver la restitution.

M. NARZIS : En cohérence avec notre vote à l'Agglo, nous voterons contre.

MME LE MAIRE: D'accord. Est-ce qu'il y a des abstentions ? Non, donc ça fait 6 contre et les autres élus votent pour. Le rapport est adopté à la majorité, avec 6 voix contre.

Délibération n°2017-154

(rapport réf 2017-154)

Lancement de la procédure de concession pour le financement, la construction et l'exploitation d'une patinoire municipale

Monsieur Philippe VIBERT, Maire Adjoint

La Ville de Beauvais souhaite, dans le cadre de sa politique sportive et d'offres d'animations de loisirs, proposer à ses habitants l'ouverture d'une patinoire municipale

Par conséquent le rapport ci annexé, portant sur la présentation du projet ainsi que sur l'analyse des différents schémas juridiques qui peuvent être utilisés pour le mener à bien, a été élaboré.

Ce rapport conclut que le recours à la concession s'avère être le montage juridique le plus pertinent car il permet à la Ville de Beauvais de réaliser son projet en respectant les souhaits émis en termes de contrôle et de financement de l'activité.

Ce choix permet en effet :

- La conclusion d'un contrat de longue durée ;
- Le transfert du risque de construction et d'exploitation commerciale à un opérateur privé ;
- Le recours à un personnel qualifié appartenant au délégataire et l'absence de recrutement ou de réorganisation des services par la Ville ;
- L'absence de mobilisation de financements de la Ville ;
- Un contrôle à la fois sur les travaux et sur l'exploitation du service.

Les prestations confiées au délégataire seraient les suivantes :

- L'accueil du public et l'organisation des activités de la patinoire
- L'accueil des groupes, clubs et associations
- L'accueil des élèves des établissements scolaires
- La communication et la promotion de l'équipement
- La gestion administrative et financière de la patinoire
- La gestion et la rémunération du personnel de la patinoire
- La perception des recettes auprès des usagers
- La sécurité des installations et des usagers selon la réglementation en vigueur
- Le maintien dans un parfait état de propreté des ouvrages et installations
- L'entretien général, la maintenance courante des installations
- La production d'un rapport annuel, technique et financier conforme aux dispositions de l'article 33 du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession

Le rapport a été soumis aux membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) et aux membres du Comité Technique (CT) qui ont émis un avis favorable.

Conformément aux dispositions de l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil Municipal doit se prononcer sur le principe même de déléguer le financement, la construction et l'exploitation d'une patinoire municipale dont les principales caractéristiques sont précisées dans le rapport en annexe.

La durée de la future délégation serait fixée à quinze (15) ans à compter de la notification du contrat au titulaire, durée tenant compte de l'amortissement des investissements mis à la charge du délégataire.

Conformément à l'article L1411-5 du CGCT, la commission dite de DSP sera chargée de l'ouverture des plis contenant les candidatures ainsi que les plis contenant les offres des candidats susceptibles d'être retenus comme délégataire du service public.

Cette commission est composée du maire ou de son représentant, président, de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants de l'assemblée délibérante élus en son sein.

Le comptable de la collectivité et un représentant de la Direction de la Concurrence siègent également à la commission avec voix consultative.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le choix du mode de gestion déléguée sous la forme d'une concession ayant pour objet le financement, la construction et l'exploitation d'une patinoire municipale ;
- d'approuver les caractéristiques des prestations que doit effectuer le délégataire telles que définies dans le rapport annexé à la présente délibération ;
- d'approuver la durée de la convention fixée à 15 ans ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à engager et conduire la procédure de concession, à se prononcer sur la recevabilité des candidatures et à établir une liste des candidats admis à faire une offre ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à envoyer les dossiers de consultation aux candidats admis à concourir et à réunir la commission de délégation de service public afin d'examiner, comparer et classer les offres des candidats ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à engager les négociations conformément à l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, après avis de la commission de délégation de service public, dans le respect des principes d'égal accès des candidats à la commande publique ;
- de confier à Madame le Maire ou l'adjoint délégué la préparation le rapport final et l'adresser à l'assemblée délibérante.

La commission "Administration générale, personnel, commerce", réunie le 15 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

14 – LANCEMENT DE LA PROCEDURE DE CONCESSION POUR LE FINANCEMENT, LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION D'UNE PATINOIRE MUNICIPALE

M. VIBERT : On aborde un sujet important, et d'ailleurs je voudrais rebondir sur ce qu'a dit tout à l'heure Monsieur RAHOUÏ, qui parlait justement de ce projet que je vais aborder maintenant et celui de la rénovation de gymnase, du gymnase Raoul Aubaud. Je voudrais tout simplement signaler que nous avons été élus sur des engagements et ces engagements on veut les tenir, donc on ne travaille pas sur 2020-2026, mais on travaille toujours sur 2014-2020. C'est essentiel qu'on tienne nos engagements et ce malgré la grosse claque que nous a mis François HOLLANDE au début du mandat qui nous a juste, c'est vrai, fait réagir et nous a contraints à faire autrement pour mener à bien nos projets.

Cette délibération concerne la patinoire et, comme vous le savez, il s'agit d'un projet que nous avons dans notre projet de campagne, et un projet que Beauvais Pour Tous voulait mener à bien. C'est pourquoi en annexe vous trouverez un rapport portant sur la présentation du projet ainsi que sur l'analyse des différents formats juridiques qui peuvent être utilisés pour le mener à bien. Ce rapport conclut que le recours à la concession s'avère être le montage juridique le plus pertinent car il permet à la ville de Beauvais de réaliser son projet en respectant les souhaits émis en termes de contrôle et de financement de l'activité. Ce choix permet en effet la conclusion d'un contrat de longue durée, le transfert du risque de construction et d'exploitation commerciale à un opérateur privé, le recours à un personnel qualifié appartenant au délégataire et l'absence de recrutement ou de réorganisation des services par la Ville, l'absence de mobilisation de financement de la Ville, un contrôle à la fois sur les travaux et sur l'exploitation du service. Les prestations confiées au délégataire seraient les suivantes : l'accueil du public et l'organisation des activités ; l'accueil des groupes, clubs et associations ; l'accueil des élèves des établissements scolaires ; la communication et la promotion de l'équipement ; la gestion administrative et financière de la patinoire ; la gestion et la rémunération du personnel de la patinoire ; la perception des recettes ; la sécurité des installations et des usagers ; le maintien dans un parfait état de propreté des ouvrages et installations ; l'entretien général de maintenance courante des installations ; la production d'un rapport annuel technique et financier conforme aux dispositions de l'article 33 du décret 2016 86 de février 2016 relatif aux contrats de concession. Le rapport a été soumis aux membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et aux membres du Comité Technique qui ont émis un avis favorable.

La durée de la future délégation serait fixée à 15 ans à compter de la notification du contrat au titulaire. La commission dite de D.S.P. sera chargée de l'ouverture des plis contenant les candidatures ainsi que les plis contenant les offres de candidats susceptibles d'être retenus comme délégataires du service public. Cette commission est composée du Maire ou de son représentant, Président, de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants de l'Assemblée délibérante, élus en son sein. Le comptable de la collectivité et un représentant de la direction de la concurrence y siègent également avec voix consultative.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le choix du mode de gestion délégué sous la forme d'une concession ayant pour objet le financement, la construction et l'exploitation d'une patinoire municipale ; d'approuver les caractéristiques des prestations que doit effectuer le délégataire telles que définies dans le rapport annexé à la présente délibération ; d'approuver la durée de la convention fixée à 15 ans ; d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à engager et conduire la procédure de concession, à se prononcer sur la recevabilité des candidatures et à établir une liste des candidats admis à faire une offre ; d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à envoyer les dossiers de consultation aux candidats admis à concourir et à réunir la commission de Délégation de Service Public afin d'examiner, comparer et classer les offres des candidats.

M. VIBERT (suite) D'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à engager des négociations après avis de la commission de Délégation de Service Public dans le respect des principes d'égal accès des candidats à la commande publique ; de confier à Madame le Maire ou l'adjoint délégué la préparation du rapport final et l'adresser à l'assemblée délibérante.

La commission « Administration générale, personnel, commerce », réunie en juin 2017, a émis un avis favorable.

M. RAHOUI : Monsieur VIBERT est bien gentil de me rappeler le contenu de votre programme électoral de 2014, mais pas particulièrement fan, j'ai gardé celui de 2001, j'ai gardé celui de 2008 et depuis 2001 le programme municipal qui est le vôtre, Madame le Maire, intègre ce projet de patinoire. Donc Monsieur VIBERT, ce n'est pas le programme de 2014 que vous mettez en œuvre mais tout simplement déjà celui de 2001. Cela étant dit, on avait de bonnes raisons d'être contre un certain nombre de projets jusqu'à maintenant. Contrairement à la farouche opposition qui était la nôtre lorsque vous avez décidé d'implanter un centre commercial place du Jeu de Paume, dont le succès reste encore à prouver, pour ce qui concerne cette patinoire que vous appelez pour l'instant municipale, nous allons voter pour. Néanmoins, comme on l'avait fait à l'époque pour la place Jeanne Hachette, on a quelques questions, et si vous me le permettez, j'aimerais pouvoir vous les poser, qui pourraient passer du stade de réserve à approbation. La question essentielle, elle ne réside pas dans le schéma que vous avez retenu, on a bien compris que la mobilisation financière nécessaire pour un projet de ce type-là n'est pas actuellement dans les compétences de la Ville, un autre schéma s'offre à vous, don't act, pourquoi ne pas l'exploiter. Néanmoins, en lisant les documents qui sont portés à notre connaissance aujourd'hui, on est interpellés par rapport à la durée, 15 ans c'est la durée de la concession. On aurait déjà tout simplement aimé savoir ce que deviendrait la structure si au bout de 15 ans, d'une part, le délégataire venait à ne pas solliciter un renouvellement de concession de délégation ; et une seconde question, dans l'éventualité où en cours de délégation, si au bout de 5 ans, 6 ans, le délégataire met la clé sous la porte, comment du coup ça se traduirait et le cas échéant, la réponse est dans la question, si ça devait revenir dans le giron municipal, est-ce que nous avons la capacité financière pour pouvoir faire vivre cette structure ?

MME LE MAIRE: Je vais commencer puisque vous parlez de revenir dans le giron municipal, c'est en effet un bien de retour, ce qui veut dire que s'il y avait une difficulté, un abandon au bout de 15 ans du délégataire, la structure reviendrait à la Ville. Est-ce possible de le gérer ou pas, ça sera sans doute à nous à ce moment-là de relancer une autre Délégation de Service Public ou trouver un autre gestionnaire, à moins que les travaux ayant été totalement assumés, il s'agisse simplement d'équilibrer l'entretien avec les recettes de la patinoire.

MME HERBANNE : Je voulais simplement vous faire part de mon enthousiasme au sujet de la construction de cette patinoire dont vient de nous parler Philippe VIBERT. Vous vous rappelez bien évidemment que c'était un projet municipal, qui était inscrit dans votre projet en 2014. Et puis vous dire également que ce sont les jeunes élus qui ont porté et relaté ce projet lors de la campagne mais c'est également un projet qui va plaire à l'ensemble des Beauvaisiens, il ne faut pas l'oublier. Et vous féliciter pour deux raisons : la première c'est parce que tant bien que mal, malgré la baisse des dotations de l'État, vous vous êtes battue pour que ce projet voit le jour et pour qu'il soit lancé ; et la seconde raison c'est tout simplement vous dire que vous avez su être à l'écoute des membres de l'équipe municipale mais également à l'écoute des Beauvaisiens et de notre jeunesse.

MME HERBANNE (suite) Il ne faut pas l'oublier, la patinoire c'est quand même un outil qui va servir à la fois pour les petits et les grands ; un outil à vocation sportif puisque ça nous permettra d'accueillir des compétitions régionales ; et puis un outil qui va permettre également de développer du lien social puisque différentes générations pourront s'y retrouver. Pour tout cela, je vous remercie.

MME LE MAIRE: Merci Madame HERBANNE pour vos propos.

Je passe au vote, j'imagine qu'il y a unanimité sur le projet, je vous en remercie. Le rapport est adopté à l'unanimité.

Délibération n°2017-121

(rapport réf 2017-121)

Coordination des actions éducatives - Lots et gratifications - Opération "village des sciences"

Madame Elodie BAPTISTE, Conseillère Municipale

Le décret n° 2016-33 du 20 janvier 2016 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales impose une décision de l'assemblée délibérante pour fixer les modalités d'achat de lots, cartes cadeaux, de gratifications, de prestations diverses.

Le Village des Sciences est une opération du dispositif Fête de la Science, qui vise à rapprocher le grand public du monde des sciences. Proposée chaque année depuis 2008 à l'Université Jules-VERNE de Picardie – Antenne de Beauvais, cette opération accueille plus de 600 visiteurs en moyenne qui viennent découvrir des ateliers proposés par plus de 20 établissements.

Cette année, le Village des Sciences sera proposé le samedi 14 octobre, de 10h à 17h.

Pour cette opération, chaque visiteur recevra un sac aux couleurs de la ville, qu'il sera possible de décorer lors de l'opération à partir des supports numériques proposés, pour un coût de 800 euros.

Ces sacs auront valeur d'outils promotionnels, permettant de mieux afficher le rôle de la Ville dans le portage de cette action.

Cette dépense est inscrite au budget primitif.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de confirmer l'achat des lots remis à l'occasion de la manifestation Village des Sciences ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

La commission "Affaires scolaires et périscolaires, UPC", réunie le 16 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Délibération n°2017-117

(rapport réf 2017-117)

Enfance - Accueils de loisirs - règlement

Madame Salima NAKIB, Conseillère Municipale

La Ville de Beauvais souhaite accompagner les familles dans leur quotidien tout en garantissant le bien-être des enfants et des jeunes dans un cadre adapté et rassurant pour tous.

Le règlement des Accueils de Loisirs modifié en juin 2016, après une expérience d'un an, est de nouveau revu pour répondre à un besoin de souplesse et de simplification demandé par les familles. Il en ressort :

- une simplification administrative : il ne sera plus demandé de justificatif employeur pour l'accueil du matin et pour le service de restauration du mercredi midi,
- des délais raccourcis : l'inscription pourra être effectuée, 1 semaine avant, toute l'année y compris pour les vacances d'été,
- modification de la facturation : les familles ne seront plus facturées des séances périscolaires en cas d'absence de l'enseignant. Il en sera de même lors de l'absence de l'enfant liée à une maladie (justificatif et/ou PAI déclaré).

Ce document sera distribué aux familles pendant l'été et à la rentrée. Il sera également accessible sur le site Internet de la ville de Beauvais.

Ces nouvelles dispositions pourraient être mises en place à compter du 4 septembre 2017, date de la rentrée scolaire.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien valoir valider les termes de ce nouveau règlement de fonctionnement des accueils de loisirs municipaux.

La commission "Affaires scolaires et périscolaires, UPC", réunie le 16 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

16 – ENFANCE - ACCUEILS DE LOISIRS - REGLEMENT

MME NAKIB : Cette délibération a pour objet le règlement des accueils de loisirs.

La ville de Beauvais souhaite accompagner les familles dans leur quotidien tout en garantissant le bien-être des enfants et des jeunes dans un cadre adapté et rassurant pour tous. Le règlement des accueils de loisirs, modifié en juin 2016, après une expérience d'un an, est de nouveau revu pour répondre à un besoin de souplesse et de simplifications demandées par les familles. Ce document sera distribué aux familles pendant l'été et à la rentrée ; il sera également accessible sur le site internet de la ville de Beauvais. Ces nouvelles dispositions pourraient être mises en place à compter du 4 septembre 2017, date de la rentrée scolaire. Vous trouverez également le texte modifié de l'article 6 qui durcit les conditions de départ ou de prise en charge des enfants à la sortie de l'accueil de loisirs, compte tenu de la discussion survenue lors de la dernière commission à ce sujet. Il a donc été retenu les points suivants : interdiction de rentrer seul avant l'âge de 10 ans, même avec une autorisation parentale, l'objectif étant de garantir la sécurité des enfants et responsabiliser les familles, contre 6 ans aujourd'hui ; et d'une autorisation de prise en charge par un grand frère ou une grande sœur âgée d'au moins 16 ans.

La commission « Affaire scolaires et périscolaires, UPC », réunie le 16 juin 2017, a émis un avis favorable.

M. NARZIS : Je pense que c'est une erreur, mais l'accueil élargi pour les enfants dont les deux parents travaillent était jusqu'aujourd'hui à 18h30 et dans le rapport il est marqué 18h. C'est une coquille. Pour l'accueil élargi c'était déjà 18h30. On fermait les centres à 18h30. Si, c'était 18h30, si, si, c'est écrit. Non seulement c'est sur le règlement qu'on a voté l'année dernière, mais c'est ce qui a été distribué à tous les parents. Donc il est maintenu à 18h30 ?

MME LE MAIRE: Madame NAKIB, c'est maintenu à 18h30 ? Madame DESHAYES vous n'êtes pas membre du Conseil Municipal, vous donnez la réponse à Madame NAKIB si vous voulez bien.

M. NARZIS : Les deux parents, on est bien d'accord, pour que deux parents qui travaillent, les enfants on peut les récupérer jusqu'à 18h30 ? Parce que là dans le rapport c'est 18h. Donc il va y avoir une correction du rapport ?

MME LE MAIRE: C'est ce que je disais, c'est bien une coquille. On passe au vote. Pas de vote contre ? Le rapport est adopté à l'unanimité.

Délibération n°2017-118

(rapport réf 2017-118)

Enfance - Féeries de Noël - jeux-concours

Madame Nathalie BERTOIS, Conseillère Municipale

Depuis 2014, le service enfance-jeunesse participe activement aux festivités de fin d'années en proposant diverses animations : lettre au Père Noël, ateliers créatifs...

Le concours proposé dans ce cadre rencontre tous les ans un réel succès ; l'année passée près de 30 participants étaient présents. Il s'adresse à tous et permet à chacun de proposer un objet fabriqué avec des matériaux de récupération. Trois tranches d'âges sont proposées : 4-6 ans, 7-11 ans et 10-14 ans.

Ce jury, composé de 4 membres (2 élus, 2 administratifs), désigne l'objet le plus original et conforme à l'esprit de Noël.

Afin de respecter les dispositions du décret n°2016-33 du 20 janvier 2016 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales, un règlement explique les modalités d'attribution des lots. Tous les participants sont félicités : le grand vainqueur de chaque catégorie recevra un ensemble de jeux d'une valeur maximale de 50 euros. Tous les autres participants repartiront avec un présent d'une valeur de maximale de 15 euros.

Les accueils de loisirs sont également conviés à cette opération dans ces mêmes conditions de sélection. Les groupes gagnants recevront un lot d'une valeur maximale de 150 euros et chaque groupe sera remercié par un lot d'une valeur globale de 60 euros. Les catégories sont identiques.

Ces dépenses sont inscrites au budget primitif.

Il est proposé cette année de créer un calendrier de Noël et réunir les participants le mercredi 20 décembre 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de ce rapport,
- de désigner les deux élus qui seront membres du jury,
- de confirmer l'achat des lots remis aux gagnants,
- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

La commission "Affaires scolaires et périscolaires, UPC", réunie le 16 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus. Madame Chanez HERBANNE et monsieur Denis NOGRETTE, sont désignés à l'unanimité, membres du jury du jeux-concours.

17 – ENFANCE - FEERIES DE NOËL - JEU-CONCOURS

MME BERTOIS : Cette délibération concerne le jeu-concours des fêtes de Noël.

Depuis 2014, le service Enfance jeunesse participe activement aux festivités de fin d'année en proposant diverses animations, dont un concours qui s'adresse à tous et permet de proposer un objet fabriqué avec des matériaux de récupération. Un jury composé de 4 membres désigne l'objet le plus original et conforme à l'esprit de Noël. Tous les participants sont félicités. Le grand vainqueur de chaque catégorie reçoit un ensemble de jeux d'une valeur maximale de 50 €, tous les autres un présent d'une valeur maximale de 15 €. Les accueils de loisirs sont également conviés à cette opération. Les groupes gagnants reçoivent un lot d'une valeur maximale de 150 € et chaque groupe un lot d'une valeur globale de 60 €. Ces dépenses sont inscrites au budget primitif.

Il est proposé cette année de créer un calendrier de Noël et de réunir les participants le mercredi 20 décembre 2017. Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les termes de ce rapport ; de désigner les deux élus qui seront membres du jury ; de confirmer l'achat des lots remis aux gagnants ; et d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

La commission « Affaire scolaires et périscolaires, UPC », réunie le 16 juin 2017, a émis un avis favorable.

MME LE MAIRE: Pas de questions ? Même vote, le rapport est adopté à l'unanimité, madame Chanez HERBANNE et monsieur Denis NOGRETTE, sont désignés à l'unanimité, membres du jury du jeu-concours.

Délibération n°2017-123

(rapport réf 2017-123)

Cohésion sociale - Bourse aux Initiatives Citoyennes - Attribution de subventions

Monsieur Mohrad LAGHRARI, Maire Adjoint

Le Conseil Municipal du 19 décembre 2014 a adopté la création d'une bourse aux initiatives citoyennes. Par délibération en date du 3 février 2017, la reconduction de ce dispositif était validée pour l'année 2017.

L'ambition de cette bourse est d'inciter les habitants à construire des micro-projets qui contribuent à l'animation de leur quartier, à l'amélioration du cadre de vie et au développement des échanges intergénérationnels.

Elle s'adresse à la fois aux associations et aux groupes d'habitants.

Pour les projets associatifs (800 € maximum par projet, avec la possibilité d'un financement maximal de 1.500 € sur la période des fêtes de fin d'année pour les projets en lien avec les fêtes de Noël), il s'agira, au travers de ce dispositif, d'encourager les actions de lien social et de vivre ensemble au sein des quartiers relevant de la politique de la ville.

Le financement de projets d'habitants (500 € maximum par projet) s'attachera à favoriser la prise d'initiative citoyenne et s'adressera à l'ensemble des Beauvaisiens, de manière à encourager la mixité sociale entre les quartiers.

Le comité de sélection des projets, réuni le 29 mai 2017, a émis un avis favorable concernant les projets suivants :

Fiche-action n° 1	« La fête des lanternes » - porteur de projet : Association Ricochets – Tcho-Café représentée par Mme Céline PICHON - pour ce projet le montant de la subvention s'élève à : 800 €
Fiche-action n° 2	« Bal de quartier Agel » - porteur de projet : Groupe d'habitants représenté par Mme Alisson HOEPPE - pour ce projet le montant de la subvention s'élève à : 500 €
Fiche-action n° 3	« Stage danse hip hop » - porteur de projet : Association Essentiel Style Beauvais représentée par M. Hakim SIAB - pour ce projet le montant de la subvention s'élève à : 800 €

Ces trois projets représentent un financement **2.100 €**.

La commission "Solidarité, cohésion sociale, intégration, politique de la ville, vie associative", réunie le 13 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Délibération n°2017-151

(rapport réf 2017-151)

Politique de la Ville - Cadre d'intervention régional en faveur des quartiers de la politique de la ville - Demande de subvention

Madame Chanez HERBANNE, Conseillère Municipale

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine en date du 21 février 2014 redéfinissant les quartiers prioritaires à partir d'un critère unique et inscrivant le principe de co-construction avec les habitants d'une part, la loi NOTRe du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République et le contrat de plan Etat-Région 2015-2020 en date du 30 juillet 2015 d'autre part, ont permis les principales évolutions suivantes :

- la Région devient signataire obligatoire des contrats de ville ;
- l'engagement de la Région s'inscrira à l'échelle des EPCI dans une démarche globale d'accompagnement qui s'appuiera sur les politiques de droit commun et sur les crédits spécifiques relatifs à la politique de la ville et au NPNRU.

Effort de solidarité régionale envers les 43 contrats de ville des Hauts de France concernant 199 quartiers prioritaires dont la population est confrontée aux difficultés les plus importantes, le cadre d'intervention régional en faveur des quartiers de la politique de la ville doit aider les collectivités bénéficiaires au travers de trois priorités d'intervention :

- renforcer le développement économique et l'accès à la formation, l'apprentissage et l'emploi des habitants des quartiers ;
- contribuer à la mise en œuvre de la troisième révolution industrielle (TRI) ;
- améliorer le cadre de vie pour une meilleure appropriation des habitants de leur quartier et de leur habitat.

La délibération en date de décembre 2016 relative au cadre d'intervention régional liste les communes éligibles à cette dotation, parmi lesquelles figure la Ville de Beauvais. Son montant pour l'année 2017 s'élève à 88.939 €.

Les actions financées devront répondre aux enjeux prioritaires identifiés dans le cadre de l'élaboration du contrat de ville, et les actions éligibles à un financement visent les nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Afin de répondre à ces objectifs, la Ville de Beauvais propose la présentation d'un projet au titre de cette dotation : *Création d'un local jardinier sur le quartier Saint-Jean.*

Il s'agit d'un projet consistant en la construction d'un centre technique pour les jardiniers municipaux du quartier Saint-Jean qui répondra :

- aux problématiques de Gestion Urbaine de Proximité (GUP) rencontrées,
- à l'importance d'implanter un nouvel équipement de proximité attendu par les habitants et ainsi renforcer l'offre d'équipements sur le quartier Saint-Jean,
- à l'objectif, en lien avec la population, de développer des projets d'espaces partagés.

Le bâtiment s'insère dans un environnement pavillonnaire existant. Une partie est enterrée de façon à s'intégrer dans le paysage du quartier.

Le coût prévisionnel des travaux de restructuration s'élève à environ 480.000 euros TTC. Ce projet est soumis à la subvention de la Région représentant 88.939 Euros.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet présenté ci-dessus au titre du Cadre d'intervention régional en faveur des quartiers de la politique de la ville 2017 ;
- d'autoriser le maire ou l'adjoint délégué à solliciter des subventions auprès de l'État ou tout autre partenaire public mobilisé dans ce dossier à un taux de financement maximum de l'assiette subventionnable (HT) et à signer tous les documents relatifs à ce dossier ;
- d'affecter les recettes correspondantes sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la Ville.

La commission "Solidarité, cohésion sociale, intégration, politique de la ville, vie associative", réunie le 13 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

19 – POLITIQUE DE LA VILLE - CADRE D'INTERVENTION REGIONAL EN FAVEUR DES QUARTIERS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE - DEMANDE DE SUBVENTION

MME HERBANNE : Il s'agit d'une demande de subvention dans le cadre d'intervention régionale en faveur des quartiers de la politique de la Ville.

La loi de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine en date du 21 février 2014, la loi NOTRe du 7 août 2015 et le contrat de plan Etat Région en date du 30 juillet 2015 d'autre part ont permis les principales évolutions suivantes : la Région devient signataire obligatoire des contrats de ville et l'engagement de la Région s'inscrit à l'échelle des E.P.C.I. dans une démarche globale d'accompagnement qui s'appuiera sur les politiques de droit commun et sur les crédits spécifiques à la politique de la Ville et au N.P.N.R.U. Effort de solidarité régionale envers les 43 contrats de ville des Hauts-de-France, concernant les 199 quartiers prioritaires dont la population est confrontée aux difficultés les plus importantes. Le cadre d'intervention régional en faveur des quartiers de la politique de la Ville doit aider les collectivités bénéficiaires au travers de 3 priorités d'intervention : renforcer le développement économique et l'accès à la formation, l'apprentissage et l'emploi des habitants des quartiers ; contribuer à la mise en œuvre de la 3^{ème} révolution industrielle ; améliorer le cadre de vie pour une meilleure appropriation des habitants, de leur quartier, et de leur habitat. La délibération en date de décembre 2016, relative au cadre d'intervention régional liste les communes éligibles à cette dotation, parmi lesquelles figure la ville de Beauvais. Son montant pour l'année 2017 s'élève à 88 939 €. Les actions financées devront répondre aux enjeux prioritaires identifiés dans le cadre de l'élaboration du contrat de ville et les actions éligibles à un financement visent les nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville. Afin de répondre à ces objectifs, la ville de Beauvais propose un projet au titre de cette dotation, il s'agit d'un local jardinier sur le quartier Saint Jean. C'est un projet consistant en la construction d'un centre technique pour les jardiniers municipaux du quartier Saint Jean, qui répondra aux problématiques de G.U.P., à l'importance d'implanter un nouvel équipement de proximité attendu par les habitants, de renforcer l'offre d'équipement sur le quartier Saint Jean et à l'objectif en lien avec la population de développer des projets d'espaces partagés. Le coût prévisionnel des travaux de restructuration s'élève environ à 480 000 €. Ce projet est soumis à la subvention de la Région représentant 88 939 €.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet présenté ci-dessus ; d'autoriser le Maire ou l'adjoint délégué à solliciter des subventions auprès de l'État ou de tout autre partenaire public ; d'affecter les recettes correspondantes sur les crédits ouverts à cet effet au budget de la Ville.

La commission « Solidarité, cohésion sociale, intégration, politique de la Ville et vie associative », réunie le 13 juin dernier, a émis un avis favorable.

J'en profite, si vous me le permettez Madame le Maire, avant de vous redonner la parole, j'aimerais vous faire part d'une bonne nouvelle ce soir. Sachez que la région des Hauts-de-France soutiendra l'A.N.R.U. 2 sur la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis à hauteur de 8,4 millions d'euros. C'est un signal fort et un soutien que j'apprécie.

MME LE MAIRE: Nous aussi on apprécie, d'autant que jusqu'ici la Région n'avait pas soutenu dans cette ampleur-là les opérations de rénovation urbaine de Beauvais et du Beauvaisis. Donc c'est toujours bon à prendre et j'ai remercié Monsieur BERTRAND évidemment au nom du Conseil Municipal..

MME GEFFROY : J'ai simplement une petite question. Je regardais attentivement le plan qui est joint et j'ai l'impression que cet équipement va être installé en prolongement de la voie piétonne qui part de Berlioz et qui va jusqu'en haut des coteaux.

MME GEFFROY (suite) Donc si je vois bien c'est à cet endroit-là que va être installé l'équipement et est-ce que ça va gêner la circulation qui était prévue, de cette grande artère piétonne ? Parce que le nom des rues n'est pas très lisible, je vois rue Arthur Rimbaud, j'ai l'impression chemin de la Procession, rue de la Procession...

MME LE MAIRE: C'est à la place du centre commercial, ça sera entre les deux rues.

MME GEFFROY : Parce qu'à cet endroit-là arrive l'artère piétonne qui arrive de Berlioz et qui va jusqu'en haut de l'escalier, donc ça ne gênera pas cette circulation ?

MME LE MAIRE: Ça ne gênera rien. Merci Même GEFFROY.
Même vote, le rapport est adopté à l'unanimité.

**Vie associative - Subvention APASS (Appel à Projets d'Animations Sociales et Solidaires)
"Le compost ça rend pote" Association COLLEMBOLÉ**

Monsieur Franck PIA, Premier Adjoint

Dans le cadre de sa politique de soutien à la vie associative, la Ville de Beauvais souhaite apporter une aide aux projets portés par les associations.

A ce titre, la Ville a mis en place un appel à projet annuel (APASS, appel à projets d'animations sociales et solidaires) qui vise à soutenir des projets de territoire portant sur des actions autour de la cohésion sociale.

Cet appel à projets a été réfléchi et rédigé avec les membres du Comité de Développement de la Vie Associative (CDVA) durant l'année 2016. Il a été convenu que le jury de sélection serait composé de trois membres de ce comité pour émettre un avis consultatif. Ce jury s'est réuni le 24 mai dernier et a émis un avis favorable sur le dossier de l'association Collembole.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de donner son accord pour l'attribution d'une subvention APASS d'un montant de 800 € à l'association Collembole, pour l'organisation du projet « le compost ça rend pote » qui aura lieu du 30 septembre au 04 novembre 2017 sur le quartier Argentine.

Les dépenses seront imputées sur les crédits prévus à cet effet.

La commission "Solidarité, cohésion sociale, intégration, politique de la ville, vie associative", réunie le 13 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Délibération n°2017-115
(rapport réf 2017-115)

**Vie Associative - Forum des Associations - Organisation d'un Quiz - Règlement du Jeu
Concours**

Monsieur Franck PIA, Premier Adjoint

La Ville de Beauvais, par l'intermédiaire du Conseil Développement de la Vie Associative (CDVA), organise un quiz associatif destiné à dynamiser la participation du grand public au forum des associations, qui se déroulera les 16 et 17 septembre 2017 à l'Elispace de Beauvais.

A ce titre, un règlement a été rédigé par les membres du CDVA afin d'en définir les modalités.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de donner son accord pour l'adoption de ce règlement.

La commission "Solidarité, cohésion sociale, intégration, politique de la ville, vie associative", réunie le 13 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Vie associative - Subvention exceptionnelle
Association des Franco-Maliens de l'Oise - Projet "Cet été à Saint Jean"

Monsieur Franck PIA, Premier Adjoint

Chaque année, la Ville de Beauvais souhaite soutenir des projets associatifs à destination des associations, notamment en apportant son concours financier à leur réalisation.

Plusieurs demandes de financements pour l'année 2017 n'ont pu être instruites dans le cadre de la préparation du budget primitif et sont donc étudiées en cours d'année.

A ce titre, le Conseil Municipal s'est prononcé favorablement sur l'inscription au budget primitif de crédits non répartis au compte 6574 (subventions aux associations et autres organismes de droit privé) et ventilés selon la codification fonctionnelle de l'inscription budgétaire M14.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de donner son accord pour l'attribution d'une subvention sur projet à l'association Amicale Franco Malienne de l'Oise d'un montant de 800 € pour l'organisation de « Cet été à Saint-Jean » qui aura lieu sur la place Harmonie du quartier Saint Jean du 19 au 21 juillet 2017.

Les dépenses seront imputées sur les crédits prévus à cet effet.

La commission "Solidarité, cohésion sociale, intégration, politique de la ville, vie associative", réunie le 13 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Le Quadrilatère - Etude préalable à sa rénovation

Monsieur Arnaud DE SAINTE MARIE, Maire Adjoint

Inaugurée en 1976, la Galerie nationale de la tapisserie a été construite pour diffuser cet art éponyme en pleine renaissance après-guerre et asseoir la relocalisation de la manufacture nationale de la tapisserie à Beauvais. Elle est devenue propriété de la Ville de Beauvais en 2013. En 2016, la galerie devient le Quadrilatère en référence à son architecture géométrique épurée ainsi qu'aux 4 axes de son projet : arts, création, patrimoine et tourisme.

S'appuyant sur un réseau régional et national de structures culturelles (musées, fonds publics régionaux, collections privées, galeries d'art), le programme d'expositions temporaires (3 à 4 par an) multiplie les passerelles entre le patrimoine et la création actuelle. Il accueille également le festival de photographie « Les Photoautumnales » et propose une exposition multimédia préfigurant un futur CIAP - Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine.

Le nouveau projet du Quadrilatère affiche une ambition interdisciplinaire. Il s'articule autour de plusieurs fonctions qui doivent pouvoir résonner les unes avec les autres et reposer sur la modularité et la recombinaison des espaces.

La Ville de Beauvais souhaite, dans le cadre d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, engager une étude de pré-programmation afin de vérifier la cohérence de transformation de l'équipement, la bonne articulation des différents objectifs au sein du projet ainsi que la faisabilité fonctionnelle et technique.

Il est prévu plusieurs volets dans cette étude :

- réalisation d'un diagnostic de l'existant (architectural, fonctionnel et technique) ;
- définition du schéma directeur général détaillé ;
- présentation des prescriptions techniques générales pour l'ensemble de l'équipement.

Après consultation, le prestataire retenu est le Cabinet Aubry & Guiguet Programmation pour une étude dont le montant est fixé à 24 700 € HT soit 29 640 € TTC.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué :

- à solliciter les concours financiers aux taux les plus élevés auprès de la DRAC des Hauts-de-France et plus largement auprès d'autres partenaires publics mobilisés pour ce projet ;
- à demander une dérogation auprès de la DRAC des Hauts-de-France pour commencement anticipé de l'étude ;

-à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

La commission "Culture et équipements culturels, patrimoine culturel, label ville d'art et d'histoire", réunie le 27 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

23 – LE QUADRILATÈRE - ETUDE PREALABLE A SA RENOVATION

M. DE SAINTE MARIE : Mes chers collègues, cette délibération a pour objet l'étude préalable à la rénovation du Quadrilatère.

Vous le savez, la ville de Beauvais a acquis ce bâtiment inauguré en 76, en avril 2013, il a été inauguré comme Galerie Nationale de la Tapisserie. Depuis lors, la Ville, sous l'impulsion d'une politique culturelle engagée et dynamique, moi je n'ai jamais cessé d'être en campagne, conçoit, formalise et propose divers événements de qualité, que ce soit des expositions photographiques, thématiques, patrimoniales, archéologiques ou d'œuvres contemporaines. La reconnaissance de la qualité des expositions, pour mémoire le volet des Heures Italiennes a été labellisé exposition d'intérêt national ; mais aussi au regard du succès de nombreuses médiations culturelles proposées, les partenariats locaux, régionaux, voire nationaux, fleurissent ainsi que le flux des visiteurs qui s'accroît. Fort de cette expérience, et il faut le dire, d'un espace lui-même qui n'a pas d'équivalent dans les Hauts-de-France, on pourrait aller jusqu'à la gare Saint-Sauveur de Lille et encore c'est un peu plus petit que le Quadrilatère ; je n'oublie pas non plus l'implantation du centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine ou encore la présence de vestiges très importants pour notre Ville, afin de prolonger et de développer ces ambitions, un certain nombre de travaux et d'aménagements sont nécessaires. Vu la technicité de cet équipement, la Ville souhaite s'attacher les conseils d'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en conformité, notamment en direction des personnes à mobilité réduite ou encore l'aménagement fonctionnel de ce bâtiment, notamment sur les points suivants : la réalisation d'un diagnostic de l'existant architectural, fonctionnel et technique ; définition du schéma directeur général détaillé ; présentation des prescriptions techniques générales pour l'ensemble de l'équipement. Après consultation, le prestataire retenu est le cabinet Aubry et Guiguet Programmation pour une étude dont le montant est fixé à 24 700 € hors taxes, soit 29 640 € TTC.

Il vous est proposé, mes chers collègues, d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à solliciter les concours financiers aux taux les plus élevés auprès de la D.R.A.C. des Hauts-de-France et plus largement auprès d'autres partenaires publics mobilisés pour ce projet ; à demander une dérogation auprès de la D.R.A.C. des Hauts-de-France pour commencement anticipé de l'étude ; à signer toutes pièces relatives à ce dossier. La commission « Culture, équipements culturels, patrimoine culturel, label ville d'art et d'histoire », réunie le 27 juin 2017, a émis un avis favorable.

MME LE MAIRE: Pas de questions ? Même vote, le rapport est adopté à l'unanimité.

Archéologie - Convention de collaboration scientifique - diagnostic préventif

Madame Catherine THIEBLIN, Maire Adjoint

Le projet de collaboration et de coopération scientifique entre le service départemental d'archéologie de l'Oise et le service archéologique de la Ville de Beauvais a été initié suite à la mise en place de deux diagnostics préventifs à réaliser sur l'emprise du futur Écoparc de Beauvais-Tillé (superficie de plus de 80 hectares).

En effet, suite à la Demande Anticipée de Diagnostic, déposée par la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis auprès de la DRAC des Hauts-de-France, des prescriptions d'archéologie préventive ont été émises sur les deux communes concernées par le projet.

Afin de réaliser les diagnostics correspondants, deux opérateurs agréés ont été désignés :

- le service départemental d'archéologie de l'Oise, pour l'emprise située sur la commune de Tillé (couvrant 26 hectares) ;
- le service archéologique de Beauvais, pour le reste de l'emprise, d'une superficie de 58 hectares, placé sur la commune de Beauvais.

Dans ce cadre et afin de répondre à la demande de l'État-DRAC des Hauts-de-France d'uniformiser le rendu des rapports de diagnostics, les deux services des collectivités ont souhaité collaborer ensemble sur la mise en commun de moyens. Cette association permettra d'appréhender d'une façon scientifique la globalité du terrain, dont notamment la répartition spatiale des éléments du patrimoine éventuellement présents dans le sous-sol.

Les deux collectivités disposent de compétences scientifiques complémentaires, dont elles peuvent bénéficier respectivement. A cette fin, cette première convention de mutualisation de moyens des services archéologiques est mise en place pour la durée des opérations de diagnostics, comprenant les phases de terrain ainsi que de traitement/rapport, à réaliser sur l'emprise de l'Écoparc de Beauvais-Tillé.

Cette convention définit le cadre de partenariat, les modalités de coopération entre les deux services archéologiques, notamment sous la forme d'une assistance mutuelle, d'échanges d'information, de diffusion et de valorisation des résultats.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention ci-annexée.

La commission "Culture et équipements culturels, patrimoine culturel, label ville d'art et d'histoire", réunie le 27 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Le 06/07/2017 à 18h30

Le conseil municipal de la ville de Beauvais, dûment convoqué par madame le maire conformément aux dispositions de l'article L.2121-9 du code général des collectivités territoriales, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances.

PRESIDENT Madame Caroline CAYEUX

PRESENTS *Madame CAYEUX, Monsieur PIA, Monsieur TABOUREUX, Madame CORILLION, Monsieur BOURGEOIS, Monsieur VIBERT, Madame THIEBLIN, Madame BRAMARD, Monsieur DE SAINTE MARIE, Madame LESURE, Monsieur MICHELINO, Monsieur LAGHRARI, Madame SENOL, Monsieur POLLE, Madame WISSOTZKY, Monsieur JULLIEN, Madame ABLA, Monsieur DORIDAM, Madame CAPGRAS, Madame BERTOIS, Monsieur LOCQUET, Monsieur GASPART, Monsieur NEKKAR, Madame NAKIB, Monsieur MIRON, Madame DJENADI, Madame BAPTISTE, Madame GEFFROY, Madame FONTAINE, Madame PRIOU, Monsieur NARZIS, Monsieur RAHOUI, Madame ITALIANI, Madame HERBANNE, Monsieur NOGRETTE, Madame PERNIER, Monsieur SALITOT.*

ABSENTS *Madame THIERRY, Monsieur ILLIGOT.*

POUVOIRS *Madame Cécile PARAGE à Madame Caroline CAYEUX, Monsieur Jérôme LIEVAIN à Monsieur Olivier TABOUREUX, Madame Charlotte COLIGNON DUROYON à Monsieur Jean-Luc BOURGEOIS, Madame Aissé TRAORE à Monsieur Mohrad LAGHRARI, Monsieur Thibaud VIGUIER à Madame Stéphanie PRIOU, Monsieur Mamadou LY à Madame Corinne CORILLION.*

Date d'affichage	13 juillet 2017
Date de la convocation	30 juin 2017
Nombre de présents	37
Nombre de votants	42

Le secrétaire désigné pour toute la durée de la séance est madame Elodie BAPTISTE

Délibération n°2017-144

(rapport réf 2017-144)

Patrimoine culturel - Restauration des gargouilles de l'église Notre-Dame de Marissel

Madame Catherine THIEBLIN, Maire Adjoint

L'église Notre-Dame de Marissel est l'un des chefs-d'œuvre du patrimoine religieux de Beauvais, classée Monument Historique depuis le 13 juin 1913. Sa nef, reconstruite au XVI^e siècle après le siège de Beauvais par les Bourguignons en 1472, dispose de gargouilles sculptés (forme zoomorphe) côtés nord et sud, dont 5 sont très altérées. Ces désordres impliquent un mauvais écoulement des eaux pluviales. Ainsi, 3 sont à reconstituer totalement et les deux autres doivent être complétées d'une nouvelle tête sculptée.

Compte-tenu de ce constat, la Ville de Beauvais souhaite engager la restauration de ces gargouilles dans les plus brefs délais sous le contrôle du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de l'Oise (STAP).

Ainsi, la Ville de Beauvais lancera une consultation au début de l'année 2018. Dans ce cadre, elle sollicite une subvention auprès de la DRAC des Hauts-de-France et le Conseil départemental pour le financement de ces travaux selon le plan prévisionnel suivant :

Coût prévisionnel global HT 42 500 € soit 51 000 € TTC :

- > Subvention Etat : 40% du montant HT soit 17 000 €
- > Subvention Conseil départemental : 20% du montant HT soit 8 500 €
- > Part Ville : 40% du montant HT soit 17 000 €

L'association des Amis de l'église Notre-Dame de Marissel souhaite également s'engager dans une démarche de mécénat participatif afin de soutenir la Ville dans ce projet.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à solliciter les concours financiers auprès des différents partenaires mobilisés pour ce projet ;

-de signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

La commission "Culture et équipements culturels, patrimoine culturel, label ville d'art et d'histoire", réunie le 27 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus. Monsieur Pierre MICHELINO, ne prend pas part au vote.

Le 06/07/2017 à 18h30

Le conseil municipal de la ville de Beauvais, dûment convoqué par madame le maire conformément aux dispositions de l'article L.2121-9 du code général des collectivités territoriales, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances.

PRESIDENT Madame Caroline CAYEUX

PRESENTS *Madame CAYEUX, Monsieur PIA, Monsieur TABOUREUX, Madame CORILLION, Monsieur BOURGEOIS, Monsieur VIBERT, Madame THIEBLIN, Madame BRAMARD, Monsieur DE SAINTE MARIE, Madame LESURE, Monsieur MICHELINO, Monsieur LAGHRARI, Madame SENOL, Monsieur POLLE, Madame WISSOTZKY, Monsieur JULLIEN, Madame ABLA, Monsieur DORIDAM, Madame CAPGRAS, Madame BERTOIS, Monsieur LOCQUET, Monsieur GASPART, Monsieur NEKKAR, Madame NAKIB, Monsieur MIRON, Madame DJENADI, Madame BAPTISTE, Madame GEFFROY, Madame FONTAINE, Madame PRIOU, Monsieur NARZIS, Monsieur RAHOUI, Madame ITALIANI, Madame HERBANNE, Monsieur NOGRETTE, Madame PERNIER, Monsieur SALITOT.*

ABSENTS *Madame THIERRY, Monsieur ILLIGOT.*

POUVOIRS *Madame Cécile PARAGE à Madame Caroline CAYEUX, Monsieur Jérôme LIEVAIN à Monsieur Olivier TABOUREUX, Madame Charlotte COLIGNON DUROYON à Monsieur Jean-Luc BOURGEOIS, Madame Aissé TRAORE à Monsieur Mohrad LAGHRARI, Monsieur Thibaud VIGUIER à Madame Stéphanie PRIOU, Monsieur Mamadou LY à Madame Corinne CORILLION.*

Date d'affichage	13 juillet 2017
Date de la convocation	30 juin 2017
Nombre de présents	37
Nombre de votants	43

Le secrétaire désigné pour toute la durée de la séance est Madame Elodie BAPTISTE

Délibération n°2017-155

(rapport réf 2017-155)

Dénomination commune touristique

Madame Fatima ABLA, Conseillère Municipale

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code du tourisme, notamment son article L. 133-11 ;
Vu la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
Vu le décret n° 2008-884 du 02 septembre 2008 relatif aux communes touristiques et aux stations classées de tourisme ;
Vu l'arrêté du 02 septembre 2008 relatif aux communes touristiques et aux stations classées de tourisme ;
Vu l'arrêté du 12 novembre 2010 fixant les critères de classement des offices de tourisme ;
Vu l'arrêté du 10 juin 2011 modifiant l'arrêté du 12 novembre 2010 ;
Vu l'arrêté préfectoral en date du 04 décembre 2014 de classement de l'office de tourisme de l'agglomération de Beauvais en catégorie 2 ;

Considérant ses politiques patrimoniales, culturelle, cadre de vie, commerciale, sportive... et la convergence des projets municipaux dans une finalité de mise en tourisme du territoire, la ville de Beauvais sollicite, auprès de l'Etat, sa dénomination en commune touristique.

Les avantages de la reconnaissance en commune touristique visent :

- une attractivité touristique renforcée notamment en terme de communication,
- des autorisations temporaires pour la vente et la distribution de boissons alcoolisées lors de manifestations à caractère touristique dans la limite de 4 autorisations annuelles,
- des agréments possibles à des agents titulaires de la commune habituellement affectés à des emplois autres que ceux de la police municipale ou à des agents non titulaires d'assister temporairement les agents de la police municipale,
- le principe du déplafonnement de la part de facture d'eau non proportionnelle au volume consommé,
- des règles d'ouverture des débits de boisson rapportées à la population municipale, dans la limite d'un débit de boisson pour 450 habitants,
- le maintien de la majoration du versement transport de 0,20% sur l'ensemble du territoire communautaire comprenant au moins une commune touristique.

Propositions :

- D'autoriser Mme le Maire à solliciter la dénomination de commune touristique selon la procédure prévue à l'article 1 du décret n° 2008-884 du 2 septembre 2008.
- D'autoriser Mme le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces relatives à cette affaire.

La commission "Culture et équipements culturels, patrimoine culturel, label ville d'art et d'histoire", réunie le 27 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Délibération n°2017-135

(rapport réf 2017-135)

Sport - Attribution d'une subvention exceptionnelle à une association sportive

Madame Guylaine CAPGRAS, Conseillère Municipale

La Ville de Beauvais a reçu une demande de subvention exceptionnelle de la part d'une association à vocation sportive.

L'intérêt du projet et son attractivité justifiant une aide financière, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accorder la subvention suivante :

- BEAUVAIS TEAM CYCLISTE : 600,00 euros, pour l'organisation de trois courses cyclistes à Beauvais, quartier du Haut-Villé, le 20 août 2017 ;

- d'approuver les termes de la convention à passer avec l'association concernée ;

- de prélever la dépense correspondante sur les crédits prévus à cet effet ;

- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la réalisation de ce dossier.

La commission "Sport", réunie le 21 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Délibération n°2017-129

(rapport réf 2017-129)

Sport - Subventions de fonctionnement saison sportive 2017/2018

Monsieur Philippe VIBERT, Maire Adjoint

Au titre de la prochaine saison sportive, 2017/2018, la Ville de Beauvais a reçu des demandes de subventions de fonctionnement de la part des associations à vocation sportive suivantes :

- B.O.U.C HANDBALL
- B.O.U.C VOLLEY
- BEAUVAIS XV RUGBY CLUB
- BEAUVAIS BASKET CLUB OISE
- ASSOCIATION SPORTIVE BEAUVAIS OISE
- ACADEMIE BEAUVAISIENNE D'ESCRIME

Afin de respecter les textes législatifs et réglementaires qui encadrent les relations entre les clubs sportifs et les collectivités territoriales, il convient de contractualiser nos rapports avec ces clubs.

Il est proposé au Conseil Municipal, dans le cadre du déroulement de la saison sportive 2017-2018 :

- d'approuver les termes des conventions annexées à la présente ;
- d'attribuer au B.O.U.C HAND BALL une subvention de 92 000 Euros au titre du fonctionnement pour la saison 2017-2018, versée selon le calendrier ci-après :
 - Juillet 2017 : 31 000 Euros / - Janvier 2018 : 30 500 Euros / - Mars 2018 : 30 500 Euros
- de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet et ce de la façon suivante : 31 000 Euros sur le budget 2017 et 61 000 Euros lors du vote du budget 2018 ;
- d'attribuer au B.O.U.C VOLLEY une subvention de 230 000 Euros au titre du fonctionnement pour la saison 2017-2018, subvention de laquelle doit être déduite la somme de 60 000€ au titre du remboursement de l'aide exceptionnelle accordée à l'association par délibération N°2015-381 du 03/07/2015, portant ainsi le montant de la subvention restant due à 170 000€ et de la verser selon le calendrier ci-après :
 - Juillet 2017 : 110 000 Euros / - Janvier 2018 : 30 000 Euros / - Mars 2018 : 30 000 Euros
- de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet et ce de la façon suivante : 110 000 Euros sur le budget 2017 et 60 000 Euros lors du vote du budget 2018 ;
- d'attribuer au BEAUVAIS XV RUGBY CLUB une subvention de 111 000 Euros au titre du fonctionnement pour la saison 2017-2018, versée selon le calendrier ci-après :
 - Juillet 2017 : 37 000 Euros / - Janvier 2018 : 37 000 Euros / - Mars 2018 : 37 000 Euros
- de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet et ce de la façon suivante : 37 000 Euros sur le budget 2017 et 74 000 Euros lors du vote du budget 2018 ;

- d'attribuer au BEAUVAIS BASKET CLUB OISE une subvention de 25 000 Euros au titre du fonctionnement pour la saison 2017-2018, versée selon le calendrier ci-après :
 - Juillet 2017 : 9 000 Euros / - Janvier 2018 : 8 000 Euros / - Mars 2018 : 8 000 Euros
- de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet et ce de la façon suivante : 9 000 Euros sur le budget 2017 et 16 000 Euros lors du vote du budget 2018 ;

- d'attribuer à l'ASSOCIATION SPORTIVE BEAUVAIS OISE une subvention de 290 000 Euros au titre du fonctionnement pour la saison 2017-2018, versée selon le calendrier ci-après :
 - Juillet 2017 : 97 000 Euros / - Janvier 2018 : 96 500 Euros / - Mars 2018 : 96 500 Euros
- de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet et ce de la façon suivante : 97 000 Euros sur le budget 2017 et 193 000 Euros lors du vote du budget 2018 ;

- d'attribuer à l'ACADEMIE BEAUVAISIENNE D'ESCRIME une subvention de 30 000 Euros au titre du fonctionnement pour la saison 2017-2018, versée selon le calendrier ci-après :
 - Juillet 2017 : 10 000 Euros / - Janvier 2018 : 10 000 Euros / - Mars 2018 : 10 000 Euros
- de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet et ce de la façon suivante : 10 000 Euros sur le budget 2017 et 20 000 Euros lors du vote du budget 2018 ;

- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

La commission "Sport", réunie le 21 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

28 – SPORT - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT SAISON SPORTIVE 2017/2018

M. VIBERT : Cette délibération concerne l'attribution de subventions de fonctionnement pour la saison sportive 2017-2018.

Au titre de la prochaine saison sportive, la ville de Beauvais a reçu des demandes de subvention de fonctionnement de la part des associations à vocation sportive suivantes : le BOUC Handball ; le BOUC Volley, le B.R.C. ; le B.B.C.O. ; l'A.S.B.O. et l'A.B.E.

Afin de respecter les textes législatifs réglementaires qui encadrent les relations entre les clubs sportifs et les collectivités territoriales, il convient de contractualiser nos rapports avec ces clubs.

Il est proposé au Conseil Municipal, dans le cadre du déroulement de la saison sportive prochaine, d'approuver les termes des conventions annexées à la présente ; d'attribuer au titre de fonctionnement au BOUC Handball une subvention de 92 000 € ; d'attribuer au BOUC Volley une subvention de 230 000 €, subvention de laquelle doit être déduite la somme de 60 000 € au titre de remboursement de l'aide exceptionnelle accordée à l'association par délibération numéro 2015.381, de juillet 2015, portant ainsi le montant de la subvention restant due à 170 000 € ; d'attribuer au B.R.C. une subvention de 111 000 € ; d'attribuer au B.B.C.O. une subvention de 25 000 € ; d'attribuer à l'A.S.B.O. une subvention de 290 000 € ; et d'attribuer à l'A.B.E. une subvention de 30 000 €. Pour l'ensemble de ces attributions, il est proposé de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet et ce en 3 versements ; il est proposé d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire. La commission « Sport », réunie le 21 juin 2017, a émis un avis favorable.

MME LE MAIRE: Pas de questions ? Même vote, le rapport est adopté à l'unanimité.

Délibération n°2017-136

(rapport réf 2017-136)

Sport - Attribution d'une subvention d'investissement à l'association GORIDE

Monsieur David NEKKAR, Conseiller Municipal

Dans le cadre de sa politique de soutien et de développement des activités physiques et sportives, la Ville de Beauvais, consciente de la demande locale en matière de pratique de skateboard, a souhaité initier un projet de réalisation d'un skatepark au sein d'un hangar municipal sur le quartier de Marissel, 19 rue du Pont Laverdure.

L'association GORIDE, référente localement et regroupant la majorité des skaters du territoire, a été associée à la réalisation du projet.

Les travaux de ce nouvel équipement sportif sont actuellement en cours d'achèvement.

La Ville de Beauvais a réalisé tous les travaux intérieurs et divers travaux sur le bâtiment.

L'association GORIDE a assuré la conception et la mise en place des structures et modules permettant la pratique du skateboard et la sécurisation des pratiquants.

A ce jour, l'association GORIDE doit encore engager des dépenses pour un montant prévisionnel de 2 667€ T.T.C.

Afin de soutenir l'association GORIDE dans l'achèvement de cet équipement sportif, la Ville de Beauvais propose d'apporter son aide financière à hauteur de 75% des travaux, soit 2 000€.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer une subvention d'investissement à l'association GORIDE à hauteur de 75% du montant total des factures acquittées des travaux, sans pour autant dépasser 2 000€ ;
- de procéder au versement d'une avance de 800€ ;
- de verser le solde de cette subvention sur présentation des justificatifs de paiement ;
- de prélever la dépense correspondante sur les crédits prévus à cet effet ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la réalisation de ce dossier.

La commission "Sport", réunie le 21 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Délibération n°2017-139

(rapport réf 2017-139)

Sport - Équipements sportifs - Règlements intérieurs des gymnases, des stades et de la piscine

Monsieur Christophe GASPART, Conseiller Municipal

Dans le cadre du fonctionnement des équipements sportifs municipaux, il est proposé d'adopter les règlements ci-après :

- 1) Règlement intérieur des gymnases ;
- 2) Règlement intérieur des stades ;
- 3) Règlement intérieur de la piscine Aldebert BELLIER.

La commission "Sport", réunie le 21 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

30 – SPORT - ÉQUIPEMENTS SPORTIFS - REGLEMENTS INTERIEURS DES GYMNASES, DES STADES ET DE LA PISCINE

M. GASPART : Cette délibération a pour but les règlements intérieurs des équipements sportifs. Dans le cadre du fonctionnement des équipements sportifs municipaux, il est proposé d'adopter les règlements ci-après, donc les règlements intérieurs des gymnases, les règlements intérieurs des stades, les règlements intérieurs de la piscine Aldebert Bellier.
La commission « Sport », réunie le 21 juin 2017, a émis un avis favorable.

MME LE MAIRE : Pas de questions ? Même vote, le rapport est adopté à l'unanimité.
J'ai oublié de vous demander l'autorisation de délibérer, la délibération n° 31bis, qui est supplémentaire. Elle était sur vos tables, pardonnez-moi mais j'espère que vous nous accorderez le fait de pouvoir délibérer dessus. Merci Monsieur RAHOUI.

Délibération n°2017-149
(rapport réf 2017-149)

Sport - Plan d'eau du Canada - Règlement intérieur général

Monsieur Antoine SALITOT, Conseiller Municipal

Par délibération n° 2014-167 du 23 juin 2014, avaient été adoptés la mise en place du règlement intérieur général de la base de loisirs du plan d'eau du Canada, le règlement intérieur de la zone de plage et baignade, le règlement de Canada beach et le règlement de la zone de pêche.

Compte tenu des évolutions quant à la pratique de certaines activités nautiques, il convient de modifier le règlement intérieur général en autorisant l'utilisation de certaines embarcations gonflables, notamment les canoës, kayaks et paddles.

Le règlement intérieur de la zone de plage et baignade, le règlement de Canada beach et le règlement de la zone de pêche adoptés par délibération n° 2014-167 du 23 juin 2014 restent inchangés.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal d'adopter le règlement intérieur général ci-annexé.

La commission "Sport", réunie le 21 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Le 06/07/2017 à 18h30

Le conseil municipal de la ville de Beauvais, dûment convoqué par madame le maire conformément aux dispositions de l'article L.2121-9 du code général des collectivités territoriales, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances.

PRESIDENT Madame Caroline CAYEUX

PRESENTS *Madame CAYEUX, Monsieur PIA, Monsieur TABOUREUX, Madame CORILLION, Monsieur BOURGEOIS, Monsieur VIBERT, Madame THIEBLIN, Madame BRAMARD, Monsieur DE SAINTE MARIE, Madame LESURE, Monsieur MICHELINO, Monsieur LAGHRARI, Madame SENOL, Monsieur POLLE, Madame WISSOTZKY, Monsieur JULLIEN, Madame ABLA, Monsieur DORIDAM, Madame CAPGRAS, Madame BERTOIS, Monsieur LOCQUET, Monsieur GASPART, Monsieur NEKKAR, Madame NAKIB, Monsieur MIRON, Madame DJENADI, Madame BAPTISTE, Madame GEFFROY, Madame FONTAINE, Madame PRIOU, Monsieur NARZIS, Monsieur RAHOUI, Madame ITALIANI, Madame HERBANNE, Monsieur NOGRETTE, Madame PERNIER, Monsieur SALITOT.*

ABSENTS *Madame THIERRY, Monsieur ILLIGOT.*

POUVOIRS *Madame Cécile PARAGE à Madame Caroline CAYEUX, Monsieur Jérôme LIEVAIN à Monsieur Olivier TABOUREUX, Madame Charlotte COLIGNON DUROYON à Monsieur Jean-Luc BOURGEOIS, Madame Aissé TRAORE à Monsieur Mohrad LAGHRARI, Monsieur Thibaud VIGUIER à Madame Stéphanie PRIOU, Monsieur Mamadou LY à Madame Corinne CORILLION.*

Date d'affichage	13 juillet 2017
Date de la convocation	30 juin 2017
Nombre de présents	37
Nombre de votants	43

Le secrétaire désigné pour toute la durée de la séance est Madame Elodie BAPTISTE

Délibération n°2017-160

(rapport réf 2017-160)

Sport - Demande de subvention - Réhabilitation du gymnase Raoul AUBAUD

Monsieur Philippe VIBERT, Maire Adjoint

La Ville de Beauvais a inscrit la rénovation des infrastructures sportives, en particulier des gymnases municipaux, comme l'un de ses objectifs majeurs pour les années à venir.

Ainsi, le gymnase Raoul AUBAUD, sis avenue de l'Europe, équipement municipal dont la construction remonte à 1971 et établissement recevant du public (ERP) de type X, doit faire l'objet d'une opération de réhabilitation.

Le programme de travaux porte sur :

- La rénovation complète des façades du gymnase ;
- Le remplacement de la couverture des vestiaires ;
- L'agrandissement de la salle de judo ;
- Le déplacement de la chaufferie Gaz avec de nouvelles chaudières et redistribution neuve complète ;
- La réalisation d'un local stockage pour la salle de judo ;
- La réalisation d'un local rangement matériel sportif ;
- La création d'un 4^{ème} vestiaire et la rénovation des vestiaires existants ;
- La rénovation complète du plateau (sol + peinture) ;
- La mise aux normes accessibilité et sécurité.

Le coût total de l'opération est estimé à 700 000 € TTC.

Par délibération en date du 15 octobre 2015, la Ville de Beauvais sollicitait une subvention relative à cette opération dans le cadre de la « dotation politique de la Ville » à hauteur de 70% du montant des travaux HT.

Il est proposé au Conseil Municipal de la Ville de Beauvais :

- d'autoriser Madame le Maire à solliciter des subventions auprès des partenaires publics mobilisés dans ce dossier, notamment le Conseil Départemental de l'Oise, à un taux de financement maximum de l'assiette subventionnable (HT) ;
- d'autoriser Madame le Maire à solliciter une dérogation pour commencement anticipé du projet auprès de l'ensemble de ses partenaires.
- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

31bis - RÉHABILITATION DU GYMNASSE RAOUL AUBAUD

M. VIBERT : Il s'agit d'une délibération concernant la réhabilitation du gymnase Raoul Aubaud.

En effet, nous entrons dans un programme de rénovation important sur l'ensemble de nos gymnases sur la ville de Beauvais et le gymnase Raoul Aubaud est le premier concerné.

Le programme de travaux porte sur la rénovation complète des façades, le remplacement de la couverture des vestiaires, l'agrandissement de la salle de judo, le déplacement de la chaufferie, la réalisation d'un local de stockage, d'un local rangement matériel, d'un 4^{ème} vestiaire, la rénovation complète du sol et la mise aux normes accessibilité et sécurité. Le coût total est estimé à 700 000 € TTC.

Par délibération en date du 15 octobre 2015, la ville de Beauvais sollicitait une subvention relative à cette opération dans le cadre de la dotation politique de la Ville à hauteur de 70 % du montant des travaux hors taxes.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Madame le Maire à solliciter des subventions auprès des partenaires publics mobilisés dans ce dossier, notamment le Conseil Départemental de l'Oise, à un taux de financement maximum de l'assiette subventionnable ; d'autoriser Madame le Maire à solliciter une dérogation pour commencement anticipé du projet, auprès de l'ensemble de ses partenaires ; et d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

MME LE MAIRE: Pas de questions ? Même vote, le rapport est adopté à l'unanimité.

Le 06/07/2017 à 18h30

Le conseil municipal de la ville de Beauvais, dûment convoqué par madame le maire conformément aux dispositions de l'article L.2121-9 du code général des collectivités territoriales, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances.

PRESIDENT Madame Caroline CAYEUX

PRESENTS *Madame CAYEUX, Monsieur PIA, Monsieur TABOUREUX, Madame CORILLION, Monsieur BOURGEOIS, Monsieur VIBERT, Madame THIEBLIN, Madame BRAMARD, Monsieur DE SAINTE MARIE, Madame LESURE, Monsieur MICHELINO, Monsieur LAGHRARI, Madame SENOL, Monsieur POLLE, Madame WISSOTZKY, Monsieur JULLIEN, Madame ABLA, Monsieur DORIDAM, Madame CAPGRAS, Madame BERTOIS, Monsieur LOCQUET, Monsieur GASPART, Monsieur NEKKAR, Madame NAKIB, Monsieur MIRON, Madame DJENADI, Madame BAPTISTE, Madame GEFFROY, Madame FONTAINE, Madame PRIOU, Monsieur NARZIS, Monsieur RAHOUI, Madame ITALIANI, Madame HERBANNE, Monsieur NOGRETTE, Madame PERNIER, Monsieur SALITOT.*

ABSENTS *Madame THIERRY, Monsieur ILLIGOT.*

POUVOIRS *Madame Cécile PARAGE à Madame Caroline CAYEUX, Monsieur Jérôme LIEVAIN à Monsieur Olivier TABOUREUX, Madame Charlotte COLIGNON DUROYON à Monsieur Jean-Luc BOURGEOIS, Madame Aissé TRAORE à Monsieur Mohrad LAGHRARI, Monsieur Thibaud VIGUIER à Madame Stéphanie PRIOU, Monsieur Mamadou LY à Madame Corinne CORILLION.*

Date d'affichage	13 juillet 2017
Date de la convocation	30 juin 2017
Nombre de présents	37
Nombre de votants	43

Le secrétaire désigné pour toute la durée de la séance est Madame Elodie BAPTISTE

Délibération n°2017-124

(rapport réf 2017-124)

Jeunesse - Adhésion à un organisme - Adhésion à la Batoude

Monsieur Benoît MIRON, Conseiller Municipal

La Batoude est un projet culturel implanté au cœur du quartier Saint-Jean à Beauvais. Elle s'affirme à la fois comme un outil culturel de qualité et comme un élément de développement local. Les Arts du Cirque et de la Rue sont par excellence des arts populaires qui touchent tous les publics.

C'est un lieu de diffusion de spectacles qui a accueilli, en plus de 17 ans, une large part de la création en cirque contemporain (plus de 250 compagnies programmées en salle et en rue depuis 1999). Elle fait partie de plusieurs réseaux de lieux travaillant à la promotion des arts du cirque et de la rue.

La Batoude propose une programmation de cirque contemporain à la salle Jacques Brel et dans le département de l'Oise.

C'est une école de cirque agréée par la Fédération Française des Ecoles de Cirque (FFEC) et reconnue nationalement pour la qualité de ses enseignements. Elle compte 275 inscrits et plusieurs centaines de personnes qui s'initient à la pratique des arts du cirque au cours de l'année, dans le cadre de partenariats avec des établissements scolaires, des établissements médicosociaux, des associations ou toute autre structure d'animation.

La Ville de Beauvais, par le biais du service Actions de Proximité du quartier Saint Jean, propose un atelier du cirque à 8 jeunes de 11 ans et plus, de septembre 2017 à juin 2018.

Pour bénéficier de l'aide technique et du soutien pédagogique de l'association « La Batoude » indispensables à la réussite du projet, elle prend en charge les droits d'adhésion des 8 jeunes gens à l'association dont le montant total annuel d'adhésion s'élève à 1440 €.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser :

- l'adhésion à l'association « La Batoude »,
- le versement de la cotisation de 1440€ prélevés sur les crédits prévus au budget 2017,
- Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

La commission "Jeunesse, réussite éducative", réunie le 15 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Délibération n°2017-106

(rapport réf 2017-106)

Jeunesse - Convention de labellisation du point information jeunesse

Madame Nathalie BERTOIS, Conseillère Municipale

La labellisation au titre de l'information Jeunesse de notre structure BLOG 46, 46, rue Jules Ferry à Beauvais est arrivée à son terme au 31 décembre 2016.

Le Point Information Jeunesse (PIJ) accueille et informe le public conformément aux dispositions de la charte européenne de l'information jeunesse, de la charte de l'information jeunesse, et des principes pour l'information jeunesse en ligne.

L'information jeunesse est un concept dynamique qui conduit le PIJ à réaliser des actions d'animation relatives aux secteurs documentaires (ateliers, séances collectives d'information, rencontres autour d'exposition, de vidéo, etc). Le Centre Régional Information Jeunesse Picardie (CRIJ Picardie) fournit au point information jeunesse toute la documentation dont il dispose et met à disposition tous ses moyens d'information (exposition, montage dispos, etc).

C'est dans ce cadre qu'il convient de conclure avec l'Etat, représenté par le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Hauts-de-Picardie (DRJSCS) et le Centre Régional Information Jeunesse, une nouvelle convention de labellisation de notre structure.

La labellisation de notre point information jeunesse est un gage de qualité au niveau de l'offre d'informations en direction de la jeunesse.

Cette convention a pour objet de définir les engagements des signataires afin de développer l'information des jeunes ; elle est signée à compter du 1^{er} janvier 2017 et prendra fin au 31 décembre 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

La commission "Jeunesse, réussite éducative", réunie le 15 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Délibération n°2017-146

(rapport réf 2017-146)

Elispace - Programmation saison 2017-2018

Madame Chanez HERBANNE, Conseillère Municipale

Conformément à l'article 11 des statuts de la régie d'exploitation d'Elispace, votés par le conseil municipal du 27 septembre 2002, il est proposé au conseil municipal d'adopter le programme d'activités générales suivant :

Programmation de la saison 2017/2018 :

Dimanche 27 août 2017 : Salon de la carte postale
Les 16 et 17 septembre 2017 : Forum des associations
Les 23 et 24 septembre 2017 : Salon du mariage
Jeudi 5 octobre 2017 : Défi Inter-Entreprises
Vendredi 6 octobre 2017 : concert de Christophe Maé
Dimanche 15 octobre 2017 : Election de Miss Picardie
Mercredi 18 octobre 2017 : concert de Soprano
Dimanche 26 novembre 2017 : Gala de gymnastique du club de La Vaillante
Dimanche 3 décembre 2017 : Noël du COS
Les 9 et 10 décembre 2017 : Noël pour Tous
Les 13,16 et 17 décembre 2017 : Les Cirques de Noël

Les 10, 13, 14, 17,20 et 21 janvier 2018 : Les repas des seniors
Jeudi 25 janvier : concert de Bernard Lavilliers
Mercredi 31 janvier : spectacle de Jamel Debbouze
Samedi 3 février : concert de Julien Clerc
Mercredi 7 février : Assemblée Générale du Crédit Agricole
Du 22 au 25 février : Salon du camping-car
Du 16 au 18 mars : Salon de l'habitat
Mardi 27 mars : spectacle de Anne Roumanoff
Samedi 7 avril : concert Soirée déglinguée
Vendredi 13 avril : spectacle du Comte de Bouderbala
Mercredi 18 avril : Journée du recrutement MEF
Jeudi 19 avril : spectacle de Mado la niçoise

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter ce programme qui a été validé par le Conseil d'Exploitation d'Elispace le 20 juin 2017.

La commission "Jeunesse, réussite éducative", réunie le 15 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Délibération n°2017-125

(rapport réf 2017-125)

Foncier- Lotissement - Longue Haye - Vente de lot

Madame Nicole WISSOTZKY, Conseillère Municipale

La Ville de Beauvais poursuit la vente des terrains du lotissement de la longue Haye.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de retenir la demande de Monsieur DEBUISNE Clément et Madame LION Aurélie, demeurant 29 rue Henri Brispot à Beauvais, pour le lot n°12 cadastré section AG n°748, d'une superficie de 1204 m² ;

Il est rappelé que le prix du terrain est de 120 € H.T le m² pour les lots destinés à l'habitat, conformément à l'avis des Domaines.

- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

La commission "Urbanisme, projet nouveau cœur de ville, environnement et cadre de vie, développement durable, agenda 21, fleurissement et jardins familiaux, plan vert et bleu", réunie le 21 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Délibération n°2017-126

(rapport réf 2017-126)

Foncier - acquisition - emplacement réservé n°4

Monsieur Claude POLLE, Conseiller Municipal

Les parcelles cadastrées section Q n°s 1604 et 1606 sises impasse Sainte Reine sont grevées par l'emplacement réservé n° 4 figurant au PLU correspondant à l'aménagement d'une aire de retournement terminale.

Il s'agit de parcelles en nature de terrain à bâtir situées en zone UBe du PLU.

La Ville de Beauvais s'est donc rapprochée de la propriétaire pour se porter acquéreur des emprises foncières nécessaires à ce projet d'aménagement.

La propriétaire a donné son accord pour la somme de 13 200 €.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'acquérir auprès de Madame Chantal MORICE les parcelles cadastrées section Q n°s 1604 et 1606 d'une superficie totale de 132 m² au prix de 13 200 €,
- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

La commission "Urbanisme, projet nouveau cœur de ville, environnement et cadre de vie, développement durable, agenda 21, fleurissement et jardins familiaux, plan vert et bleu", réunie le 21 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Eau potable - Avenant n°1 au contrat de délégation de service public

Monsieur Jean-Luc BOURGEOIS, Maire Adjoint

Le présent dossier concerne la demande d'avenant n°1 au contrat de délégation de service public pour l'entretien et l'exploitation du service d'eau potable de la ville de Beauvais. Ce contrat a été conclu le 11 juillet 2011 pour une durée de 12 ans avec la SEAO.

L'avenant joint en annexe porte sur :

- La réalisation de nouveaux investissements supportés par le délégataire concernant l'installation de 2 analyseurs de chlore en continu et de 4 bornes de puisage ;
- Les conséquences des lois Warsmann, Brottes et Hamon sur le contrat de délégation, lesquelles entraînent une augmentation importante des impayés et de facto des coûts de recouvrement des factures ;
- La prise en compte de la problématique amiante dans les travaux réalisés par le délégataire du service d'eau potable, qui entraîne des coûts supplémentaires en termes de réalisation des chantiers et de traitement des déchets et nécessite d'ajouter des prix supplémentaires dans le bordereau de prix des travaux de branchement ;
- La baisse du nombre de branchements en plomb à renouveler (1300 au lieu de 1700 initialement) ;
- La non mise en place du fonds de solidarité pour le logement (FSL) départemental.

De plus, il convient de passer un avenant n°1 à la convention pour le recouvrement des redevances et taxes d'assainissement collectif de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis sur la Ville de Beauvais, avenant neutre financièrement pour la Ville de Beauvais.

L'impact financier de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public pour l'entretien et l'exploitation du service d'eau potable de la ville de Beauvais représente une dépense annuelle supplémentaire pour la part variable de 11 886,48 €, soit pour l'abonné 0,0032 € par m³ consommé, et pour la part fixe de 1,60 €/abonné/an.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public pour l'entretien et l'exploitation du service d'eau potable de la ville de Beauvais ci-annexé ;
- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention pour le recouvrement des redevances et taxes d'assainissement collectif de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis sur la Ville de Beauvais ;

.../...

- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

La commission "Urbanisme, projet nouveau cœur de ville, environnement et cadre de vie, développement durable, agenda 21, fleurissement et jardins familiaux, plan vert et bleu", réunie le 21 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 6 abstention(s), décide d'adopter le rapport ci-dessus.

39 – EAU POTABLE - AVENANT N°1 AU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

M. BOURGEOIS : Cela concerne un avenant qui est le n° 1 pour l'eau potable au contrat de D.S.P. En effet, il y a 6 modifications qui sont proposées pour des raisons techniques et sociétales. Il est intéressant de les mentionner. La première c'est pour la mise en place des analyseurs de chlore pour la sécurité ; mise en place de bornes de puisage avec un compteur de captage et sécurisation des bornes, vous savez qu'en général on tire largement là-dessus de manière un peu frauduleuse et puis vous avez des lois nouvelles qui ont entraîné une augmentation importante des impayés ; vous avez aussi, dans le cadre des travaux, le problème de la nouvelle procédure pour traiter des sols où il peut y avoir de l'amiante, il y a toute une procédure beaucoup plus longue pour la sécurité de tous. Il y a quelque chose de positif, c'est qu'il y a moins de branchements en plomb restant que prévus, il y en a 1 300 qui restent au lieu de 1 700, ça va être une minoration. Et puis il y a le problème du Fonds de Solidarité Logement du Département qui n'a pas été mis en place. Malgré tout, tout cela va avoir un impact budgétaire excessivement faible, certainement insignifiant pour l'abonné ; la part fixe annuelle va augmenter de 1,06 € par an et la part variable de 0,0032 € par m³, ce qui fait à peu près 2 € par an par facture de 120 m³. Voilà pour des raisons techniques et sociétales les causes de cet avenant qui est demandé.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver ces termes et d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes les pièces relatives à ce dossier. Une question ?

MME GEFFROY : J'ai l'impression qu'on n'a pas voté la 38.

MME LE MAIRE : Ça crée le désordre ! Alors d'abord on va voter la délibération de Monsieur BOURGEOIS, la 39.

M. RAHOU : Au sujet de la 39, la question de la distribution de l'eau potable c'est un sujet qui nous a vraiment intéressé et mobilisé précédemment lorsqu'il a fallu renouveler la D.S.P. Je ne vais pas rappeler quelles étaient nos positions. On était notamment pour un véritable tarif social de l'eau, on était pour un retour en régie municipale, il n'y a pas eu de convergence entre nous sur ces options-là qui nous paraissaient fondamentales. Ce soir on nous demande de nous prononcer sur un avenant qui va déboucher sur une augmentation du prix de l'eau. Pour les lois, c'est vrai qu'on met ça en avant mais je pense que ces deux lois là, la loi BROTTES et la loi HAMON, ce sont des lois progressistes, qui ont permis aux consommateurs d'avoir des droits supplémentaires, donc je pense qu'il ne faut pas les présenter comme étant des conséquences négatives mais plutôt globalement comme des lois qui ont débouché vers des avancées en faveur des consommateurs. Par rapport aux augmentations liées à des nouveaux investissements, des travaux, je pense qu'on aurait pu les anticiper lorsqu'il a fallu engager cette D.S.P., la voter, ça n'a pas été le cas, malheureusement on le regrette. Tout ça pour dire que, conformément au vote qu'on avait opéré lors du renouvellement de D.S.P., on se prononce contre cet avenant.

MME LE MAIRE : Je vous remercie. Donc vous êtes 6 à voter contre. Des abstentions ? Le rapport est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés avec 6 abstentions.

Délibération n°2017-128

(rapport réf 2017-128)

Foncier- cession - parcelle cadastrée section CA n°9p sise rue Jean-Paul Sartre à l'OPAC

Monsieur Denis NOGRETTE, Conseiller Municipal

L'Office Public d'Aménagement et de la Construction de l'Oise projette de résidentialiser les bâtiments situés 2 à 16 allée Jean-Paul Sartre afin de sécuriser l'accès aux immeubles par la mise en place d'une clôture et d'un système de vidéo-protection. L'OPAC de l'Oise a ainsi sollicité la Ville de Beauvais pour que lui soit cédée l'emprise nécessaire aux travaux.

Il s'agit d'un terrain en nature de voirie et d'espaces vert sis à Beauvais allée Jean-Paul Sartre et cadastré section CA n°9p, d'une superficie d'environ 4132 m², situé en zone UCa du PLU.

L'enquête publique préalable au déclassement et à la vente s'est déroulée du 9 au 26 mai inclus.

Le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable.

Vu l'intérêt général du projet et vu l'avis des Domaines en date du 12 avril 2017, il est proposé de céder ce terrain à l'euro symbolique.

Le document d'arpentage est en cours.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- de constater la désaffectation et de déclasser du domaine public communal la parcelle cadastrée section CA n°9p d'une superficie d'environ 4132 m²,
- de vendre la parcelle cadastrée section CA n°9p d'une superficie d'environ 4132 m² à l'Office Public d'Aménagement et de la Construction de l'Oise à l'euro symbolique ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

La commission "Urbanisme, projet nouveau cœur de ville, environnement et cadre de vie, développement durable, agenda 21, fleurissement et jardins familiaux, plan vert et bleu", réunie le 21 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

Délibération n°2017-111

(rapport réf 2017-111)

Transports - Programme de déploiement d' Infrastructure(s) de Recharge pour Véhicules Electriques et hybrides rechargeables (IRVE) ' sur le territoire du Syndicat d'Energie de l'Oise - Transfert de l'exercice de la compétence

Monsieur Jean-Luc BOURGEOIS, Maire Adjoint

Le Syndicat d'Energie de l'Oise (SE60) a validé un projet de déploiement de 107 infrastructures de recharge de véhicules électriques et hybrides qui, selon les ratios de l'ADEME, permettra de mailler le territoire.

Le réseau des bornes Mouv'Oise a pour objectif de rassurer les utilisateurs sur leur capacité à compléter leur autonomie en cours de route.

Chaque borne Mouv'Oise sera équipée de deux prises pour les voitures (22 kVA pour chaque prise type 2S de standard européen) et de deux prises pour les deux roues (prise type EF de 3 kVA), permettant de recharger deux véhicules simultanément.

Ce réseau de bornes est complété d'un service public de recharge privilégiant l'interopérabilité et l'accès à tous les utilisateurs.

Les bornes seront communicantes et reliées à un central de supervision permettant de connaître sa localisation et sa disponibilité.

Le SE60, en concertation avec les communes et les intercommunalités, a défini les implantations définitives des bornes suivant les critères fixés par l'ADEME. Ont été privilégiés les pôles d'emplois denses, les zones d'activités commerciales, les lieux touristiques.

C'est à ces conditions que le projet a obtenu le soutien de l'ADEME au titre des Programmes d'Investissements d'Avenir.

Le coût d'investissement est financé à 50% par l'ADEME et 25% par le Conseil Départemental de l'Oise.

Le solde à charge est financé par le SE60 sur ses fonds propres. Aucune participation financière n'est demandée aux communes dans la limite du nombre de bornes défini dans son schéma, à savoir 66 en milieu rural et 41 en milieu urbain. Au-delà, la commune située en milieu urbain, prendra en charge les 75% non financés par l'ADEME et le Conseil Départemental.

Concernant les coûts de fonctionnement, l'ingénierie globale et le suivi administratif seront assurés par le SE60. Les autres coûts (entretien et dépannage, suivi cartographique, supervision, abonnement électrique et consommation d'électricité) évalués à 1 250 € TTC / an / borne, seront financés par les communes ou les communautés.

Les communes d'implantation de bornes doivent délibérer sur le transfert de la compétence « Infrastructures de charge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables (IRVE) » au SE60 et sur les modalités de mise en œuvre du projet fixées dans les conditions techniques, administratives et financières.

Les communautés ont été sollicitées sur la prise en charge des coûts de fonctionnement et sur les modalités de mise en œuvre du projet fixées dans les conditions techniques, administratives et financières.

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 2224-37, permettant le transfert de la compétence «infrastructures de charge pour véhicules électriques» (création et entretien des bornes, exploitation du service) aux autorités organisatrices d'un réseau public de distribution d'électricité visées à l'article L. 2224-31 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 novembre 2013 portant modification des statuts du Syndicat d'Energie de l'Oise (SE60) à compter du 1^{er} janvier 2014 et notamment l'article 4.6 desdits statuts habilitant le Syndicat à exercer, aux lieux et place des communes qui en font la demande, la compétence mentionnée à l'article L. 2224-37 du CGCT,

Considérant que le SE60 a souhaité engager un programme de déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables (IRVE), et ce à travers un maillage cohérent couvrant l'ensemble de son territoire, validé par délibération de son Conseil syndical en date du 1^{er} décembre 2015,

Considérant que pour inscrire une infrastructure de charge dans le programme de déploiement du SE60 et permettre à ce dernier d'obtenir les financements mis en place par l'Etat dans l'appel à manifestation d'intérêt confié à l'ADEME, il convient de confirmer l'engagement de la commune de mettre à disposition, à titre gratuit, pendant 5 ans à compter de la mise en service du dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, 2 emplacements de stationnement par borne,

Considérant qu'il convient également de confirmer l'engagement de la commune sur sa participation financière,

Vu les conditions techniques, administratives et financières d'exercice de la compétence «infrastructures de charge pour véhicules électriques », telles qu'annexées à la présente délibération,

Considérant l'intérêt du déploiement de ce projet,

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le transfert de la compétence « infrastructures de charge pour véhicules électriques» au Syndicat d'Energie de l'Oise pour la mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien, et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, dont l'exploitation comprend l'achat d'électricité nécessaire à l'alimentation des infrastructures de charge ;

- d'adopter les conditions techniques, administratives et financières d'exercice de la compétence «infrastructures de charge pour véhicules électriques» ci-annexées ;
- d'autoriser Madame le Maire à signer tous les actes nécessaires au transfert de la compétence «infrastructures de charge pour véhicules électriques» et à la mise en œuvre du projet ;
- de s'engager à mettre à disposition, à titre gratuit, pendant 5 ans à compter de la mise en service du dispositif de recharge, en surface ou en ouvrage, 2 emplacements de stationnement par borne ;
- de s'engager à verser au SE60 la participation financière due en application des conditions techniques, administratives et financières pour la réalisation des travaux d'installation, approuvées par la présente délibération ;
- s'engager à inscrire les dépenses correspondantes au budget municipal et donne mandat à Madame le Maire pour régler les sommes dues au SE60.

La commission "Urbanisme, projet nouveau cœur de ville, environnement et cadre de vie, développement durable, agenda 21, fleurissement et jardins familiaux, plan vert et bleu", réunie le 21 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

40 – TRANSPORTS - PROGRAMME DE DEPLOIEMENT D'« INFRASTRUCTURE(S) DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES ET HYBRIDES RECHARGEABLES (I.R.V.E.) » SUR LE TERRITOIRE DU SYNDICAT D'ENERGIE DE L'OISE - TRANSFERT DE L'EXERCICE DE LA COMPETENCE

M. BOURGEOIS : Cette délibération concerne les bornes de recharge pour véhicules électriques sur le territoire du Syndicat des Energies 60. Madame le Maire, j'ai une version courte, j'ai une version longue, laquelle prendre ? La version très courte !

Cette délibération est passée déjà au Conseil d'Agglomération, c'est une très bonne chose puisque ça a été voté à l'unanimité, cependant la ville de Beauvais avait droit à un certain nombre de bornes. Il y avait 7 bornes, on vous donne les emplacements. Vous avez une carte, je suppose que vous saurez lire la carte, ça correspond à des parkings qui sont à la couronne des boulevards, je pense que ce sont des emplacements judicieux. D'un point de vue juridique, on est obligés de vous soumettre cela ce soir parce qu'il y a un transfert de compétence de la Ville à SE60 et aussi ça sera bien entendu l'Agglomération qui réglera les frais de prise en charge de maintenance de chacune de ces bornes. Il n'y a aucune incidence sur les finances de la Ville. C'est une très bonne chose parce que je crois que Monsieur le ministre de l'Ecologie cet après-midi, dans son lyrisme qu'on lui connaît bien, a annoncé pour 2040 la disparition des voitures à énergie fossile, et nous nous en félicitons, du moins moi !

MME LE MAIRE: Pas de questions ? Même vote, le rapport est adopté à l'unanimité.

Aménagement foncier- déviation Troissereux - modification du réseau de chemins

Monsieur Jacques DORIDAM, Conseiller Municipal

Par délibération en date du 3 février 2017, le Conseil Municipal approuvait la modification du tracé des voies communales et des chemins ruraux, ainsi que la modification des limites communales induites par l'aménagement foncier de la déviation de Troissereux.

L'enquête publique s'est déroulée du 13 mars au 17 avril inclus.

Suite aux observations formulées au cours de cette enquête publique et afin de maintenir l'équilibre du compte de propriété de la Ville de Beauvais, la commission intercommunale d'aménagement foncier, en application de l'article L 121-17 du Code Rural et de la Pêche Maritime concernant la délimitation des chemins ou ouvrages faisant partie du domaine communal, a proposé les modifications suivantes relatives au statut des voies citées ci-dessous :

- le maintien du chemin rural existant entre la RD 149 et la VC 5 actuelle de manière à maintenir une liaison vers Plouy-Saint-Lucien par l'actuelle VC 5. Cette voie est reclassée en voirie communale et doit permettre l'usage agricole ;
- le classement en voirie rurale du prolongement de l'actuelle VC 5 coupé par la déviation ;
- le classement en chemin d'exploitation du prolongement de l'actuelle VC 5 le long de la déviation pour rejoindre la RD 149.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'acter les modifications apportées par la commission intercommunale d'aménagement foncier telles qu'énoncées ci-dessus,
- d'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

La commission "Urbanisme, projet nouveau cœur de ville, environnement et cadre de vie, développement durable, agenda 21, fleurissement et jardins familiaux, plan vert et bleu", réunie le 21 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

41 – AMENAGEMENT FONCIER- DEVIATION TROISSEREUX - MODIFICATION DU RESEAU DE CHEMINS

M. DORIDAM : Je vais faire très court aussi. On avait voté en Conseil Municipal en février le nouveau tracé des voiries communales et chemins ruraux dans le secteur du P.L.U. Saint-Lucien suite à l'ouverture de la déviation de Troissereux. L'enquête publique qui s'est déroulée du 13 mars au 17 avril nous conduit, à la demande des remarques qui ont été introduites et validées ensuite par la commission intercommunale chargée de ce dossier, à procéder à 3 petits ajustements : maintenir un chemin rural entre un chemin qui a été qualifié de vicinal ; de requalifier en chemin rural pour l'exploitation agricole un autre ; et un troisième simplement de laisser ouvert dans le prolongement de ce qui existe.

La commission « Urbanisme, projet nouveau, cœur de ville, environnement et cadre de vie, développement durable, Agenda 21, fleurissement et jardins familiaux, plan vert et bleu », réunie le 21 juin, a émis un avis favorable.

MME LE MAIRE: Pas de questions ? Même vote, le rapport est adopté à l'unanimité.

Délibération n°2017-148

(rapport réf 2017-148)

Eaux pluviales - Programme d'investissement 2017

Monsieur Jean-Luc BOURGEOIS, Maire Adjoint

Par délibération en date du 31 mars 2017, la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis a approuvé son programme d'investissement pluvial de l'année 2017. Les études et travaux liés à ce programme sont financés pour 50 % du montant net des dépenses H.T. par les communes respectives.

Dans le cadre de ce programme la Ville de Beauvais est concernée par cinq opérations pour des travaux et des études d'eaux pluviales dont la maîtrise d'ouvrage des travaux est assurée par la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis.

Le détail de ces cinq opérations est repris dans le tableau ci-après :

Libellé de l'opération	Montant travaux TTC	Montant à la charge de la C A B	Montant à la charge de la Ville de Beauvais
Extension du réseau d'eaux pluviales – Rue du Maréchal Joffre	10 737,30 €	6 263,43 €	4 473,88 €
Renforcement du réseau d'eaux pluviales – Rue de l'Ecole Maternelle	5 198,02 €	3 032,18 €	2 165,84 €
Création d'un avaloir – Carrefour Rostand / Rue de Paris	3 732,07 €	2 177,04 €	1 555,03 €
Renforcement du réseau d'eaux pluviales en servitude Au niveau du n°130 rue de Villers-Saint-Lucien	94 536,53 €	55 146,31 €	39 390,22 €
Création d'un réseau d'eaux pluviales en servitude Au niveau du n°48 Rue de Villers St Lucien	53 029,21 €	30 933,71 €	22 095,50 €
TOTAL	167 233,13 €	97 552,67 €	69 680,47 €

Le coût estimatif global de ces travaux d'assainissement pluvial s'élève à 167 233,13 € TTC.

La Ville de Beauvais devra donc s'acquitter auprès de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis des sommes suivantes au titre du fonds de concours 2017 :

- 69 680,47 € pour les travaux, dont 25 % du coût global, soit 34 840 € sont à verser avant le démarrage des travaux.

Le solde (25 % des dépenses restantes) sera versé après établissement du Décompte Général et Définitif (DGD) des opérations, suivant les dépenses réelles, et dans la limite de l'estimation prévisionnelle.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le plan de financement et le lancement des cinq opérations d'assainissement pluvial,
- d'inscrire au budget communal 2017, la somme de 69 680,47 € au titre du fonds de concours d'investissement pluvial de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis,
- de procéder aux paiements des titres de recettes qui seront présentés par la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis.

La commission "Urbanisme, projet nouveau cœur de ville, environnement et cadre de vie, développement durable, agenda 21, fleurissement et jardins familiaux, plan vert et bleu", réunie le 21 juin 2017, a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'adopter le rapport ci-dessus.

42 – EAUX PLUVIALES - PROGRAMME D'INVESTISSEMENT 2017

M. BOURGEOIS : Pour conclure sur les eaux pluviales, c'est de circonstance ce soir, vous avez sur le tableau le programme des opérations au profit de la ville de Beauvais. Vous en avez le détail, je ne reviens pas dessus. J'attire votre attention simplement sur deux chantiers rue de Villers Saint-Lucien qui sont en rapport avec notre lutte préventive contre les inondations.

Vous avez les montants indiqués, on vous demande d'approuver ces montants.

MME LE MAIRE: Pas de questions ? Même vote, le rapport est adopté à l'unanimité.

Mes chers collègues, nous avons fini ce Conseil Municipal. Je voudrais simplement saluer devant vous Pierre MAUHIN qui nous quitte pour d'autres cieux et le remercier pour son travail exemplaire depuis 12 ans.

Je vous souhaite un bon été, le prochain Conseil étant le 6 octobre 2017.

DÉLÉGATION DONNÉE AU MAIRE COMPTE RENDU DES DÉCISIONS PRISES

Conformément aux dispositions de l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales, je vous rends compte des décisions que j'ai prises dans le cadre de la délégation que le conseil municipal m'a donnée par délibération en date du 14 avril 2014.

1- **14 mars 2017** : Passation d'un avenant au marché M165021V avec la société EURL J. DEVAMBEZ, relatif aux travaux d'entretien des espaces verts du Plan d'eau du Canada. La société EURL J. DEVAMBEZ ayant procédé à la signature d'une convention de cession de sa branche d'activités « paysagiste » au profit d'une nouvelle société nommée PAYSAGE DEVAMBEZ -GANTIER.

2- **15 mars 2017** : Passation d'un avenant au marché M165065A de travaux d'isolation acoustique sur les installations de la centrale de vide d'ALLONNE avec la société DELAUNAY SAS. Suite à la gêne engendrée par les travaux, il est nécessaire d'ajouter une paroi supplémentaire autour de la sortie de la désodorisation de la centrale de vide. Le montant de plus-value de 4 100,00 euros HT portant ainsi le montant total du marché à 21 100,00 euros HT.

3- **21 mars 2017** : Passation d'un marché avec la société Objectif Bastille concernant l'achat de matériel photos. Les frais correspondants s'élèvent à 8 000 euros TTC.

4- **30 mars 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec la société ALCOR EQUIPEMENTS concernant l'organisation des fêtes Jeanne Hachette. La prestation est caractérisée par la location, le montage, le démontage et le transport d'une tribune d'une capacité de 1 338 places (en 2 tribunes), les frais correspondants s'élèvent à 20 647,74 euros TTC.

5- **30 mars 2017** : Passation d'un avenant n°3 au contrat SMACL, responsabilité civile générale de la ville, portant la cotisation définitive 2016 à 45 183,50 euros, soit une baisse de 4 885,27 euros.

6- **31 mars 2017** : Indemnisations de sinistres dans le cadre des assurances de la ville pour un montant de 3 962,12 euros. Les détériorations sont les suivantes :

- Plot rue Michelet	= 80,82 euros
- Plot rue Achille Sirouy	= 80,82 euros
- Barrière Boulevard de l'Assaut	= 591,34 euros
- Panneau signalisation rue de Songeons	= 351,49 euros
- Barrière rue Jeanne d'Arc	= 358,45 euros
- 2 potelets + signal lum piéton rue de Clermont	= 2 499,21 euros.

7- **4 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association « en passant par la montagne » afin de mettre en place un séjour dans le massif du Mont Blanc, pour le Blog 46 dans le cadre du projet éducatif. Les frais correspondants s'élèvent à 6 548 euros TTC.

8- **4 avril 2017** : Fixation des tarifs des produits culturels proposés au sein du point de vente créé au Quadrilatère. Dans le cadre de l'exposition « les Heures Italiennes », les ouvrages listés ci-après seront proposés à la vente selon les prix indiqués par les éditeurs à savoir :

- L'objet d'art – hors-série n°110 – Heures Italiennes 9,50 euros
- Editions Snoek – catalogue de l'exposition Heures Italiennes 39,00 euros

9- **4 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec le (S.D.I.S.60) service départemental d'incendie et de secours de l'Oise, afin d'assurer la mise en place d'un dispositif de secours, dans le cadre de l'organisation de la manifestation sportive « 32^{ème} triathlon de Beauvais ». Les frais correspondants s'élèvent à 530,85 euros.

10- **4 avril 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition, à titre gratuit, de locaux et d'équipements extérieurs de la base de loisirs municipale, plan d'eau du Canada, au profit de l'association les hommes grenouilles de Beauvais.

11- **4 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec la Compagnie Les Chiennes Nationales, afin d'assurer un spectacle programmé à l'occasion du festival Malices et Merveilles. Les frais correspondants s'élèvent à 2 500 euros.

12- **4 avril 2017** : Renouvellement de la convention de mise à disposition, à titre gratuit, de l'utilisation de locaux et d'équipements extérieurs de la base de loisirs municipale, plan d'eau du Canada, au profit de l'association Beauvais Triathlon.

13- **6 avril 2017** : Passation d'une convention avec l'UFCV Picardie concernant la participation d'un agent à la formation « BAFA approfondissement ». Les frais correspondants s'élèvent à 365,00 euros TTC.

14- **6 avril 2017** : Passation d'une convention avec Egis Asset Management Solutions (EAMS) concernant la participation de six agents à la formation « logiciel Cadix ». Les frais correspondants s'élèvent à 1 500,00 euros HT.

15- **7 avril 2017** : Passation d'une convention avec la société Air Liquide France Industrie, afin de mettre à disposition une grande bouteille de gaz « ATAL 5 » pour les activités de maintenance réalisées par le service des sports. Les frais correspondants s'élèvent à 366,00 euros TTC.

16- **10 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec la fédération Unie des Auberges de jeunesse (FUAJ) afin de mettre en place un séjour de 14 personnes à l'auberge de jeunesse de Boulogne sur Mer. Les frais correspondants s'élèvent à 1 862,34 euros TTC.

17- **11 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association Dragon d'Or, afin d'animer des ateliers de danse Brésilienne dans le cadre des rythmes scolaires pour l'ALSH Astuce. Les frais correspondants s'élèvent à 150 euros TTC.

18- **11 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association Beauvais Judo, afin d'animer des ateliers découverte du judo dans le cadre des rythmes scolaires pour l'ALSH Cœur de Mômes. Les frais correspondants s'élèvent à 210 euros TTC.

19- **11 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association Fitness Club, afin d'animer des ateliers de danse zumba dans le cadre des rythmes scolaires pour l'ALSH Marmouzets. Les frais correspondants s'élèvent à 315 euros TTC.

20- **11 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de services avec l'association Ring Beauvaisien, afin d'animer un atelier découverte de la boxe à l'ALSH Buissonnière. Les frais correspondants s'élèvent à 75 euros TTC.

21- **11 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association Dragon d'Or, afin d'animer trois ateliers de danse zumba à l'ALSH Astuce. Les frais correspondants s'élèvent à 150 euros TTC.

22- **11 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec Madame Cécile DEREPRE, afin de mettre en place un spectacle « Clem et la fée des bêtises » pour les ALSH : les Lucioles, l'Astuce, le Nautilus et les Marmouzets et les actions de proximité Saint Lucien. Les frais correspondants s'élèvent à 550 euros TTC.

23- **11 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association Dragon d'Or, afin d'animer un stage de danse « Maculelê » à l'ALSH Buissonnière. Les frais correspondants s'élèvent à 375 euros TTC.

24- **12 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association Mare Me Leva Capoeira, afin d'animer des ateliers découverte de la Capoeira dans le cadre des rythmes scolaires pour l'ALSH Cigales. Les frais correspondants s'élèvent à 270 euros TTC.

25- **12 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec Nathalie Devey, sophrologue, afin d'animer de ateliers de relaxation dans le cadre des rythmes scolaires pour l'ALSH Sansonnets. Les frais correspondants s'élèvent à 525 euros TTC.

26- **12 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association Fitness Club, afin d'animer des ateliers de « zumba kids » dans le cadre des rythmes scolaires pour l'ALSH les Ménestrels. Les frais correspondants s'élèvent à 360 euros TTC.

27- **12 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association Les Petites Mains, afin d'animer des ateliers découverte et manipulation de l'argile dans le cadre des rythmes scolaires pour l'ALSH les Cigales. Les frais correspondants s'élèvent à 300 euros TTC.

28- **13 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association Elles Se Les Racontent, afin d'animer des ateliers découverte des contes en randonnées dans le cadre des rythmes scolaires pour l'ALSH Orange Bleue. Les frais correspondants s'élèvent à 200 euros TTC.

29- **13 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association Mare Me Leva Capoeira, afin d'animer des ateliers découverte de la Capoeira dans le cadre des rythmes scolaires pour l'ALSH les Marmouzets. Les frais correspondants s'élèvent à 300 euros TTC.

30- **13 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association Culture Couleurs, afin d'animer des ateliers découverte des percussions musicales dans le cadre des rythmes scolaires pour l'ALSH Astuces. Les frais correspondants s'élèvent à 337,50 euros TTC.

31- **13 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec Veys Anaëlle, afin d'animer des ateliers découverte de la danse dans le cadre des rythmes scolaires pour l'ALSH les Cigales. Les frais correspondants s'élèvent à 400 euros TTC.

32- **18 avril 2017** : Passation d'un marché avec les établissements ETIENNE, afin d'acquérir des sapins de Noël naturels et floqués, supports en bois, guirlandes de sapin naturel et branches décoratives. Les frais sont sans montant minimum et avec des montants maximum annuels de 9 000 euros HT pour le lot 1 et 6 000 euros HT pour le lot 2.

33- **18 avril 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition, à titre gratuit, des locaux de la piscine Aldebert Bellier, au profit de l'association C.B.R.S., pour des activités d'aquagym et d'approche de l'eau.

34- **19 avril 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition, à titre gratuit, de locaux et équipements extérieures de la base de loisirs municipale, Plan d'Eau du Canada, au profit de l'association Club Plongée Kool.

35- **20 avril 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition, à titre gratuit, de locaux d'équipements et de matériel de la base du Plan d'Eau du Canada, au profit de l'Union Nationale du Sport Scolaire (U.N.S.S).

36- **21 avril 2017** : Passation d'un avenant n°1 au marché M170001V (lot n°1 : boissons sans alcool) pour la cession dudit marché avec la société RMC BOISSONS, qui a donné en location gérance le fonds de commerce à usage de négoce en gros de toutes boissons et l'exploitation de toute prestation de services, accessoires ou connexes s'y rapportant en date du 21 décembre 2016 à la SAS ROUQUETTE.

37- **25 avril 2017** : Marché de travaux de rénovation du gymnase Jean Moulin déclaré sans suite. Suite à l'évolution des besoins relatifs aux travaux programmés, il est nécessaire de les redéfinir.

38- **25 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'Association Départementale de Protection Civile de l'Oise (A.D.P.C.60), afin d'assurer la mise en place d'un dispositif de secours dans le cadre de la course cycliste intitulée « les 4 jours de Dunkerque » et notamment lors d'une étape départ Place Jeanne Hachette. Les frais correspondants s'élèvent à 206,85 euros.

39- **26 avril 2017** : Passation d'un marché portant sur la réalisation d'un spectacle de type pyro-symphonique, à thème synchronisé, ainsi que la réalisation de la sonorisation à l'occasion du 13 juillet 2017 sur le site de la Place Jeanne Hachette.

Lot n°1 : réalisation du spectacle pyro-symphonique

Attributaire : Alpha Pyrotechnie- pour un montant de 12 580 euros HT,

Lot n°2 : réalisation de la sonorisation du spectacle pyro-symphonique

Attributaire : Alpha Pyrotechnie-pour un montant de 2 580 euros HT.

40- **26 avril 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'Association de Fraternité Internationale, par l'Art (SOFIA), afin de mettre en place des activités destinées à animer le quartier Notre Dame du Thil – Beauséjour dans le cadre du dispositif « l'été s'anime sur les quartiers 2017 ». Les frais correspondants s'élèvent à 1.055,00 euros TTC.

41- **27 avril 2017** : Passation d'un avenant de régularisation avec la société CIRIL, concernant le contrat de maintenance des logiciels intégrant le module ALSH. Les frais correspondants s'élèvent à 594 euros HT.

42- **27 avril 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition, de locaux d'équipements et de matériel de la base du Plan d'Eau du Canada, au profit du lycée Jean-Baptiste COROT, pour des séances de canoë.

43- **28 avril 2017** : Passation d'une convention avec La Fondation Infa Hauts-de-France concernant la participation d'agents à la formation « HACCP » d'agents. Les frais correspondants s'élèvent à 5 690,00 euros HT.

44- **28 avril 2017** : Passation d'une convention avec AGORES concernant la participation d'un agent au forum de la restauration publique territoriale. Les frais correspondants s'élèvent à 580,00 euros TTC.

- 45- **28 avril 2017** : Passation d'une convention avec ID'EAU concernant la participation d'un agent à la formation au permis « côtier ». Les frais correspondants s'élèvent à 568,00 euros TTC.
- 46- **28 avril 2017** : Passation d'une convention avec l'Ecole du Renouveau Urbain concernant la participation d'un agent à la formation « animer une maison de projet ». Les frais correspondants s'élèvent à 750,00 euros TTC.
- 47- **2 mai 2017** : Passation d'un avenant n°1 avec la société ESII, concernant le contrat de maintenance du logiciel de gestion de flux d'attente, évolution et ajout de fonctionnalités. Les frais supplémentaire s'élèvent à 452,10 euros HT la première année puis 1 207,78 euros HT l'année suivante.
- 48- **2 mai 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition, à titre gratuit, des locaux et équipements extérieurs de la base de loisirs municipale, plan d'eau du Canada, au profit de l'association PATAPOUF Plongée.
- 49- **2 mai 2017** : Passation d'un contrat avec la société Espace INFOCOM, concernant la maintenance du copieur de plans des services techniques. La dépense annuelle est d'un montant de 1 980 euros HT. Cette dépense inclut un forfait d'impression de 300 m², au-delà les tirages sont facturés 0,27 euros HT le m².
- 50- **2 mai 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition, de locaux d'équipements et de matériel de la base du Plan d'Eau du Canada, au profit du collège Michelet, pour des séances de canoë et de Kayak.
- 51- **3 mai 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition, à titre gratuit, du vélodrome Georges Lebesgue situé au sein du Parc Marcel Dassault, au profit du comité Oise de cyclisme.
- 52- **4 mai 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association REA CORPS, afin d'animer des ateliers de danse dans le cadre des rythmes scolaires pour l'ALSH Demat. Les frais correspondants s'élèvent à 225 euros TTC.
- 53- **4 mai 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association REA CORPS, afin d'animer des ateliers de danse dans le cadre des rythmes scolaires pour l'ALSH Demat. Les frais correspondants s'élèvent à 337,50 euros TTC.
- 54- **4 mai 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition, à titre gratuit, de la salle Jacques Brel, au profit de l'école Launay, afin d'organiser un spectacle de fin d'année.

- 55- **4 mai 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition, à titre gratuit, des équipements de la piscine Aldebert Bellier, au profit de l'association Baby Club, afin d'organiser une journée d'animations en faveur de ses adhérents.
- 56- **9 mai 2017** : Passation d'un marché avec la société Fain Ascenseurs, concernant la maintenance de portes, portails et barrières des bâtiments de la ville, sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 25 000 euros HT.
- 57- **9 mai 2017** : Passation de la modification de la régie de recettes et d'avances Elispace n°35.
- 58- **9 mai 2017** : Passation d'un marché de travaux de réhabilitation des bâtiments du 19 rue du Pont Laverdure avec les sociétés comme suit :
Lot 1 (désamiantage démolition) – démolition Picarde – pour un montant de 20 382,00 euros HT.
Lot 2 (bardage polycarbonate) – Monségu – pour un montant de 53 940,00 euros HT.
- 59- **10 mai 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association « Raid Aventure Organisation », afin de mettre en place un séjour « Raid aventure » pour les actions de proximité Argentine. Les frais correspondants s'élèvent à 1 365,76 euros TTC.
- 60- **10 mai 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'école de danse Sophie Michaut, afin de mettre en place une séance de danse Modern Jazz et Flamenco, pour les actions de proximité Argentine. Les frais correspondants s'élèvent à 60 euros TTC.
- 61- **10 mai 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association THEATR'AL – EL MECHALY ALICE, concernant la mise en place d'un filage théâtral à la Maladrerie Saint Lazare pour les actions de proximités Argentine. Les frais correspondants s'élèvent à 165 euros TTC.
- 62- **10 mai 2017** : Passation par le groupement d'achat du Beauvaisis, composé de la communauté d'agglomération du Beauvaisis (membre coordinateur), de la ville de Beauvais et du centre communal d'action sociale de Beauvais d'un accord-cadre de fournitures scolaires et créatives, fournitures spécifiques Beaux-Arts et matériels de gravure avec les entreprises suivantes :
Lot n°1 – société ALDA – fourniture scolaires et créatives pour les besoins de la Ville de Beauvais, de la CAB et du CCAS, sans montant minimum annuel et sans montant maximum annuel,
Lot n°2 – société ALDA – fournitures scolaires pour l'école d'art du Beauvaisis ; sans montant minimum annuel et sans montant maximum annuel,
Lot n°3 – le géant des Beaux-Arts – fournitures spécifiques beaux-arts pour l'école d'art du Beauvaisis, sans montant minimum annuel et sans montant maximum annuel.

63- **10 mai 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition, à titre gratuit, de locaux en sous-sol du bâtiment sis 171 avenue Marcel Dassault, au profit de l'association Amphilia, afin de réaliser ses missions.

64- **12 mai 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition d'espaces extérieurs au plan d'eau du Canada, au profit de la société Dussolier – Bettahar, pour l'exploitation de structures ludiques.

65- **15 mai 2017** : Passation d'une convention avec Isabelle GUIRAUD concernant la participation d'agents aux formations « la confiance en soi, l'estime de soi ». Les frais correspondants s'élèvent à 3 600,00 euros net.

66- **16 mai 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition, de locaux, d'équipements et de matériel de la base nautique du plan d'eau du Canada, au profit de l'association Handivoile – Rotary Club, dans le cadre d'une journée d'animations sportives en direction d'un public présentant un handicap mental.

67- **16 mai 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition, à titre gratuit, des équipements de la piscine Aldebert Bellier, au profit de l'association Beauvaisis Aquatic Club, pour l'organisation d'un gala de natation synchronisée et d'une compétition intra-club.

68- **16 mai 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition, d'équipements et de matériel de la base nautique du plan d'eau du Canada, au profit de l'institut Médico Educatif de Beauvais, pour des séances de canoë et de pédalos.

69- **16 mai 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association départementale de protection civile de l'Oise, concernant la mise en place d'un dispositif prévisionnel de secours durant les animations de plein air organisées dans le cadre de la fête du quartier Saint-Jean. Les frais correspondants s'élèvent à 312,38 euros TTC.

70- **16 mai 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association ZEN RIRE, concernant la mise en place d'une séance de rigolade pour les actions de proximité Saint Lucien. Les frais correspondants s'élèvent à 30 euros TTC.

71- **16 mai 2017** : Passation d'un marché avec la société SARL AFFIPUB, portant sur la réalisation des prestations de régisseur pour l'organisation du marché de Noël de la Ville de Beauvais. Le régisseur recevra une rémunération globale et forfaitaire relative aux prestations de commercialisation, organisation de la manifestation ainsi que la communication de l'évènement d'un montant de 4.000 euros HT. Il recevra également une rémunération variable calculée en fonction du nombre de semaines de location et du pourcentage du chiffre d'affaires du prestataire.

72- **18 mai 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec la société Dynamic Land, concernant la mise en place des activités destinées à animer le quartier Saint-Jean dans le cadre de la fête de quartier. Les frais correspondants s'élèvent à 2 214,12 euros TTC.

73- **30 mai 2017** : La fermeture de la régie de recettes Elispace n°34.

74- **30 mai 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition, à titre gratuit, d'un chalet de Noël lors des fêtes de Noël à Beauvais, au profit du lycée professionnel et technologique Saint Vincent de Paul de Beauvais, afin de promouvoir leurs actions.

75- **31 mai 2017** : Passation d'un contrat avec la société AFONE MONETICS, concernant la maintenance du terminal de paiement électronique pour l'Elispace. Les frais correspondants s'élèvent à 114 euros HT.

76- **31 mai 2017** : Passation d'un avenant n°1 au marché avec la société SMAF Entreprise, concernant des travaux de restructuration intérieur pour l'accueil du pôle enfance Lebesgue, équipement de cuisine et buanderie. Cet avenant annule et remplace des références pour un montant identique à la proposition de base. Ces changements sont sans incidence sur le montant du lot 11.

77- **1^{er} juin 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition de locaux, d'équipements et de matériel de la base nautique du plan d'eau du Canada, au profit du lycée Félix Faure, pour des séances de voile, de canoë et de kayak.

78- **1^{er} juin 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition de locaux, d'équipements et de matériel de la base nautique du plan d'eau du Canada, au profit du collège Pierre Mendès France, pour des séances de canoë.

79- **1^{er} juin 2017** : Passation d'une convention avec Archivistes Français Formation (AFF) concernant la participation d'un agent à la formation « traiter les documents iconographiques ». Les frais correspondants s'élèvent à 765,00 euros net.

80- **1^{er} juin 2017** : Passation d'une convention avec Archivistes Français Formation (AFF) concernant la participation d'un agent à la formation « logiciel Avenio, niveau 1 ». Les frais correspondants s'élèvent à 100,00 euros net.

81- **2 juin 2017** : Passation d'un marché avec la société EURODEM SAS concernant des travaux de démolition des bâtiments situés au 8-10-12 rue Joseph Cugnot et 166 rue Villers Saint Lucien. Les frais correspondants s'élèvent à 39 500,00 euros HT.

82- **7 juin 2017** : Passation d'une convention de mise à disposition de locaux, d'équipements et de matériel de la base nautique du plan d'eau du Canada, au profit du collègue Charles Fauqueux, pour des séances de canoë.

83- **12 juin 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association « Croquenotes et Faim d'histoires », afin d'animer un spectacle « Noël sous la neige » lors des féeries de Noël. Les frais correspondants s'élèvent à 150 euros TTC.

84- **12 juin 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'entreprise « expo-playmo.com », afin d'installer trois expositions Playmobil au sein de chalets sur le marché de Noël ainsi que deux journées d'animations. Les frais correspondants s'élèvent à 2 000 euros TTC.

85- **12 juin 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association « La Ludo Planète », concernant des animations de Jeux Picards sur la place Jeanne Hachette lors des féeries de Noël. Les frais correspondants s'élèvent à 1 050 euros TTC.

86- **12 juin 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'entreprise de spectacle « Maximum Show », afin d'animer un spectacle du « Savonnier » lors des féeries de Noël. Les frais correspondants s'élèvent à 2 550 euros TTC.

87- **12 juin 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'entreprise de spectacle « Maximum Show », afin d'animer un spectacle « Les Friandises du Roi » lors des féeries de Noël. Les frais correspondants s'élèvent à 2 450 euros TTC.

88- **12 juin 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'entreprise de spectacle « Maximum Show », afin d'animer une prestation musicale de « BCB » lors des féeries de Noël. Les frais correspondants s'élèvent à 1 500 euros TTC.

89- **12 juin 2017** : Passation d'un contrat de prestation de service avec l'association « Elles se la racontent », concernant des animations de lecture de contes lors des féeries de Noël. Les frais correspondants s'élèvent à 300 euros TTC.

Le Conseil Municipal a pris acte des décisions prises par le maire dans le cadre de sa délégation.